

L'ATTENTAT DE BEYROUTH
Le nombre des tués pourrait atteindre quatre-vingts
LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

3,60 F
Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 350 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 86 c. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 65 dr. ; Italie, 80 p. ; Japon, 1.200 ¥ ; Liban, 300 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 7,76 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.
Tarif des abonnements page 34
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Morosité franco-roumaine

Pas très gai, la visite que va faire de ce mercredi 20 avril à Bucarest M. Chirac, depuis bientôt vingt ans que la Roumanie a choisi la France comme partenaire privilégié, pour favoriser son épanouissement de la société soviétique, les relations franco-roumaines n'ont été aussi moroses. Le ministre des relations extérieures fait surtout le déplacement pour maintenir le contact avec un pays qui tient à son quasi-alignement, mais la conjoncture ne se prête guère à des effusions.

Dans son esprit la France se doit de marquer son intérêt constant pour les peuples de l'Europe de l'Est. La tension s'aggrave entre l'Est et l'Ouest, et singulièrement entre Paris et Moscou, mais ce n'est pas une raison pour que des peuples qui en sont moins responsables que victimes en pâtissent. C'est vrai notamment des Roumains, dont l'attachement envers la France reste vivace (le français reste la langue étrangère la plus enseignée en Roumanie). Le gouvernement de Bucarest continue d'ailleurs de rejeter la « politique des blocs », encore qu'avec moins d'insistance que jadis, et il a à ce sujet quelques divergences avec la France, dont il est bon de s'expliquer. C'est ainsi qu'il hait la force de dissension française dans les courtoisies dont il réclame la tenue.

La France reconnaît aussi que la Roumanie fait aujourd'hui de « douloureux efforts » pour rétablir une situation économique que des imprudences ont gravement compromise. La dette extérieure roumaine dépasse 10 milliards de dollars (dont 20 % environ envers la France). Le commerce franco-roumain est en chute libre (il est tombé de 5 milliards de francs en 1981 à 3,5 milliards en 1982) tandis que le déficit français est en hausse vertigineuse. L'an dernier, les ventes de la France s'élevaient à 1 milliard de francs et ses achats (produits pétroliers, bois, métaux) à 2.500.000. La grande légitimité dans les engagements français est responsable de cette situation. La France n'a plus les moyens de vendre à crédit.

Enfin, M. Chirac ne manquera pas - c'est une de ses obligations - de rappeler à la Roumanie qu'elle est signataire des accords d'Helsinki qui proclament « l'importance universelle des droits de l'homme et des libertés fondamentales » dans les relations internationales, pacifiques et amicales. A cet égard, le régime de M. Ceausescu multiplie les « contre-performances ». Les « cas humains » intéressant la France (il faudrait mieux dire « inhumains ») - refus de mariage, séparation des familles, etc. - s'accumulent. Le ministre les rappellera avec la fermeté qu'on lui connaît et la discrétion que le Quai d'Orsay juge seule efficace.

M. Chirac n'entend pas, en tout cas, que sa visite soit interprétée comme un satisfecit donné à Bucarest dans ce domaine, ni comme un tournant dans les relations franco-roumaines, ni comme l'annonce d'une visite de M. Mitterrand. Celui-ci avait annoncé, le 9 juin dernier, qu'il se rendrait à Bucarest - sans doute fin septembre - (1982) et indiqué quelques instants plus tard que, « dans l'hypothèse tragique où M. Tanase (réfugié roumain « disparu » mais protégé par la D.S.T. de menaces d'enlèvement) ne réapparaîtrait pas, les relations franco-roumaines seraient « sérieusement » affectées.

Le style de la visite de M. Chirac ne sera sans doute pas spectaculaire. Initialement ne figurent à son programme que des entretiens avec son collègue, M. Andréi, mais il rencontrera certainement M. Ceausescu si les deux gouvernements estiment que tout va bien, c'est-à-dire mieux.

Les difficultés économiques du gouvernement

- Certaines dépenses d'investissement pourraient être remises en cause en 1984
- Les déclarations de M. Delors au Sénat soulignent les divisions de la majorité

La préparation du budget de l'Etat pour 1984 est entrée dans une phase active avec les recommandations faites par M. Mauroy à ses ministres de prévoir la simple reconduction de leurs crédits de fonctionnement. Aucun emploi ne sera créé l'année prochaine dans la fonction publique. Les crédits d'investissement prévus devront être réduits, et certains grands projets pourraient être remis en cause. En revanche, la volonté de limiter la hausse de l'indice des prix forcera le gouvernement à augmenter à nouveau ses aides aux entreprises publiques. Le

déficit sera maintenu dans la limite des 3 % du produit national, soit 124 milliards de francs.

Mardi 19 avril, devant le Sénat, M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, a estimé, que « si le cours du dollar reste élevé, la France devra faire un effort supplémentaire d'austérité ». Le ministre de l'économie, des finances et du budget a vivement contesté les arguments de ceux qui, au sein de la majorité, critiquent les dispositions

fiscales de son plan d'austérité, redoutant un accroissement du chômage et réclamant un contrôle accru des importations.

Ces déclarations sont de nature à accentuer les divisions de la majorité sur la politique économique mise en œuvre par la gauche. M. Didier Motchane, membre du secrétariat national de parti socialiste, nous a déclaré, mercredi 20 avril, que les prédecesseurs de M. Delors « se sont trompés pendant vingt ans et lui pendant deux ans ».

Le « bazar »

Les « économistes de bazar », dont M. Jacques Delors dénonce la prétention à détenir une vérité économique inverse de celle qu'il défend, ont de belles occasions de faire savoir au ministre de l'économie, des finances et du budget leur sentiment sur les propos qu'il a tenus mardi au Sénat. Le comité central du P.C.F. continuait ses travaux, mercredi 20 avril, le bureau exécutif du parti socialiste devait se réunir, comme chaque semaine, le même jour, et l'Assemblée nationale examinait, le soir, en deuxième lecture, le

projet de loi autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances les mesures financières qui lui permettront de mettre en œuvre son plan d'austérité.

Qui sont, en effet, ces « économistes de bazar » ? Tous ceux, prédisent M. Delors, qui « prétendent que lorsqu'on lutte contre l'inflation on accroît le chômage, et vice versa ».

JEAN-YVES LHOUEAU.
(Lire la suite page 8.)

L'Etat à son tour...

L'Etat n'embauchera pas en 1984. M. Mauroy vient de le faire savoir à ses ministres et M. Delors l'a confirmé, mardi 19 avril, au Sénat. Ainsi, après avoir créé deux cent mille emplois depuis le printemps 1981 - respectant ainsi les engagements pris par M. Mitterrand lors de la campagne pour les présidentielles, le gouvernement renverse la vapeur.

Le problème du chômage - malgré la stabilisation obtenue depuis quelques mois - n'a pas disparu pour autant. L'apart des experts, ceux de l'INSEE comme ceux des

organismes privés de conjoncture, prévoient une augmentation des demandes d'emploi qui pourrait atteindre cent vingt mille à deux cent mille d'ici la fin de l'année. Les mêmes raisons qui avaient poussé, il y a deux ans, MM. Mitterrand et Mauroy à créer des postes dans la fonction publique existent toujours. Mais la crise financière que connaît la France, la nécessité d'assainir les comptes intérieurs (Etat, Sécurité sociale, entreprises publiques) et extérieurs condamnent le gouvernement à une rigueur sans faille.

Le budget de l'Etat prolongera donc, en 1984, la politique définie le 25 mars dernier quand M. Delors a annoncé le plan d'accompagnement de la dévaluation. Plus question de compenser la rigueur salariale et fiscale par des mesures de soutien ou de relance du genre Fonds de grands travaux. Une certaine dose de récession ayant été acceptée cette année, afin de réduire les déficits extérieurs, il est prévu pour l'année prochaine un programme d'économies qui devrait tout à la fois assainir les comptes de l'Etat et ralentir l'inflation.

ALAIN VERNHOLES.
(Lire la suite page 29.)

AU JOUR LE JOUR

Sport

Les plus hautes autorités de l'Etat sont invitées à s'activer sur les terrains les plus inattendus.

La Fédération française de rugby, pour défendre la tournée du XV de France en Afrique du Sud, requiert l'arbitrage de M. Mitterrand.

Les footballeurs professionnels se sont mis à l'assaut de la solidarité internationale de M. Delors et Mauroy.

Un jour on demandera aux membres du gouvernement de chasser les crampons et de marquer eux-mêmes des points pour la France. On installera les bureaux de vote à la sortie des stades.

BRUNO FRAPPAT.

LA LÉGISLATION SUR LES CONTROLES D'IDENTITÉ

Sécurité et socialisme...

Le projet de loi abrogeant et révisant certaines dispositions de la loi « sécurité et liberté » adoptée, mardi 19 avril, par l'Assemblée nationale, autorise dorénavant les officiers de police judiciaire à procéder, dans certains cas, à la prise d'empreintes digitales et de photographies lors d'opérations de vérification d'identité.

Cette disposition constitue une innovation importante. La loi du 2 février 1981 interdisait en effet formellement cette pratique.

par LAURENT ZECCHINI

Au fond, M. Alain Peyrefitte était-il tellement imprégné d'une idéologie purement « sécuritaire » ? La question, pour des hommes de gauche, apparaît a priori inconvenante, provocatrice. Et, en vérité, la démonstration n'est plus à faire. La loi dite « sécurité et liberté », dont l'ancien garde des sceaux fut l'inspirateur et le théoricien, déséquilibrait le droit, au profit de la répression, de la « sécurité », au détriment des libertés individuelles.

Le texte adopté dans la nuit du

mardi 19 au mercredi 20 avril par l'Assemblée nationale, abrogeant ou révisant certaines dispositions de la loi du 2 février 1981, rétablit cet équilibre, conformément à la philosophie constante de la gauche en ces matières, à une exception près. Une exception de taille, qui permet de faire une constatation : l'idéologie « sécuritaire » progresse dans les rangs de la gauche socialiste.

Dorénavant, en effet, la prise d'empreintes digitales et celle de photographies effectuées à l'occasion d'opérations de vérification d'identité seront autorisées envers « toute personne à l'égard de laquelle existe un indice faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction, ou qu'elle a fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire ».

De qui s'agit-il, si ce n'est de personnes jouissant de la présomption d'innocence ? Apparemment, ce texte, qui résulte d'un amendement du groupe socialiste, va plus loin que le texte de M. Peyrefitte, qui prévoyait que, « en aucun cas », ces opérations ne pourraient être effectuées. Plus loin dans la voie d'une restriction des libertés individuelles ? Qu'en est-il exactement ?

Certes, on peut être sensible aux arguments développés par les députés socialistes, selon lesquels il ne s'agit que de codifier, de réglementer une pratique existante, pour mieux contrôler les excès. En un sens, une loi même « libérale », en certaines dispositions, vaudrait mieux que l'absence de loi. Cette explication, en l'espèce, apparaît contestable.

(Lire la suite page 10.)



Jean-François Revel
Comment les démocraties finissent
"La démocratie aura peut-être été dans l'Histoire un accident, une brève parenthèse, qui, sous nos yeux, se referme."
J.-F. R. GRASSET

« Le plan d'austérité va toucher de plein fouet une profession déjà traumatisée »
nous déclare M. Maurice Voinon
président de la Fédération des transports routiers
(Lire page 34.)

La loi de programmation militaire

830 milliards en cinq ans

Priorité à l'armement nucléaire et réorganisation de l'armée de terre, avec une légère diminution de ses effectifs : telles sont les grandes lignes de la loi de programmation militaire 1984-1988 que le ministre de la défense, M. Charles Hernu, devait présenter, ce mercredi 20 avril, en conseil des ministres. Durant ces cinq années, une somme totale de 830 milliards de francs devrait être consacrée à la défense nationale, après approbation du Parlement.

Depuis 1960, en France, quatre lois de programmation successives ont fixé les orientations de défense et les dépenses correspondantes. La première a couvert la période 1960-1964 ; la seconde, la période 1965-1970 ; la troisième, la période 1971-1975, et la dernière en date, la période 1977-1982. Chacune, conçue selon des modalités différentes, a été plus ou moins respectée et appliquée.

Cinquième du genre, la loi de programmation militaire 1984-1988 est la première à être présentée par un gouvernement de gauche et elle est, naturellement, très attendue puisqu'elle constitue, en quelque sorte, une « charte » gouvernementale proposée aux armées jusqu'à la fin de l'actuel septennat de M. François Mitterrand.

C'est en mai 1982, il y a donc pratiquement un an, que le ministre de la défense a commencé d'adresser ses premières directives aux états-majors afin qu'ils étudient diverses hypothèses de travail soumises, ensuite, à la décision des conseils de défense présidés par le chef de l'Etat.

Durant l'été dernier, certaines de ces hypothèses - notamment la réduction des effectifs - ont créé un évident malaise dans la communauté militaire, perceptible essentiellement dans l'armée de terre, dont le chef d'état-major, le général Jean Delaunay, avait alors fait savoir à M. Hernu que les hypothèses énoncées à l'époque risquaient de conduire à une armée « vieillie » et « amoindrie » dans son organisation, ses effectifs et ses matériels.

Le malentendu entre le ministre de la défense et son chef d'état-major de l'armée de terre s'achevait, il y a un mois et demi environ, par le départ du général Delaunay et son remplacement par le général René Imbot.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 13.)

Les paris de l'Expo

Une grande « expo des expos » sera inaugurée par le président de la République au Musée des arts décoratifs, le 18 juin prochain. Ce bilan des six expositions universelles organisées à Paris depuis 1851 donnera à M. Mitterrand l'occasion de s'exprimer sur le projet qu'il avait annoncé le 24 septembre 1981 : fêter par une exposition universelle sur le thème des « Chemins de la liberté » le bicentenaire de la révolution.

Six ans avant l'ouverture (prévue le 1^{er} mai) plutôt que le 15 avril pour cause d'inondations possibles), le conseil des ministres doit aborder le sujet pour la première fois, ce mercredi 20 avril, en examinant le projet de loi créant un établissement public et énonçant des procédures administratives d'urbanisme accélérées.

Le calendrier est serré et, pour l'instant, respecté. Il reste quelques mois pour préciser l'aménagement des 130 hectares de terrains appartenant à l'Etat, à la Ville et à des organismes publics, qui deviendront les sites officiels de la manifestation. Après le succès des négociations internationales conduites par M. Robert Borda pour faire accepter le choix de Paris, un rapport préliminaire a été remis à M. Mitterrand en décembre dernier (le Monde du 4 janvier). Une nouvelle étude a ensuite été demandée à M. Gilbert Trigano,

qui devrait devenir le commissaire général de l'exposition.

On attend notamment de lui des propositions concrètes pour l'hébergement et le transport des soixante millions de visiteurs attendus (où trouver les hectares de parkings nécessaires pour les autocars ?). Le P.-D.G. du Club Méditerranée a aussi toute liberté de proposition et de critique sur ce qui a déjà été étudié. S'il n'est, semble-t-il, pas question de modifier le tracé des deux sites acceptés par le bureau international des expositions, on verra sans doute à mieux y raccorder les autres grands investissements engagés par la puissance publique à La Villette (Musée des sciences et des techniques) et à la Défense (carrefour international de la communication).

MICHELLE CHAMPENOIS.
(Lire la suite page 23.)

Le Monde

idées

Sport et race

La décision du président de la Fédération française de rugby relance le débat sur la présence de nos équipes sur les terrains de sport d'Afrique du Sud. Pour Antoine Bouillon, point d'hésitation possible : le principal soutien que l'on puisse apporter aux sportifs noirs est de refuser les matches dans ce pays. Pierre Bas voudrait, lui, que l'on raisonne sur l'apartheid avec toutes les données de l'histoire et de la géographie, et que l'on se demande si d'autres pays ne mériteraient pas autant l'opprobre de M^{me} Avicé. Alain Giraudo constate en tout cas l'imbroglio dans lequel la France s'est placée du fait que le gouvernement n'a pas pu ou n'a cru devoir assumer la pleine responsabilité de la décision dans cette affaire.

Regarder l'apartheid en face

par PIERRE BAS (*)

LES antagonismes raciaux sont aussi anciens que l'humanité. Ils ont toujours existé. Le problème essentiel est celui de leur intensité, du seuil à partir duquel la situation devient intenable pour l'une des communautés en présence, du seuil à partir duquel le conflit, la violence, éclatent et se donnent libre issue.

L'Europe, pour les hommes de ma génération, a donné le plus abominable exemple de racisme, et seuls quelques évènements et quelques pasteurs expriment dans le silence du totalitarisme leur sentiment de culpabilité. Elle doit donc aborder le problème avec une certaine humilité, à commencer par les hommes et les femmes politiques.

Pendant deux millénaires et demi, l'Afrique a été un réservoir d'esclaves pour les peuples blancs, occidentaux ou orientaux.

Dans un de ces sites civilisationnels mortels qui jalonnent la région méditerranéenne de la Tunisie du Sud et qui ont si fortement marqué Julien Gracq, en lui inspirant *le Rythme des Syrtes*, Gignis moule des temples effondrés au-dessus d'un grand port ensablé, et la jette, d'où partaient les caravanes de Noirs pour Carthage, puis pour Rome. Malgré un arrêt du Parlement de Bordeaux, pratiquaient la traite horrible la France et tous les Etats européens des temps modernes : la saignée de l'Afrique d'ailleurs à l'Est comme à l'Ouest.

En 1900, notre ambassadeur à Constantinople vit arriver, pour être mis en vente, et généralement châtés pour les harems, mille Noirs pris au Tchad, la traite orientale ayant duré beaucoup plus longtemps que la traite occidentale. Jeune administrateur, j'ai connu des hommes qui avaient combattu Rabah et les derniers chasseurs d'esclaves.

L'histoire attristante de Joseph Brabin Saké

Mais on sait qu'une traite clandestine a continué jusqu'à une date récente vers l'Orient. Beaucoup de gens gagneraient également, hors de l'Europe, à rentrer en eux-mêmes, eux aussi, et à rester plus discrets.

En face, que citer ? Les Portugais, qui faisaient passer des évènements pour le Salvador (Angola) de la traite du seizième siècle, une page de Montesquieu, des missionnaires, et même des martyrs et des saints : Savorgnan de Brazza, Albert Schweitzer. C'est beaucoup et c'est peu, en face de tant de crimes qui hantent les nuits de l'abbé Grégoire, « l'ami des Noirs ».

Le racisme, qui a justifié la traite, lui a survécu. Il y a vingt-cinq ans, les vedettes du Congo belge qui traversaient le Congo entre Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa) et Brazzaville avaient deux inscriptions : « Européens », à l'avant ; « Africains », à l'arrière.

La plupart des grands cafés et des restaurants de « Léo » étaient interdits aux Noirs.

Le problème constitutionnel

En réalité, soyons francs, ce n'est pas le racisme social qui gêne en Afrique du Sud. Il recule dans les rapports humains. Ce qui gêne, c'est qu'une minorité de Blancs gouverne une majorité de Noirs. C'est le problème constitutionnel, c'est ce qui émeut l'Afrique noire, et cela a été une des cartes de l'U.R.S.S. dans le monde et en Afrique. Dans le même temps, l'U.R.S.S., à l'aide de soldats cubains, gouverne certains Etats du continent noir, ce qui est une forme de racisme et de colonialisme.

Mais les Blancs d'Afrique du Sud, issus des Boers en partie, sont méfiants. Ils ont du mal à accepter les projets parfois très grands et très généreux qu'on leur soumet. Il est vrai que les accords d'Evian violés alors que l'Europe n'en était pas encore écheue ont fait perdre à l'apartheid ne sont pas rassurants. Il ne faut pas bon être une communauté moins nombreuse et moins prolifique que la voisine, l'affaire libanaise vient de le montrer. Ces éléments défavorables sont justement ceux qui vont renforcer la communauté blanche dans ses résolutions et la durcir, et ce ne sont pas les initiatives saugrenues de M^{me} Avicé qui feront avancer les choses.

Le problème pour l'Europe et les Etats-Unis est de savoir si l'on doit briser l'Afrique du Sud, comme il est de savoir si l'on doit briser Israël pour satisfaire l'O.L.P.

Pour ma part, militant antiraciste depuis toujours, ami de chacun des Etats d'Afrique, sans exception, avec lesquels je collabore depuis, (*) Député R.P.R. de Paris, secrétaire général de l'Association Europe-Afrique.

L'isolement ... principal soutien aux Noirs

par ANTOINE BOUILLON (*)

L'INTERET que les Sud-Africains portent dans leur ensemble aux activités et manifestations sportives n'est pas à démontrer. Le sport a été et demeure la première des activités sociales au pays de l'apartheid ; il y est depuis toujours l'objet d'investissements idéologiques, politiques puissants et les Afrikaners et les anglophones y ont trouvé un terrain de prédilection pour y développer leur antagonisme mais surtout pour y interdire ensemble la formation des Noirs africains, des Métis et des Indiens. Les relations raciales y sont l'objet d'une surveillance aussi constante que tatillonne, au point de constituer un enjeu politique de premier plan. La question de l'acceptation d'équipes étrangères mixtes fut l'une des trois principales questions sur lesquelles les ultras firent, en 1969, scission du parti national, au pouvoir depuis 1948.

Si l'on connaît bien l'histoire du sport blanc, l'ignorance a été entretenue sur l'histoire et la nature du sport noir. D'autre part, contre toute vraisemblance, un ex-Springbok et ministre comme D. de Villiers pouvait affirmer il y a peu : « Les Noirs connaissent vraiment les sports occidentaux depuis une dizaine d'années seulement ». Alors que, dès la seconde moitié du dix-neuvième siècle, les élites noires pratiquaient le football, le rugby et le cricket, dans lesquels ils voyaient un instrument de promotion et d'assimilation aux Blancs « civilisés » ; alors que, depuis les années 30, un mouvement enthousiaste manifestait, trébuchant, caractéristique des Townships noirs face au sport.

A l'époque même où le parti national accédait au pouvoir, les sportifs noirs se fédèrent contre le monopole des Blancs sur le sport officiel, national et international. En dix ans à peine, ils passèrent de la demande d'une reconnaissance à l'éthique du « non racialisme ». Leur action entraîna l'isolement international de l'Afrique du Sud, qui obligea le pouvoir à des concessions.

Trois principes de base

Après avoir subi une intense répression, le mouvement sportif non racial repartait de plus belle, en 1973, avec la création du Conseil sud-africain des sports (SACOS), dans lequel se réunissaient l'immense majorité des sportifs noirs. Trois principes de base conditionnaient l'adhésion et réglaient la conduite :

- 1) Le refus de demander aux autorités l'autorisation pour pratiquer le sport sur une base non raciale, Metis, Indiens, Africains (et une poignée de Blancs) confondus ;
- 2) Le refus d'une « double jeu » : être membre du SACOS et d'une autre organisation défendant une collaboration avec les institutions de l'apartheid, sportives ou non sportives ;
- 3) L'appel à un mouvement complet sur les relations sportives avec l'Afrique du Sud tant que le sport y sera pas réellement non racial, ce qui signifiait que l'apartheid aurait été aboli.

Dans les conditions qui prévalaient en Afrique du Sud, l'isolement du sport sud-africain est le principal soutien que de l'extérieur l'on puisse apporter aux sportifs noirs dans leur lutte contre un régime antipathique, presque fondamentalement inhérent.

(*) Secrétaire général du Mouvement anti-apartheid, conseiller du Soos le, militant, la race : sport et apartheid (éditions Afréno).

L'imbroglio

par ALAIN GIRAUDDO

Le Sud - exclusion qui est le cadet des soucis du rugby - et au lieu de signifier fermement l'interdit, elle se défendait sur « un capitaine d'équipe » qui aurait la responsabilité de la décision. Bref, l'intervention de M. François Mitterrand en personne devient inévitable. M. Albert Ferrasse lui a demandé, au reste, une audience. Bien malin, il a compris qu'il n'a pas intérêt à s'embarquer dans cette galère et s'emploie à faire comprendre qu'il a besoin d'une décision nette et précise, en fait d'un ordre. Car seul un ordre lui permettra de faire accepter au milieu du rugby français l'annulation de la tournée.

Contradiction

Le gouvernement a commis une autre erreur : dans son injonction aux fédérations, il a distingué entre les professionnels, qui ont le droit d'aller gagner leur vie là où il leur plaît, et les amateurs qui n'ont pas le droit de jouer avec qui ils veulent. Etrange contradiction : dans le sport moderne, la frontière entre amateurs et professionnels est tellement perméable que plus personne ne sait où elle est. Toutefois, l'événement revient à faire des rugbymen réputés amateurs, pratiquement les seuls athlètes concernés par l'interdit. De Biarritz à Grenoble, on hurle à la discrimination : « Pourquoi nous et pas les autres ? » Pourquoi, en effet, considérer qu'un champion qui gagne de l'argent met moins en cause l'honneur de la France qu'un amateur ?

En s'abritant derrière des arguments juridiques sur le droit au travail, les pouvoirs publics donnent en fait l'impression que la défense des valeurs morales ne va pas au-delà des bornes de l'intérêt économique. « Le boycottage modéré à une valeur symbolique », explique M. Max Gallo, le porte-parole du gouvernement. Cela n'est guère convaincant. Et les esprits continuent de s'échauffer. La dernière mesure n'est pas acceptable.

D'autant que le problème doit aussi se poser en terme d'efficacité. Certes les Springboks sont le fer de lance de l'apartheid. Mais l'interdiction d'une tournée contribue-t-elle à faire fléchir le pouvoir blanc en Afrique du Sud ? L'Afrique noire, la pensée, elle a ses raisons. Elle ressent dans sa chair la question raciale. Confrontée à l'apartheid, elle n'a pas trouvé d'autre moyen que le sport - dont on perçoit mal l'extraordinaire

fonction sociale quand on analyse les sociétés africaines d'Europe - pour atténuer cette contradiction du racisme. Elle refuse un coup d'éclat formidables en boycottant en bloc les Jeux olympiques de Montréal en 1976 parce que les All Blacks néo-zélandais ont renoué les Springboks. Depuis, l'Afrique du Sud a apporté des amendements très limités au régime de l'apartheid dans le sport. Mais l'Afrique noire s'est aussi rendu compte que le boycottage des Jeux était une arme à un seul coup. Le sport africain ne pouvait pas se passer d'une seconde fois des Jeux olympiques.

Pour continuer la pression sur l'Afrique du Sud, il faut maintenant obtenir des gouvernements des pays occidentaux qu'ils veillent au respect du bannissement sportif. Et en on arrive à la situation dans laquelle se trouve la France, la liberté individuelle entrant en conflit avec l'intérêt collectif. L'Afrique noire pourrait demander aux Etats développés d'user d'autres moyens que symboliques pour obtenir une modification de la Constitution de l'apartheid. En clair, la condamnation du régime de l'apartheid par le gouvernement aurait une autre portée, si elle s'accompagnait d'une révision des relations économiques et diplomatiques. Ce serait faire la preuve qu'un pays développé peut faire passer ses intérêts immédiats après son idéal de justice.

Le Monde de L'EDUCATION

NUMERO D'AVRIL

REUSSIR DANS LA VIE : LA MOBILITE SOCIALE

INFORMATIQUE ET EDUCATION LE CHOC DU MARCHE PRIVE

LES ENFANTS FACE A LA TELEVISION

LES EMBUCHES DES SEJOURS LINGUISTIQUES

5, rue des Italiens 75227 PARIS CEDEX 09

Publication mensuelle du Monde. En vente partout. Le numéro 10 F.

ILICH et le féminisme

Ivan Illich Le genre vernaculaire

Seuil



Seuil

هذه اذن الاصل

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Reagan a déposé devant le Congrès son projet de déploiement du missile MX

Parlant lundi 18 avril aux journalistes, le haut responsable du ministère américain de la défense a déclaré que les Etats-Unis « ne pourraient pas tolérer » l'installation de missiles nucléaires soviétiques dans la région des Caraïbes.

Comme on lui demandait si M. Reagan réagissait dans ce cas comme Kennedy en 1962 (en établissant

un blocus de Cuba), ce haut fonctionnaire a répondu : « Je pense que oui ».

L'Amérique centrale, a-t-il conclu, « fait partie de la défense continentale des Etats-Unis » et il est donc « important » que n'apparaissent pas dans cette zone « des pays clients nés, dirigés et soutenus par les communistes ».

De notre correspondant

Washington. — Comme on s'y attendait, le président Reagan a adopté les conclusions de la commission d'études sur le missile MX et les a soumises au Congrès, mardi 19 avril. Les élus disposent de quinze jours pour se prononcer sur ce plan en deux étapes (le Monde du 13 avril), qui met en question plusieurs dispositions des accords stratégiques soviéto-américains.

Première étape : cent MX, dotés chacun de dix ogives nucléaires, seraient installés dans les silos renforcés des actuels Minutemen, au Wyoming et au Nebraska. Deuxième étape : un début des années 90, ces MX seraient remplacés par des fusées mobiles, plus petites et beaucoup moins vulnérables, portées d'une seule ogive.

Cela signifie que les Etats-Unis disposeraient pendant plusieurs années d'une force de frappe terrestre très puissante. Mais une force qui ne « survivrait » pas nécessairement à une attaque soviétique. Pour la riposte, on compterait sur les engins sous-marins et les bombardiers. C'est l'abandon d'un principe fondamental selon lequel chaque élément de la triade (terre-air-mer) devrait être invulnérable pour assurer la sécurité des Etats-Unis.

Le missile de la génération suivante, baptisé Midgeman, se fonde sur une conception différente. Facilement déplaçable, il s'élèverait à un « premier tir » ennemi. Ne possédant qu'une seule ogive, il ne tenterait guère l'adversaire et ne serait donc pas la cause d'une attaque préventive.

Ce plan est le troisième que M. Reagan propose depuis le début de sa présidence. Les deux autres (installation provisoire de quarante MX dans des silos renforcés, puis adoption de la méthode du « groupe-ment serré ») avaient été rejetés par le Congrès.

La dernière formule en date présente l'inconvénient de contredire le traité SALT II (non ratifié par le Sénat, mais que les deux grandes puissances observent tacitement). SALT II n'autorise à tester qu'un seul nouveau missile stratégique terrestre. Avec le MX et le Midgeman, les Américains en auraient un de trop. D'autre part, le traité établit le compte en lanceurs et non en ogives. Or, il est clair qu'avec son Midgeman, dix fois moins puissant que les SS-16 et SS-19 soviétiques, Washington exigerait un calcul en ogives et non en lanceurs. Ce qui contraindrait Moscou à transformer sa propre stratégie de déploiement.

Comment éviter ce double inconvénient ? Les responsables américains répliquent que le Midgeman ne verra le jour qu'après l'expiration de SALT II en décembre 1985. Quant à la nouvelle stratégie, elle est, selon eux, la meilleure garantie de sécurité et de stabilité pour la planète. Ils pensent pouvoir en

convaincre les Soviétiques, grâce au déploiement du MX. Pour se débarrasser de cet engin redoutable, qui menacerait son système de missiles stratégiques terrestres, Moscou accepterait l'autre formule.

En attendant, c'est le Congrès que M. Reagan doit convaincre. Les élus se trouvent devant un plan vaste et complexe, qui n'a pas été élaboré cette fois par le Pentagone, mais par une commission de quatre spécialistes appartenant aux deux partis.

Le Congrès doit cependant s'adapter à la nouveauté. Pendant longtemps, on lui a vanté les mérites d'un missile invulnérable (qu'on déplaçait par exemple en permanence dans les déserts américains,

selon le projet de M. Carter), et il a toujours voté dans ce sens. On lui explique maintenant que la vulnérabilité d'un élément de la triade n'est pas grave, en lui faisant miroiter une solution miracle pour les années 90.

Mais alors, pourquoi le MX ? demandent certains élus. Est-il vraiment nécessaire de dépenser tant d'argent pour un système provisoire ? L'ensemble du programme — y compris la mise au point du Midgeman — est évalué à une vingtaine de milliards de dollars pour les cinq prochaines années.

« Nous ne pouvons plus nous permettre de retarder la décision », a déclaré mercredi M. Reagan. Il est temps d'agir. Son plan peut bénéficier d'une certaine lassitude du Congrès, tenté d'en finir avec ce débat complexe et interminable.

ROBERT SOLÉ.

Les sénateurs Glenn et Hollings ont annoncé leur candidature à la Maison Blanche

De notre correspondant

Washington. — Le nombre des candidats démocrates à l'élection présidentielle de novembre 1984 est passé à six avec l'entrée en lice officielle, lundi 18 avril, des sénateurs John Glenn (Ohio) et Ernest Hollings (Caroline du Sud). Ils avaient été devancés par l'ancien vice-président Walter Mondale, l'ex-gouverneur de la Floride Robin Anson et les sénateurs Gary Hart et Allen Cranston.

Agé de soixante et un ans, M. Hollings est inconnu de la plupart des Américains. Sa réputation se limite à la Caroline du Sud, dont il fut le gouverneur avant d'être élu au Sénat. Ce conservateur pléide pour un équilibre budgétaire par une limitation des dépenses publiques.

Malgré sa belle stature — il fait présidentiel —, dit-on de lui, M. Hollings n'a, pour le moment, aucune chance de remporter la nomination démocrate. Dans les sondages, il dispute la lanterne rouge à M. Askew. Mais sans doute espère-t-il qu'un fort appel à lui comme candidat à la vice-présidence pour diriger les voix conservatrices du Sud.

M. Glenn, en revanche, est une sorte de héros national. Ses compatriotes voient toujours en lui le premier Américain qui vola en orbite autour de la Terre, en février 1962. Agé de soixante-trois ans, l'ancien

astronaute n'a aucun mal à cultiver cette image. Mais sa popularité ne l'empêche pas d'être battu à deux reprises, en 1964 et en 1970, aux élections sénatoriales. Il ne devait arracher le siège de l'Ohio que six années plus tard, pour se faire réélire, en 1980, avec une confortable majorité.

C'est un calviniste austère, assez terreux, qui se situe résolument au centre de l'échiquier politique. Il a acquis une certaine compétence à la commission des affaires étrangères du Sénat, notamment sur les questions stratégiques. La communauté juive lui en avait beaucoup voulu, en 1978, pour un vote en faveur de la vente de chasseurs F-15 à l'Arabie Saoudite.

L'ancien astronaute n'a ni le charme de M. Gary Hart, ni le professionnalisme de M. Walter Mondale. Ce dernier est toujours considéré comme le favori, grâce à l'appui des dirigeants syndicaux.

Du côté républicain, une candidature de M. Reagan apparaît de plus en plus probable, même si le président en exercice observe le mutisme sur ses intentions. La reprise économique l'encourage indiscutablement à chercher un second mandat. Seuls de nouveaux développements politiques ou des raisons personnelles lui feraient y renoncer.

R. S.

Canada

A la suite d'une fuite sur les prévisions budgétaires l'opposition exige la démission du ministre des finances

De notre correspondant

Montréal. — Le ministre des finances, M. Marc Lalonde, a déposé à la Chambre des communes, mardi 19 avril, un budget, le quatrième en moins de trois ans, qui se veut, selon lui, un « plan spécial de relance économique visant à redonner confiance aux milieux d'affaires ». Ces derniers ont, en général, bien accueilli les mesures fiscales annoncées en faveur des petites et moyennes entreprises et des sociétés minières. Cependant, ils ont exprimé leur inquiétude à propos de l'ampleur du déficit budgétaire, qui passe de 25 milliards de dollars canadiens en 1982-1983 à 31,3 milliards de dollars pour 1983-1984 (environ 187 milliards de francs).

Dans les heures précédant le dépôt du budget, l'opposition conservatrice à la Chambre des communes avait tenté, en vain, d'obtenir la démission de M. Lalonde. Elle reproche au ministre d'avoir été à l'origine d'une fuite portant sur plusieurs prévisions budgétaires. La veille, lors d'une rencontre avec la presse, M. Lalonde avait facilité son discours en disant aux journalistes qu'ils devraient attendre vingt-quatre heures avant d'en savoir plus. Une caméra indiscrette avait cependant filmé quelques pages du document, ce qui avait permis de connaître le montant du déficit. Estimant que le ministre avait eu une attitude irresponsable, les conservateurs exigèrent sa démis-

sion au nom du respect de la tradition parlementaire, qui veut que les députés soient les premiers informés du contenu du budget.

M. Lalonde prit finalement le parti d'en rire, mais, pour sauver les apparences, il fallut refaire en catastrophe la dernière page du discours, afin de modifier un chiffre : le gouvernement avait prévu d'affecter sur quatre ans 4,6 milliards de dollars (près de 28 milliards de francs) pour favoriser la création d'emplois. Ce sera finalement 200 millions de dollars de plus. Les conservateurs ont aussitôt réagi en dénonçant brutalement l'attitude des libéraux.

« Ils ont trouvé 200 millions de dollars pour sauver la peau de M. Lalonde », a déclaré l'un d'eux.

Tous les économistes s'accordent pour constater que le programme de création d'emplois, qui s'appuie sur des investissements dans les travaux publics et surtout sur des abattements fiscaux en faveur des entreprises, ne fera baisser le chômage que d'environ 0,5 % sur un an. M. Lalonde lui-même a reconnu que le taux de chômage se maintiendrait à 12,4 % cette année, et qu'il baisserait légèrement à 11,4 % à la fin de 1984. Il s'est montré, en revanche, plus optimiste — trop selon la plupart des économistes — en annonçant une croissance réelle du P.N.B. de 2,3 % en 1983 et de 5 % en 1984.

B. DE LA GRANGE.

Mexique

LE BILAN DE LA VISITE DE M. SHULTZ

Le secrétaire d'Etat a constaté l'existence de « points de vue différents » sur l'Amérique centrale

Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a achevé, mardi 19 avril, une visite de quarante-huit heures au Mexique dont l'importance était soulignée par la présence dans la délégation américaine de MM. Donald Regan et Malcolm Baldrige, respectivement secrétaires au Trésor et au commerce.

Malgré l'atmosphère, qualifiée des deux côtés d'« extrêmement cordiale et constructive » des entretiens, M. Shultz et son collègue mexicain, M. Bernardo Sepúlveda, n'ont pu que constater leurs différences d'appréciation sur les conflits en cours dans l'isthme centro-américain.

De notre correspondant

Mexico. — Les problèmes bilatéraux sont innombrables. Ils vont du désaccord sur les zones de pêche à la situation des immigrés aux Etats-Unis. Leur variété et leur importance tiennent aux 3 000 kilomètres de frontière commune entre les deux pays et au fait que le Mexique est le troisième partenaire commercial des Etats-Unis avec lesquels il réalise 75 % de son commerce extérieur. Tous ont été passés en revue par les deux délégations. Le communiqué final annonce, d'autre part, une prochaine visite au Mexique du président Reagan, qui devrait avoir lieu avant la fin de l'année.

Les nouvelles mesures protectionnistes prises par Washington au début de cette année, qui frappent certains des principaux produits mexicains, inquiètent le gouvernement de M. de la Madrid. Les ministres mexicains des relations extérieures, des finances et du commerce se sont efforcés de convaincre leurs interlocuteurs que plus de libéralisme dans ce domaine était indispensable.

Les Mexicains craignent, d'autre part, l'imposition d'une taxe de 5 dollars sur chaque baril de pétrole importé envisagée par l'administration Reagan.

Le jour de l'arrivée des Américains, M. José Luis Cordero, ancien président de la confédération patronale, estimait que la politique extérieure du pays avait « sérieusement besoin d'être reconsidérée », notamment vis-à-vis du Salvador et du Nicaragua. A l'inverse, la tendance, à gauche, était de considérer comme une « menace » la venue dans la même délégation d'un ministre politique et deux ministres économiques. On y a vu la preuve d'une volonté américaine de lier toute collaboration économique, dont les Mexicains ont un besoin vital, à un assouplissement de la politique extérieure du président de la Madrid.

FRANCIS PISANI.

(1) Il comprend le Mexique, le Panama, la Colombie et le Venezuela qui, depuis, janvier, s'efforcent ensemble de promouvoir une solution négociée en Amérique centrale. Le groupe tire son nom de l'ité panaméenne de Contadora, où il s'est réuni pour la première fois les 8 et 9 janvier dernier (le Monde du 11 janvier).

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

PLUSIEURS DIZAINES DE PERSONNES ONT ETE ARRETEES le mardi 19 avril à la suite de la manifestation anti-gouvernementale d'un millier d'étudiants, à l'université de Yonsei. La manifestation marquait l'anniversaire du 19 avril 1960, jour où éclata un soulèvement d'étudiants qui entraîna la chute du gouvernement du président Syngman Rhee. — (A.F.P.)

Cuba

PRÉOCCUPATION DE LA C.I.S.L. — La Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) se déclare très « préoccupée » par des informations faisant état de répression syndicale à Cuba, dans un télégramme adressé lundi 18 avril au directeur général du Bureau international du travail, M. Francis Blanchard. La C.I.S.L., dont le siège est à Bruxelles, indique que « quelque deux cents travailleurs auraient été poursuivis pour avoir tenté d'organiser une grève dans l'industrie du sucre. Parmi ceux-ci, selon certaines sources, cinq syndicalistes auraient été passés par les armes, et, selon d'autres sources, les sentences auraient été commuées en trente ans de réclusion », poursuit le télégramme. — (A.F.P.)

Etats-Unis

EXPULSION DE DEUX DIPLOMATES CUBAINS. — Le gouvernement américain a décidé d'expulser deux diplomates cubains accrédités auprès de l'ONU pour s'être livrés à des « activités hostiles de renseignement dirigées contre les Etats-Unis », en violation flagrante avec leur statut, a-t-on confirmé officiellement, mardi 19 avril, à la mission américaine à l'ONU. La décision d'expulsion frappait les deux diplomates, MM. Roland Salup Canto et Rodobaldo Pento.

Ceja, qui occupait respectivement les fonctions de troisième secrétaire et d'attaché, a été transmis, lundi, au chef de la mission cubaine, a-t-on précisé de même source. Cette mesure porte à cinq le nombre de diplomates cubains aux Nations unies expulsés en moins d'un an. — (A.F.P.)

Ouganda

MEURTRE D'UN OPPOSANT. — Le corps de M. Rajab Lutaaya, membre du parti démocrate (opposition), a été retrouvé, dimanche 17 avril, dans un fossé de Kampala. Trois jours auparavant, Rajab Lutaaya avait été interpellé à son domicile par des hommes portant l'uniforme des services spéciaux, a rapporté, mardi 19 avril, le quotidien Munno. Ce meurtre est le dernier en date à Kampala, où, depuis vendredi, seize assassinats ont eu lieu. — (Reuter.)

U.R.S.S.

UN LIMOGEGE EN GEORGIE. — M. Gouram Koblandize, ministre géorgien du commerce, a été « libéré de ses fonctions à sa demande » et remplacé à ce poste par M. Merab Moussavitch, un responsable du parti de la ville de Tbilissi, a annoncé mardi 19 avril le quotidien géorgien Zaria Vostoka. M. Merab Moussavitch, quarante-neuf ans, juriste et pédagogue de formation, a été, en 1974 et 1975, vice-président du conseil des ministres de la République autonome d'Adjara (dépendant de la Géorgie). — (A.F.P.)

Lisez

LE MONDE diplomatique

JOSEPH ROVAN

L'Allemagne du changement

"L'Allemagne joue avec l'avenir de l'Europe... Le meilleur ouvrage récent publié en France sur la R.F.A. A lire sans faute." Libération

CALMANN-LEVY

EUROPE

Chypre

DANS UNE DÉCLARATION AU « MONDE »

M. Rolandis, ministre des affaires étrangères, dément la présence dans l'île d'organisations secrètes arméniennes

Nicosie. — Les allégations de la Turquie selon lesquelles il existe une « présence militaire arménienne à Chypre » et que l'île « est utilisée comme base, par les commandos de l'Armée secrète pour la libération de l'Arménie (ASALA), pour des agressions et assassinats de diplomates turcs sont démenties de tout fondement », a souligné M. Nicolas Rolandis, ministre chypriote des affaires étrangères, dans une interview au Monde. Chypre, a-t-il ajouté, n'a aucun rapport direct ou indirect avec une organisation arménienne secrète.

Les récentes menaces du gouvernement turc selon lesquelles une action armée serait entreprise à Chypre « pour neutraliser les bases

De notre correspondant

arméniennes dans l'île » ont beaucoup inquiété le gouvernement chypriote, qui a pris une série de mesures dans les domaines militaire et politique (1). En effet, depuis plusieurs semaines, la garde nationale chypriote est en état d'alerte, alors que la police et les forces d'intervention rapide ont renforcé leurs patrouilles dans Nicosie, la capitale, pour prévenir toute action de commandos turcs et de leurs agents contre des propriétés arméniennes ou chypriotes groupées dans la ville.

Le ministre chypriote des affaires étrangères a, d'autre part, convoqué les ambassadeurs des cinq pays

membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et les a priés d'informer leur gouvernement qu'une présence arménienne telle qu'elle est décrite par les Turcs n'existe pas à Chypre et que le gouvernement chypriote est prêt à accepter n'importe quel courriel, n'importe où et à tout moment.

« Je crois que certaines déclarations ont déjà été faites auprès du gouvernement turc », affirme M. Rolandis. « Il s'agit d'une situation nécessitant une vigilance continue, poursuit-il, car, malheureusement, la Turquie cherche à maintenir la question au premier plan de l'actualité par des déclarations officielles continuelles et par les publications de la presse turque ».

Aux allégations du gouvernement et de la presse de Turquie, selon lesquelles l'institut Melkonian à Nicosie constitue une « base de commandos de l'ASALA », le gouvernement chypriote répond sans hésiter : « L'institut Melkonian est un établissement d'enseignement et peut être visité n'importe quand. Pour montrer notre bonne volonté et pour prouver qu'il n'existe à Chypre d'autre présence arménienne que celle de la communauté arménienne comptant deux mille membres, nous avons invité la force de pacification de l'ONU à Chypre, qui constitue une force indépendante, à effectuer n'importe quel contrôle, dans n'importe quelle région de l'île et sans avertissement. De tels contrôles ont eu lieu à plusieurs reprises, et cette force est entièrement satisfaite de ces contrôles », affirme M. Rolandis.

Prié de commenter les déclarations turques selon lesquelles l'ASALA a transféré son quartier général du Liban à Chypre après l'invasion du Liban par l'armée israélienne et le retrait des combattants palestiniens, M. Rolandis a souligné que ces affirmations « sont entièrement fausses ». « Les gouvernements étrangers, et notamment ceux qui ont activement participé à l'évacuation des combattants palestiniens du Liban, savent très bien que les Palestiniens évacués sur Chypre ont tous quitté l'île le même jour. Aucun Palestinien n'est resté à Chypre », a fait ressortir M. Rolandis.

Pour plus de sécurité, le gouvernement chypriote a également informé le gouvernement grec. « Nous savons que des déclarations ont également été faites par Athènes en direction du Conseil de sécurité et des Nations unies », déclare M. Rolandis.

Invité à préciser si son gouvernement a l'intention de recourir au Conseil de sécurité pour dénoncer la Turquie, le ministre a indiqué que, pour le moment, il n'y avait pas de raison de recourir à celui-ci.

DIMITRI ANDREOU.

(1) Le 17 mars, M. Turkin, ministre des affaires étrangères turc, a lancé un « avertissement clair » au gouvernement de Nicosie contre les agissements de groupes terroristes arméniens (le Monde du 23 mars).

Grande-Bretagne

Mme Thatcher réserve sa décision au sujet d'éventuelles élections anticipées

De notre correspondant

Londres. — « Certains entendent déjà ce Parlement, un peu prématurément je crois. Je ne peux dire qu'une chose : quand le moment sera venu, je déciderai ». Parlant, le mardi 19 avril, au dîner annuel de la Confédération patronale de l'industrie britannique (C.B.I.), Mme Thatcher n'a rien fait pour calmer la fièvre électorale qui s'est emparée depuis quelques semaines de la classe politique britannique. C'est en effet un privilège du premier ministre de dissoudre la Chambre des communes au moment jugé le plus favorable à son parti. En 1979, M. Callaghan avait attendu trop longtemps et avait perdu.

Mme Thatcher ne commettra certainement pas la même erreur, bien que ses convictions la poussent à mener son mandat jusqu'à son terme de mai 1984. On cite les mois de juin ou d'octobre, cette année, comme les dates les plus probables des prochaines élections. Les députés conservateurs ne sont pas certains que leur bonne fortune actuelle durera longtemps et se prononcent massivement pour qu'elles aient lieu en juin.

Le premier ministre laisse ses amis et ses adversaires dans l'ignorance de ses projets. Peut-être n'a-t-elle pas encore arrêté sa décision. Elle attend les résultats des élections locales du 5 mai, où près de la totalité des électeurs d'Angleterre et du pays de Galles (sauf ceux de Londres) seront appelés à voter, le premier sondage grandeur nature depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs en 1979.

Les arguments en faveur d'élections rapprochées ne manquent pas : le parti conservateur reste en tête des sondages mais le parti travailliste enregistre, aux dépens de l'alliance entre les sociaux-démocrates et les libéraux, une remontée qui pourrait se révéler dangereuse dans quelques mois. Les signes de reprise économique sont indéniables

(le Monde du 11 avril). Ils seront peut-être plus évidents encore en octobre.

Mais la relance de l'activité économique n'aura, à court terme, aucune conséquence visible sur le niveau du chômage, le chapitre le plus noir du bilan conservateur. Au contraire, les jeunes qui quittent l'école viendront à l'automne grossir les rangs des demandeurs d'emploi. De plus, la hausse des prix, qui ne dépasse pas 5 % actuellement, doit reprendre au cours des prochains mois. Si l'on ajoute que les députés ont pratiquement adopté tous les textes au programme de cette législature, l'éventualité d'élections en juin apparaît très forte.

« Vous vous dérobez », a lancé, mardi, à la Chambre des communes, le leader adjoint de l'opposition travailliste à Mme Thatcher qui, de son côté, a accusé ses adversaires de craindre le verdict des urnes. Dans un échange sans aménité qui préfigurerait déjà la polémique de la campagne électorale, les travaillistes ont appelé de leurs vœux une prochaine dissolution qui permettrait « de se débarrasser au plus tôt de ce gouvernement », tandis que le premier ministre répétait sous les applaudissements de ses amis et les huées de l'opposition : « Vous êtes effrayés, effrayés, effrayés... »

Dans l'atmosphère plus feutrée du dîner patronal, Mme Thatcher a rappelé les principes de son action : « Notre nation est en train d'admettre cette réalité que la prospérité n'est pas garantie mais qu'elle doit être méritée, chaque jour. Nous ne devons plus jamais laisser la bureaucratie remplacer l'entreprise, les monopoles d'Etat remplacer l'effort individuel », a-t-elle conclu en rappelant la grandeur de l'Angleterre qui a enfin retrouvé « le respect d'elle-même ».

DANIEL VERNET.

Pologne

Les autorités mettent en garde Solidarité contre les conséquences des manifestations du 1^{er} mai

Réunis conjointement, le bureau politique et le gouvernement polonais ont lancé, mardi 19 avril, une sévère mise en garde à l'opposition contre les manifestations qu'elle compte organiser à l'occasion du 1^{er} mai.

« La population polonaise, affirme en effet le communiqué diffusé par la télévision à l'issue de cette réunion, peut compter comme toujours sur les organes de l'Etat qui, comme garants de l'ordre légal établi, ont pour mission de faire en sorte qu'il soit respecté, en agissant avec fermeté et efficacité ». Affirmant que « la normalisation progressive », conformément au « désir de la population », se communique à des « extrémistes » et à des « manipulateurs étrangers » les « tentatives aventuristes et désespérées de provoquer des incidents comme il n'y en a pas eu depuis une période assez longue », et qui seraient de nature à « compromettre les conditions indispensables à la visite du pape ». Au passage, cette visite est présentée comme devant « contribuer à l'approfondissement d'une atmosphère d'apaisement, de travail et d'entente ».

Le matin même, le quotidien Rzeczpospolita, créé par l'équipe du général Jaruzelski et qui reflète mieux ses vues que l'organe du comité central Trybuna Ludu, avait lui aussi accusé les dirigeants clandestins de Solidarité de vouloir, en appelant à manifester le 1^{er} mai, faire annuler la visite du pape. Il s'agit d'alerter « l'opinion publique mondiale afin qu'elle demande au Vatican de revoir sa décision sur la visite du souverain pontife dans un pays agité et inquiet », écrit le journal, en estimant que la direction clandestine du syndicat « mène la confrontation », afin de « troubler l'ordre » dans un pays où « le processus de normalisation est compliqué et butte sur les difficultés ».

A travers ces deux prises de position, le pouvoir tente apparemment d'obtenir de la hiérarchie catholique qu'elle se démarque des mots d'ordre de la clandestinité — ce que le primat s'est jusqu'à maintenant abstenu de faire, sans doute parce qu'il s'agit, cette fois-ci, soutenus par M. Walesa, des voix les plus autorisées ne semblant pas vouloir aller jusqu'à exercer un chantage direct à l'annulation de la visite pontificale dont ils attendent une amélioration probante de leur image de marque internationale. Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, le principal responsable du gouvernement, M. Urban — dont on pense généralement qu'il est l'auteur de l'article anonyme de Rzeczpospolita — a en effet déclaré mardi que d'éventuels troubles publics « compliqueraient les conditions dans lesquelles la visite du pape se déroulerait », mais que le gouvernement ne s'attendait pas qu'il y ait une importance telle que le pape en vienne à « changer sa volonté de venir en Pologne ».

Après avoir à nouveau été interrogé durant quatre heures, mardi, au commissariat central de Gdansk, M. Walesa est l'objet d'une nouvelle convocation pour vendredi matin, devant l'administration fiscale cette fois-ci. Le harcèlement permanent dont il est l'objet se poursuit donc et c'est sur une éventuelle organisation de structures clandestines à laquelle aurait procédé Solidarité avant l'instauration de l'état de guerre que M. Walesa a été questionné mardi.

On lui a notamment demandé dans quelles conditions les dirigeants de l'organisation régionale de Wrocław avaient retiré des banques, à la veille du 13 décembre 1981, l'ensemble des fonds dont ils disposaient.

(soit l'équivalent de 5 millions de francs) et qui servent aujourd'hui au financement de la clandestinité. Parallèlement, les autorités ont annoncé l'inculpation de l'ancien porte-parole national de Solidarité, M. Chyczewski, accusé d'avoir pris part à la préparation des manifestations du 1^{er} mai.

Sous la protection d'un très important dispositif de sécurité, les délégations officielles du quarantième anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie ont défilé, mardi, des grèves au pied du monument érigé à la mémoire des insurgés. A l'issue de cette cérémonie, entourée d'une très grande pompe, plusieurs des délégations des communautés juives étrangères ont entonné l'hymne national israélien, faisant ainsi sensation dans un pays qui n'entretient plus, depuis 1967, de relations diplomatiques avec l'Etat hébreu.

L'événement a toutefois été aussi salué quand, peu après, le représentant de l'O.L.P. à Varsovie s'est à son tour présenté au milieu des autres diplomates accrédités en Pologne pour fêter le monument. Cette démarche a suscité de vives protestations de plusieurs délégations juives, auxquelles les autorités polonaises avaient, semble-t-il, assuré qu'elle n'aurait pas lieu. Le gouvernement israélien, en conséquence, a demandé à ses représentants présents à Varsovie de regagner Jérusalem au plus tôt. Le délégué de l'O.L.P. a, quant à lui, déclaré avoir déposé sa gerbe « au nom du peuple polonaise ». « Ce que je veux dire à nos cousins, comme nous appelons les juifs, a-t-il déclaré, c'est que nous sommes les uns et les autres victimes du sionisme, car si cela continue, le sionisme va finir par détruire les juifs. » — (A.F.P., Reuters).

Finlande

La coalition centre-gauche de M. Sorsa devrait être reconduite

De notre correspondant

Helsinki. — Après les élections des 20 et 21 mars, le gouvernement sortant de M. Kalevi Sorsa sera, semble-t-il, reconduit. Dirigé par le président du parti social-démocrate, il comprend des représentants de cent du centre et de la minorité suédoise et il est soutenu à présent par cent six des deux cents députés.

Le parti conservateur, bien qu'il soit la deuxième formation du pays, restera dans l'opposition où il est confiné depuis dix-sept ans malgré sa constante progression. Les sociaux-démocrates refusent de coopérer avec lui. En revanche, M. Sorsa a demandé à ses partenaires centristes de décider s'ils souhaitent l'entrée dans la coalition du parti rural. De type populiste, cette formation fait montre à présent d'un comportement moins démagogique que par le passé. Mais ainsi, M. Sorsa laisse au parti du centre (centristes) la responsabilité de la médiation ou non à l'égard du gouvernement de son rival politique, le parti rural.

En effet, la reconduction de la coalition sortante rencontre quelques difficultés. Les négociations se poursuivent sur des questions relatives aux rapports de force au sein du prochain cabinet. La plupart des portefeuilles du gouvernement étaient détenus par des ministres non socialistes. A présent, le parti social-démocrate souhaite obtenir la part du lion en invitant le fait qu'il dispose d'un nombre de députés supérieur à celui allié par les partis du centre et suédois (57 contre 49). Ces deux formations estiment au contraire que la composition du nouveau cabinet doit faire apparaître les rapports de force existant à la Chambre, majoritairement « bourgeois ».

C'est pourquoi une éventuelle participation du parti rural à la coalition n'aurait pas des chances d'être possible à l'ouverture des négociations. Quant aux centristes, qui avaient quitté le gouvernement centre-gauche en décembre, ils resteront dans l'opposition.

PAUL PARANT.

AFRIQUE

Ethiopie

Le projet de parti unique et les difficultés économiques expliquent le remaniement ministériel

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La lutte éthiopienne a amorcé, mardi 19 avril, le plus important remaniement ministériel depuis plusieurs années.

Le remaniement ne donne lieu à aucune limogeage au sein d'une équipe dirigeante étonnamment stable depuis que le colonel Mengistu Haile Mariam s'est affirmé le maître incontesté de l'Ethiopie. En revanche, le principal changement affecte les deux plus influentes personnalités du régime après le chef de l'Etat. Secrétaire général du Comité militaire provisoire (Dergue) et numéro deux du régime, le capitaine Fitre Selassie est toujours passé pour un homme peu favorable à la création d'un parti d'avant-garde, chacun d'eux étant la base et le noyau dirigeant et dont l'absence irrite l'Etat soviétique. Au contraire, M. Fische Desta est considéré comme un fervent défenseur du parti unique. Il est donc le mieux placé pour veiller au « franchissement de ce pas historique », Schématiquement, le premier passe pour un « idéologue », le second pour un « idéologue ». Chacun reçoit donc des fonctions correspondant à ses compétences.

Aux yeux du colonel Mengistu, ce changement d'hommes devrait permettre au pays de mieux affronter ses difficultés économiques.

En effet, le capitaine Fitre Selassie est toujours passé pour un homme peu favorable à la création d'un parti d'avant-garde, chacun d'eux étant la base et le noyau dirigeant et dont l'absence irrite l'Etat soviétique. Au contraire, M. Fische Desta est considéré comme un fervent défenseur du parti unique. Il est donc le mieux placé pour veiller au « franchissement de ce pas historique », Schématiquement, le premier passe pour un « idéologue », le second pour un « idéologue ». Chacun reçoit donc des fonctions correspondant à ses compétences.

Aux yeux du colonel Mengistu, ce changement d'hommes devrait permettre au pays de mieux affronter ses difficultés économiques.

Aux yeux du colonel Mengistu, ce changement d'hommes devrait permettre au pays de mieux affronter ses difficultés économiques.


JEAN-PIERRE LANGELLIER.

BIENVENUE A L'UNIVERSITÉ

Dans votre vie, vous avez dû travailler jeune, et vous n'avez pas pu mener d'études. Dans votre entreprise, vous voulez gravir les échelons, mais aujourd'hui vous êtes bloqués. Dans votre branche professionnelle, vous vous sentez au niveau, mais vous n'avez pas le diplôme. La formation continue est faite pour vous. En s'appuyant sur votre expérience professionnelle, elle vous donne accès au Diplôme Universitaire de Technologie, le DUT, un diplôme universitaire reconnu sur le marché du travail. L'IUT de Villetaneuse, Université de Paris-Nord, prépare à trois DUT : informatique, gestion option personnel, carrières juridiques et judiciaires. Pour ces diplômes, deux formules

sont possibles : une formation à temps complet en un an, ou une formation à temps partiel sur plusieurs années (tout en continuant à travailler). Pour le financement, si vous êtes salarié en activité, les frais de formation peuvent être pris en charge par votre entreprise et certaines exonérations sont prévues pour les demandeurs d'emploi.

Inscription et renseignements Session de novembre 1983. Veuillez nous écrire Centre de Formation Continue IUT de Villetaneuse, avenue J.-B. Clément 93430 Villetaneuse. Téléphone 821 61 70 poste 48 40 826 90 48 (ligne directe).



L'EUROPE ET SON IDENTITÉ DANS LE MONDE
Par Philippe Moreau Defarges Maître de Conférences à Sciences Po-Paris

Extrait du Préface :
« En un moment plus que de tout, il y a une véritable question de fond et de forme : celle de l'identité européenne. »

Philippe MOREAU DEFARGES pose à nos yeux la question essentielle de la dimension européenne.

Claude Chazotte
Ministre des Relations Extérieures

AUX ÉDITIONS S.T.H.
8, avenue Léon-Henry
75016 Paris Tél. : 527.10.15
320 pages

EUROPE

Union soviétique

Les difficultés de M. Andropov

Deux premiers articles (le Monde des 19 et 20 avril) ont décrit la situation de blocage qui prévaut au sommet de la hiérarchie du Kremlin et l'impasse dans laquelle se trouve, de ce fait, M. Andropov pour réformer le système, notamment sur le plan économique. Dans le domaine de la politique étrangère, la grande affaire de l'année est la bataille des commissions, qui mobilise toutes les énergies.

Moscou. - Ce n'est même pas le « vent de la guerre froide », mais celui du « Moyen Âge » qui souffle à la Maison Blanche, où plusieurs conseillers de M. Reagan - sous-estimés comme ayant besoin d'assistance médicale - La situation est également préoccupante en Allemagne de l'Ouest où l'« esprit de revanche » (une expression utilisée ces dix dernières années) gagne du terrain et où l'on dénombre « entre soixante-quinze et cent vingt organisations néo-fascistes ». Ces citations empruntées à M. Arbatov, directeur de l'Institut soviétique des États-Unis et à d'autres articles récents de la Pravda donnent une idée de la polémique tous azimuts qui se déploie en U.R.S.S. : contre Washington, dont la politique n'est pas loin d'être jugée irréversible ; contre Bonn, après la déception apportée par l'échec du S.P.D. aux élections générales ; plus récemment contre Paris, après les mesures d'expulsion prises à l'encontre des représentants soviétiques.

Couronnant le tout, le problème des fusées de l'OTAN mobilise les commentateurs et porte ce climat de paranoïa. Compte tenu de l'échec de l'initiative de l'OTAN, des moyens que la propagande soviétique consacre à cette affaire et du prestige investi par les dirigeants du moment, la bataille des fusées est bien l'affaire de l'année à Moscou, plus encore peut-être qu'à l'Ouest.

Résumons les principaux arguments soviétiques à ce sujet, ceux du moins qui vont un peu au-delà de la propagande usuelle : en voulant installer en Europe occidentale des engins qui atteindraient le territoire soviétique, les États-Unis, dit-on à Moscou, veulent non seulement rompre l'« équilibre approximatif » qui régnait en Europe, mais aussi aggraver de nouvelles armes « stratégiques » à l'arsenal combinateur des États-Unis, et non les Européens, qui auront le contrôle des nouveaux engins. On considère comme une circonstance aggravante : « Nous savons que l'Europe ne lancera pas une première frappe contre nous, nous le savons, dit un expert, les Américains, c'est plus qu'une possibilité : Reagan et ses conseillers espèrent pouvoir régler un jour leurs comptes avec l'U.R.S.S. en gardant leur sanctuaire à l'abri et en se servant du territoire des États européens, qui sont ainsi pris en otage. »

Bien entendu, les armements français et britanniques doivent entrer dans l'équation : contredisant un argument avancé par M. Giscard d'Estaing et ses amis, on rappelle à Moscou qu'il s'agit là d'une « position constante » de l'U.R.S.S., totalement indépendante de l'attitude affichée sur ce sujet par M. Mitterrand.

Pourquoi le SS-20 ?

L'argumentation devient un peu plus floue devant certaines questions : comment peut-on parler encore aujourd'hui d'« équilibre approximatif » en Europe, comme on le faisait dès 1979, alors que 200 SS-20, soit 600 têtes nucléaires, se sont ajoutés depuis cette date à l'arsenal soviétique, sans aucune contrepartie du côté occidental ? Pourquoi en général l'état-major soviétique s'est-il lancé dans les années 70 dans ce programme d'armement « spécifique » ?

« anti-européen », alors qu'il avait atteint la parité avec les États-Unis, que la détente battait son plein en Europe et qu'au surplus l'arsenal déjà acquis (notamment les missiles sous-marins et une série d'avions) suffisait déjà largement pour victorier toute l'Eurasie ?

A la première question, le général Miltchenko, membre de l'Institut des États-Unis, répond que les anciens vecteurs SS-4 et 5 ont été éliminés à une cadence croissante (d'abord au rythme d'un pour un SS-20, puis de deux pour un), qu'il y a eu diminution en termes de capacité d'exportation (throwweight) chez les Américains. Mais il doit bien admettre

III. - La bataille des fusées

De notre envoyé spécial MICHEL TATU

qu'il y a eu malgré tout accroissement du nombre de têtes opérationnelles. A la seconde, personne sans doute ne va jusqu'à répondre que la « modernisation » des SS-4 et 5 a été une erreur, que l'U.R.S.S. aurait pu renoncer à ce type d'armement de la même manière que les États-Unis avaient renoncé à partir de 1963 à leurs premiers euro-missiles de type Thor et Jupiter. Tout de même, certains admettent en privé que les militaires soviétiques, en lançant leur programme de SS-20, n'avaient pas prévu toutes les conséquences de leur geste.

D'autres se réfugient dans les contre-vérités. Le général Tatarukov, conseiller de la délégation soviétique à Genève, prétend que les Américains avaient pris dès 1975 la décision « préliminaire » de déployer des Pershing-2 en Europe et que les SS-20 ne seraient devenus opérationnels qu'en 1979, après la décision de l'OTAN (alors que toutes les estimations occidentales possibles font remonter leur déploiement à 1977). C'est en tout cas sur ce point que la brochure par ailleurs assez bien documentée publiée à Moscou ce mois-ci (1) est la moins convaincante : elle suggère que la « modernisation » soviétique aurait pu être évitée si les États-Unis avaient accepté de négocier sur leurs systèmes avancés en Europe, mais reconnaît que le bien réel SS-20 a fait plier à des « plans » de renforcement nucléaire prêts à l'OTAN.

Tout provient de ce que les programmes d'armement passent « comme des lettres à la poste » devant le Politburo (« il suffit de dire que cela est nécessaire à la sécurité du pays, et personne n'ose objecter », observe un Soviétique) et que le goût prononcé des chefs de l'armée rouge pour la redondance fait le reste. Un diplomate occidental fait remarquer que le terme même de *Bleasphemy*, employé en russe pour « sécurité », dépasse de loin son équivalent occidental : il signifie « absence de danger » et implique que toute menace surgie à l'horizon soit indéfiniment combattue et pas seulement « équilibrée ». De même, sans le dire tout à fait explicitement, le Kremlin ne se jugera tranquille que lorsqu'il disposera d'autant de forces que tous ses voisins et adversaires réunis : autrement dit, sécurité pour lui = insécurité pour chacun de ceux-ci pris isolément.

De même, la dissymétrie géographique, jugée à l'Ouest défavorable à l'OTAN, est présentée au contraire à Moscou comme un facteur justifiant un effort soviétique supplémentaire. La brochure déjà citée précise que l'U.R.S.S. doit défendre un territoire onze fois plus étendu que l'OTAN, qu'elle doit encore « maintenir un équilibre ap-

proximatif dans l'océan mondial » et concentrer ses réserves dans un territoire exposé, alors que les États-Unis peuvent entretenir « un important matériel sur leur territoire national, où rien ne les immobilise. »

Le choix des militaires

Il reste que la bonhomie manifestée par l'état-major soviétique pendant toutes les années brejnéviennes a fait surgir aujourd'hui une menace qualitativement nouvelle : celle de fusées pouvant atteindre à partir de l'Europe des objectifs fortifiés en U.R.S.S. Aussi bien les militaires soviétiques - car ce sont eux qui emporteront la décision - ont-ils le choix entre deux solutions :

1) ou bien ils font de cette nouvelle « menace des six minutes » (le temps attribué aux Pershing pour atteindre leur cible) une priorité absolue et subordonnent toute leur politique à son élimination. Il leur faut dans ce cas conclure dès cette année un accord avec les Américains à Genève sur la base sinon de l'option zéro, du moins de la solution intermédiaire proposée par M. Reagan. Que l'idée ait été caressée ne prête pas à contestation, puisque M. Kvitinskiy, le négociateur soviétique, a été autorisé à explorer un tel compromis avec son homologue américain, M. Nitze, en juillet dernier à Genève. Mais il est non moins certain que M. Gromyko y a opposé son veto et que tous les propos entendus aujourd'hui à Moscou vont dans l'autre sens. Accrochés à leur thèse de « l'équilibre approximatif », les responsables soviétiques affirment que la moindre addition d'armement occidental est inadmissible et devra entraîner une riposte.

Sur un plan général, personne n'est prêt à contester un accord qui donnerait le feu vert à des missiles américains, quel qu'en soit le nombre. Et ce n'est pas la moindre faiblesse de la procédure retenue par l'OTAN en 1979 que d'avoir espéré obtenir un tel feu vert de Moscou.

2) L'autre solution est la poursuite du programme SS-20, et l'on peut se demander si ce n'était pas là le désir secret des militaires soviétiques. Trois cent cinquante vecteurs sont déjà installés, dont une centaine en Asie ; pourquoi n'aurait-on pas jusqu'au total des SS-4 et 5 présents dans les années 70 et qu'il s'agissait de « moderniser » ?

Mais ce déploiement supplémentaire ne serait qu'une partie de la riposte annoncée : d'autres armes à courte portée pourraient éventuellement être installées en R.D.A. contre les Pershing (encore que jusqu'à présent le Kremlin ait toujours été très réticent à l'idée d'ex-

poser ses armes nucléaires chez ses voisins), et surtout le territoire américain sera mis « dans une situation analogue », comme on l'assure depuis Brejnev.

Cela ne veut pas dire qu'on installera des SS-20 à Cuba ou au Nicaragua, comme on s'en est avisé brusquement à Washington ces derniers jours : la première variante a été explicitement écartée par M. Zagladine, la seconde apparaît pour les mêmes raisons hautement invraisemblable. Beaucoup plus probable en l'état actuel des choses est le déploiement de nouveaux missiles sous-marins à courte portée - non comptabilisés dans les accords SALT - à proximité des côtes américaines, à la rigueur (mais cela n'aurait guère de signification militaire) l'installation de SS-20 au Kamchatka, visant l'Alaska et la Californie.

Aussi bien l'impression d'ensemble est que le comportement soviétique dans cette affaire s'inspire dans les mois qui viennent - et sauf rebondissement consécutif à une crise de direction au sommet - de deux principes contradictoires mais en fait complémentaires. D'une part, une grande prudence sur le plan « opérationnel », en ce sens que l'on évitera tout geste inconsidéré et provocateur. L'installation des fusées de l'OTAN sera combattue avec énergie jusqu'au dernier moment, mais elle ne sera pas un *casus belli* ni même le point de départ d'une grave crise internationale. D'autre part, une grande fermeté sur les principes, l'affirmation de positions maximalistes afin de préparer au mieux la négociation qui pourrait s'ouvrir d'ici un an ou deux, après la mise en application de la décision de l'OTAN. A la limite, le Kremlin pourrait même rompre les pourparlers de Genève sur les armements intermédiaires (« Genève 2 » comme on dit à Moscou) pour reprendre le dialogue quelques mois plus tard avec Washington dans le cadre de « Genève 1 », c'est à dire des négociations START sur les armements « stratégiques » des Deux Grands. Ainsi serait réalisée la fusion des deux négociations, une idée à laquelle on songe tant à Washington qu'à Moscou, et la seule qui permettrait d'embrasser sur un plan global les forces dont disposent les deux systèmes d'alliance. Ce n'est qu'à ce prix que les problèmes soulevés dans la controverse actuelle, y compris éventuellement celui des armements français et britanniques, pourront trouver un jour une solution. Un accord sera alors en vue, mais une fois encore à un niveau d'armements sensiblement plus élevé qu'aujourd'hui.

FIN

(1) Comment écarter la menace qui pèse sur l'Europe, Moscou, Éditions du progrès, 1983.

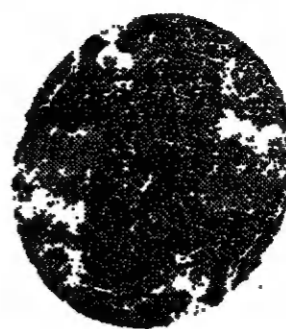
L'ECUME DE LA TERRE COMBLE UN VIDE :

C'est le premier livre français qui expose l'histoire récente et l'état présent des sciences de la terre. Il est compréhensible pour le lecteur curieux mais profane en la matière.

Yvonne REBEYROL, LE MONDE

Claude Allègre

L'écume de la Terre



Payard

le temps de sciences

368 p.
120 F.

FAYARD

L'ITALIEN EN ITALIE

Cours intensifs de langue italienne, tous niveaux, à Padoue. Cours mensuel (80 heures) + hébergement = 2250 FF

ISTITUTO CULTURALE BERTRAND RUSSELL

Via Cavour 1 - 35100 PADOVA Italie - Tél. (49) 654051

UN BON CONSEIL

Ne vendez pas vos meubles anciens avant vos meubles et objets récents. Au DÉPOT VENTE DE PARIS - le spécialiste des successions - 81, rue de Lagny (20^e) tel. 372.13.91, vous obtiendrez un très bon prix de vos meubles modernes (living, matelas, électro-ménager, vaisselle etc.) à condition de n'avoir pas vendu au préalable votre mobilier ancien ou de valeur.

SANS SON BAC, IL DIRIGE LA PLUS GRANDE AGENCE DE PUBLICITE.



L'Étudiant PRATIQUE. LES LIVRES MODÉS D'EMPLOI.

Vous n'avez pas le bac ? N'ayez pas le trac ! Voici le répertoire complet des pistes ouvertes aux non-bacheliers. 288 pages, 58 F. Maintenant, avec la collection L'Étudiant Pratique, l'Étudiant vous apporte l'information pour choisir chez votre librairie.

Titres parus : Service militaire mode d'emploi - Que faire avec des études littéraires ? - Que faire sans le bac ? - Les carrières sociales - Comment apprendre les langues étrangères ? - Comment financer ses études ? 10 autres titres à paraître en 83 dont : Les carrières de l'enseignement - Les métiers de l'informatique - Les débouchés du bac D - Les carrières de la fonction publique...

En vente chez votre librairie.

PROCHE-ORIENT

EN CISJORDANIE

Des manifestants du mouvement La paix maintenant ont perturbé l'inauguration d'une nouvelle implantation

Naplouze. - Les éléments déchaînés par un violent sursaut de l'hiver, mais surtout une impressionnante manifestation du mouvement La paix maintenant, ont obligé lundi 18 avril les représentants du gouvernement et des colons du Gush Emounim (Bloc de la foi) à inaugurer à la sauvette, presque clandestinement, la nouvelle implantation du mont Bracha, au-dessus de Naplouze. Sous des bourrasques de pluie et de grêle, cinq mille à six mille militants de La paix maintenant clamaient leur opposition à la colonisation des terres occupées, ont pacifiquement envahi ce sommet désolé pour mettre en minorité les partisans du Gush Emounim et les délégués des colonies voisines qui, eux, n'étaient guère plus d'un millier.

Les manifestants ont détourné à leur profit une cérémonie qui, pour le gouvernement de M. Begin et les champions de l'annexion, devait être - le jour de la fête de l'indépendance d'Israël, transformée pour l'occasion en fête de la colonisation - le symbole spectaculaire de leur volonté actuelle d'accélérer le mouvement d'implantation en Cisjordanie, alors que viennent d'être annoncées une série de projets à court et long terme pour renforcer et multiplier les « points de peuplement » dans les territoires occupés et y attirer à grand tapage publicitaire l'immigration moyen (Le Monde des 12 et 14 avril). Le 19 avril, le conseil des ministres devait d'ailleurs approuver la création de trois nouvelles implantations dans le nord-ouest de la Cisjordanie.

La nouvelle implantation du mont Bracha, où vont s'installer immédiatement une quinzaine de familles, est en elle-même symbolique de la détermination du gouvernement d'accroître l'emprise israélienne au

De notre correspondant

cœur même de la Cisjordanie. Surplombant Naplouze, principale agglomération de ce territoire et important foyer nationaliste palestinien, cet ancien camp de l'armée doit devenir, selon les plans gouvernementaux, une petite ville israélienne aux portes de la cité arabe, comme le sont déjà Kyriat-Arba, à la périphérie d'Hébron (au sud de la Cisjordanie), et, en Galilée, Nazareth-Ilit au-dessus de la plus grande ville arabe d'Israël. Non moins symboliquement, l'implantation du mont Bracha doit s'appeler bientôt Schekhem-Ilit (Sichem-le-Haut), les Israéliens donnant à Naplouze son nom biblique.

Voici quelques jours encore, on prévoyait que M. Begin viendrait lui-même inaugurer cette nouvelle colonie, mais il a dû y renoncer à l'annonce de la manifestation de La paix maintenant. Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, s'est lui aussi désisté au dernier instant. Seul le vice-premier ministre, M. David Lévy, s'est rendu sur les lieux mais pour quelques minutes et en cachette puisque, pour ne pas avoir à s'adresser à un parterre d'opposants, il a dû se réfugier dans l'un des bunkers où vont emménager les premiers colons.

Les membres du gouvernement ont aussi tenu compte de l'opposition du Parti travailliste, qui dénonce depuis toujours ce type d'implantation et a vivement protesté la semaine dernière contre « l'utilisation de la fête nationale à des fins partisanes ». En dépit des vacances parlementaires, le Parti travailliste a réclamé et obtenu un débat urgent à la Knesset sur ce sujet dans les prochains jours.

C'était la première grande manifestation de La paix maintenant depuis la mort d'un de ses militants tués à Jérusalem en février par une grenade lancée par des inconnus. Le mouvement a repris confiance en lui avec ce succès, mais sans illusions excessives. « Certes nous avons mis aujourd'hui en échec le gouvernement et le Gush Emounim, a déclaré un manifestant, mais le noyau de la nouvelle implantation est déjà construit et cette nouvelle colonie va s'agrandir, comme les autres... »

Amers et reconnaissant cette « petite défaite », un défenseur du Gush Emounim pour sa part demeure sûr de lui : « Cette manifestation, nous a-t-il dit, ne nous arrêtera pas ; nos adversaires la savent et nous aussi. »

Étonnant mélange de deux Israëli : au début et à la fin de cette cérémonie contrariée, partisans du Gush Emounim et de La paix maintenant se côtoyaient dans un long et confus défilé battu par la tempête. Les colons, fusils à l'épaule ou revolvers à la ceinture (l'administration militaire leur autorise le port d'armes) et les manifestants armés de leur sens de la discipline et de leur détermination tranquille. Aucun incident. « C'est la démocratie », a noté avec satisfaction et soulagement le colonel chargé du service d'ordre. Or, pendant quelques heures des Israéliens ont transporté leur démocratie dans les territoires occupés où l'on ne peut évidemment parler d'un tel régime pour la population arabe. D'ailleurs celle-ci était absente de la manifestation. Elle en était exclue même à titre de témoin : les habitants de Naplouze avaient été placés, pour la journée, « pour des raisons de sécurité » sous le régime du couvre-feu.

FRANCIS CORNU.

L'ATTENTAT CONTRE L'AMBASSADE AMÉRICAINE A BEYROUTH

Le nombre total des tués pourrait atteindre quatre-vingts

Le nombre total des personnes tuées dans l'attentat dirigé lundi contre l'ambassade des États-Unis à Beyrouth pourrait atteindre quatre-vingts, selon les informations recueillies mardi 19 avril à Beyrouth de sources américaines et libanaises. Pour l'instant, une quarantaine de corps ont été identifiés. Le déblaiement des débris se poursuit fébrilement, mais il y a peu de chances de retrouver des survivants.

L'ambassadeur des États-Unis, M. Robert Dillon, a estimé, au cours d'une conférence de presse, à « seize au moins » le nombre des Américains tués ou portés disparés, affirmant que ce bilan n'était pas définitif. Parmi les tués figure un responsable de la C.I.A., M. Robert Clayton Ames, directeur du bureau des analyses pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, arrivé à Beyrouth il y a quelques jours pour tenir des « consultations » à l'ambassade des États-Unis. M. Frank John Johnson, premier secrétaire de la section économique et commerciale de l'ambassade, a été également tué, ainsi que trois employés de l'AID (Agence pour le développement international). Le Pentagone a, de son côté, identifié quatre militaires parmi les victimes.

On sait encore peu de chose sur la manière dont l'attentat a eu lieu. A ce propos, M. Dillon a affirmé qu'il fallait être prudent et que tout ce qu'il pouvait dire c'est que, « selon les récits de témoins, une fourgonnette chargée d'explosifs a forcé la voie dans la zone où se tenait l'explosion ». Selon l'A.F.P., la fourgonnette était bourrée de 150 kilos d'explosifs, soit l'équivalent de 600 kilos de T.N.T. Dans l'état actuel de l'enquête, il n'est pas encore possible de confirmer ces informations et de savoir notamment si le conducteur était au courant de la présence de l'explosif, ou si le véhicu-

cul avait été piégé à son insu, comme cela avait été le cas lors de l'attentat de mai dernier contre l'ambassade de France.

Les milieux proches de l'ambassade des États-Unis ont par ailleurs refusé de confirmer l'information rapportée par l'Agence centrale libanaise qui, citant une source gouvernementale, affirme que l'attentat s'est produit au moment où une réunion était prévue dans l'ambassade entre les principaux négociateurs américains, notamment l'ambassadeur de M. Reagan au Proche-Orient, M. Philip Habib, et son adjoint, M. Morris Draper. Selon l'Agence libanaise, cette réunion aurait été ajournée au dernier moment en raison de la prolongation des entretiens libano-américains au palais présidentiel de Baabda.

Deux messages de M. Mitterrand

Cinq personnes, trois Libanaises et deux Syriennes, arrêtées lundi à proximité de l'ambassade peu après l'attentat, sont toujours interrogées par les autorités libanaises. On ignore si des charges spécifiques sont retenues contre elles. D'autre part, des unités de l'armée libanaise ont lancé mardi une opération de nettoyage dans le camp de réfugiés palestiniens de Sabra, ainsi que dans le faubourg de Tarik-Jedida. Un certain nombre de suspects auraient été interpellés pour interrogatoire.

Le président Mitterrand a adressé mardi à M. Ronald Reagan et au

président libanais, Amine Gemayel, deux messages de condoléances dans lesquels il manifeste toute son « horreur et indignation » et s'adresse « à ceux qui ont été victimes de ce terrible attentat ». Il leur a demandé de poursuivre leurs efforts pour éviter le pire et les peuples de cette région à servir des engagements destructeurs dans lesquels ils se trouvent enfermés.

Au nom du parti socialiste, M. Lionel Jospin a présenté ses condoléances à M. Gemayel, ambassadeur des États-Unis à Paris, et le secrétaire international du P.S. a dénoncé « la terrible détermination des partisans de la solution du pire » et condamné « cet attentat qui contribue à assombrir encore l'horizon politique et diplomatique du Proche-Orient ». M. Maurice Grenet, secrétaire du comité central du parti communiste français, a condamné avec « force et ardeur, qui ne peut être l'œuvre que de ceux qui sont prêts à tout pour empêcher le retour de la paix au Liban ».

Enfin, le secrétaire d'État de la Ligue arabe, M. Cheddi Kūlibi, a exprimé à Tunis que l'attentat « ne servait nullement les efforts pacifiques engagés pour trouver une solution juste et globale au conflit du Proche-Orient et au problème libanais », mais profitait au contraire à Israël « et à sa politique d'annexion ». — (A.F.P., U.P.I.A.F.)

Jérusalem estime que les exigences d'Israël dans les négociations avec le Liban se trouvent « justifiées »

De notre correspondant

Jérusalem. - Pendant une réunion du conseil des ministres, le 19 avril, le chef de la diplomatie israélienne, M. Itzhak Shamir, a résumé l'opinion du gouvernement, avec l'approbation de M. Begin, en déclarant que l'attentat contre l'ambassade des États-Unis à Beyrouth ne pouvait que « justifier » les exigences d'Israël dans les négociations actuelles avec le Liban.

Il a souligné, en outre, que cet attentat montrait à quel point le gouvernement libanais était encore incapable de faire face au terrorisme et que cela prouvait qu'une « coopération » était « pour l'instant » nécessaire entre Israël, le Liban et les États-Unis, afin de contenir les menaces qui persistent pour la sécurité du Liban et celle d'Israël. Au cours d'une nouvelle séance des pourparlers israëlo-libano-américains, M. David Kimche, directeur général du ministère des affaires étrangères et principal négociateur israélien, s'est efforcé de transmettre à ses interlocuteurs cet avis du cabinet de M. Begin.

Alors que l'on laisse entendre à Jérusalem que ces négociations sont sur le point d'aboutir d'ici à quelques semaines, les dirigeants israéliens n'ont pas manqué l'occasion de marquer encore plus nettement leur position, voire de la durcir, surtout au moment où le désaccord entre Jérusalem, d'une part, Beyrouth et Washington, d'autre part, reste presque entier à propos du sort du commandant Saad Haddad.

Un nouveau climat dans les relations avec Washington ?

Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a même indiqué qu'il était décidé à continuer de renforcer l'armement des milices du commandant Haddad et à faciliter un accroissement de leurs effectifs. La plupart des ministres israéliens ont rappelé que le rôle du commandant Haddad était essentiel pour la sécurité d'Israël, et ils ont dénoncé les déclarations de leur collègue, le ministre des télécommunications, M. Mordechai Zupor, qui avait fait savoir auparavant qu'Israël n'avait pas d'« engagement » moral à l'égard du commandant Haddad, comme pour souligner qu'il fallait faire preuve de plus de souplesse au sujet de son avenir. Il a été formellement désavoué.

Les dirigeants israéliens veulent se montrer d'autant plus fermes

qu'ils craignent que les États-Unis, après l'attentat de Beyrouth et le récent échec de la tentative américaine de faire venir le roi Hussein à la table des négociations, ne se montrent encore plus pressés d'aboutir à un accord entre Jérusalem et Beyrouth sur les conditions de retrait des troupes israéliennes du Liban.

Dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem, on pense que, pour obtenir enfin un succès diplomatique au Proche-Orient, le président Reagan, directement affecté par l'échec de son plan de paix, pourrait tenter d'inciter fortement Israël à se montrer moins exigeant. Mais cette crainte est largement tempérée par de nouveaux signes de « compréhension » de la part du gouvernement américain à l'égard de celui de Jérusalem, telle l'autorisation donnée à des entreprises américaines de coopérer dans le projet de construction d'un nouvel avion de combat israélien, le Lavie. Cette décision pour un transfert de technologie, de même que celle prise auparavant à Washington de livrer des missiles air-air Sidewinder, efface quelque peu la prolongation de l'embargo concernant les livraisons d'avions F-16. M. Moshe Arens n'a pas manqué de faire remarquer qu'il y avait désormais un « nouveau climat » dans les relations entre Jérusalem et Washington.

Plusieurs éditorialistes de la presse israélienne ont estimé, pour leur part, que les États-Unis devaient semblablement réviser leur attitude à propos de la situation au Liban après l'attentat contre l'ambassade. Ainsi, le quotidien de droite Yedioth Aharonot écrit : « Peut-être que maintenant les dirigeants américains comprennent pourquoi nous sommes tellement opposés à l'idée de remettre les questions de sécurité le long de notre frontière et dans toute la région du Sud-Liban à la seule armée libanaise, qui est loin d'avoir prouvé qu'elle était devenue une véritable armée. » F.C.

● RECTIFICATIF. - Deux phrases « sautées » malencontreusement dans l'article de M. Nawaf Salam (Le Monde du 13 avril, page 10) ont rendu peu compréhensible la conclusion sur un nouveau consensus au Liban. Il fallait lire :

« Soulignons que jusqu'en 1975, pour la majorité de ses musulmans, le Liban était perçu comme un « produit » de la division coloniale et toléré seulement en tant que « pierre de transit » sur la voie du grand État unitaire arabe ; toujours est-il que ce « temporaire » libanais était de plus en plus accepté par les musulmans comme une « fin », mais cela ne s'effectuait pas sans amertume, avec frustration. Quoi ? à la majorité des chrétiens, qui tenaient au rôle de la mère de l'Église, elle vivait « son » Liban avec une fierté excessive, voire agressive. »

Pour mes vacances, moi j'ai tout compris.

«Moi, pour mes vacances, je pars une semaine en Mai dans un Eldorado Jet Tours : l'Eldor, en Sicile. Ça me coûte 3 250 F tout compris. Tout compris, ça veut dire le voyage en avion aller-retour avec Air France bien sûr, l'hébergement compris, tous les repas compris, le tennis compris, la planche à voile compris, le plongeon dans la piscine compris, le soleil compris, les divertissements compris, le folklore compris, le farniente aussi. Enfin tout compris quoi ! Et sur les 3 250 F que me coûte mon voyage tout compris, Jet Tours a calculé que mon carnet d'allocation devises ne serait débité que de 900 F. Je suis loin d'épuiser les 2 000 F auxquels j'ai droit. Ma belle-sœur, qui adore le Sénégal, elle, elle part à l'Eldorado Nianing. Ça lui coûte 4 390 F pour une semaine en Mai : toujours tout compris. Et comme c'est la zone franc, elle ne touche pas du tout à ses devises étrangères. Elle est maligne ma belle-sœur. Tous les Eldorados Jet Tours vous proposent, pour vos vacances, plusieurs formules de vacances tout compris, sans épuiser votre argent de poche.



Vos vacances à vous, c'est nous.

هكذا من الأمل

La violence

Il y a eu à Jérusalem le 19 avril, une manifestation de la jeunesse arabe, qui a été réprimée par la police. Les manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles. La police a tiré des gaz lacrymiques. Il y a eu des blessés.

La violence en Israël et les palestiniens

La violence en Israël et les palestiniens. Les attaques contre les colonies israéliennes continuent. Les palestiniens réclament la libération de la Cisjordanie et de Gaza. Les Israéliens réclament la sécurité et la paix.

CORRESPONDANT

La mollesse des mil au procès de l'attentat est une victoire

La mollesse des mil au procès de l'attentat est une victoire. Les miliciens libanais ont été jugés trop rapidement. Les Israéliens ont obtenu ce qu'ils voulaient.

MARIUS ET JANETTE

Marius et Janette. Les fruits de mer. Les plats de la cuisine méditerranéenne. Les desserts délicieux.

LE SÉNAT REJETTE LES ORDONNANCES

La « solitude » de M. Delors...

Sans parvenir à ébranler les convictions des sénateurs de l'opposition, M. Delors a au moins touché leur sensibilité. Hostile — mais ce n'était pas un secret pour personne — à la procédure des ordonnances, à quelques exceptions près (M.M. Edgar Faure et Taubert), la majorité sénatoriale ne s'est pas privée d'enfoncer le clou sur la dégradation de la situation économique depuis le 10 mai 1981. En revanche, elle s'est autorisée à rendre un hommage appuyé au ministre « lucide » et « courageux » de l'économie des finances et du budget, distinguant ainsi — pour le mieux isoler ? — M. Delors de ses autres collègues du gouvernement, voire du reste de sa majorité.

En répondant d'embellie aux principales critiques soulevées par « les mesures d'accompagnement » de la dévaluation et, notamment, à celles

du président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Goux, M. Delors a, sans aucun doute, conforté le sentiment des élus de l'opposition, pour qui le ministre s'adressait plus à d'autres qu'à eux.

Certains ont vu dans les propos de M. Delors le « testament d'un homme menacé de l'histoire » (M. Monory) ou « une prise de mesures » en cas d'échec (M. Fourcade). Sur ce point aussi, le discours avait de quoi encourager de tels jugements. M. Delors n'a-t-il pas prévu qu'« un prochain congrès socialiste » jugera de l'opportunité du maintien du franc dans le S.M.E. ? N'a-t-il pas évoqué sa propre « solitude » même si elle ne constitue pas, affirme-t-il, un « handicap » ? N'a-t-il pas offert sa place à ceux qui proposent de

faire cinq en additionnant deux et deux ? N'a-t-il pas dénoncé les dangers qu'une augmentation des prélèvements sociaux et fiscaux pour « faire payer les riches » ferait courir à une société pluraliste ? Ne s'en est-il pas pris à ces « économistes de bazar » pour lesquels lutte contre l'inflation égale chômage, et vice-versa ?

Déjà des apparences menacent que l'intention planer les députés communistes lors de la discussion à l'Assemblée nationale du projet autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances, M. Delors s'est libéré, défiant même, dans l'hémicycle de la Haute Assemblée, que démentait-il ? L'adaptation de nos comportements à la nouvelle donne économique internationale, le refus de la dramatisation à chaque publication d'indices, mais aussi la prise en compte par les

Etats-Unis des difficultés de leurs partenaires, point sur lequel M. Delors a peu d'adhésion, surtout si l'Europe ne parle pas « d'une seule voix ».

Kléber si les pays-pays de l'opposition se sont montrés « indifférents » marqués sur le plan de rigueur (M. Monory se refusant à jouer les « promoteurs » d'un tel succès), Rue de Rivoli, est « dans le malheur ». Il n'y a, ont pas moins assuré que, conséquences de mesures chères, les mesures arrêtées ne seront ni efficaces ni suffisantes. Pour un peu, M. Delors en serait convaincu, s'il n'était persuadé qu'il n'y a pas d'autre solution possible. A défaut de garantir le succès du plan gouvernemental, il a prouvé que « les six prochains mois seront difficiles ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

Le Sénat discute, mardi 19 avril, du projet de loi autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances diverses mesures financières.

M. Delors répond d'embellie à quatre critiques, que « le sentiment de solitude » qu'elles peuvent susciter n'est « ni désespérant ni stimulant », mais « normal » et ne constitue pas « un handicap pour celui qui est au service de l'Etat », d'autant que cette solitude « est plus apparente que réelle ».

Première critique : faire payer les riches ? « Le gouvernement s'y est appliqué par une politique de redistribution des revenus (...). Dans le domaine du prélèvement fiscal comme du prélèvement social, il est des limites qu'on ne peut dépasser sous peine de casser les ressorts d'une société » animée par des « valeurs pluralistes » qui font que certains travaillent parce qu'ils aiment cela et d'autres pour gagner de l'argent.

Freiner les exportations de capitaux ? Rappelant que la France a le contrôle des changes « le plus serré d'Europe », au risque d'être de « boomers », M. Delors observe que les spéculateurs ont souvent plus d'imagination que les gouvernements.

Prolonger le blocage des prix et des revenus ? Ce blocage a été « salutaire » et « courageux », mais, reconnaît le ministre, « je n'ai pas, dans mes services, trois ou cinq

mille personnes capables de décider mieux que les entrepreneurs eux-mêmes ce qu'ils doivent faire », d'autant que le plus difficile reste la sortie du blocage.

Empêcher manœuvres militaires les importations ? « Le jour où la France le déciderait, nos partenaires ne resteraient pas sans prendre de mesures de rétorsion, déclare-t-il. Nous vivons dans un monde solidaire et interdépendant, comme nos entreprises, qui doivent vivre dans cette province qu'est désormais le monde ».

Le ministre de l'économie, des finances et du budget affirme que « si nous échappons aux épreuves », si « l'Etat sait restaurer son autorité, si un dialogue positif s'établit entre la majorité et l'opposition et si, des deux côtés, les intentions laissent la place à l'exercice sage de la démocratie, le pays s'en sortira ».

Après cet appel à la sagesse collective, M. Delors ajoute : « Moi qui suis au terme de ma carrière professionnelle, je peux le dire : si la France ne réalise pas cette transformation psychologique, si les forces politiques et les hauts responsables socioprofessionnels ne prennent pas conscience de ce changement et ne le diffusent pas, la France sera une nation de second rang dans dix ans ».

M. Delors explique que la politique de relance de 1981 était indis-

pensable en raison du chômage : « Il y en a assez de ces économistes de bazar qui prétendent que, lorsqu'on lutte contre l'inflation, on accroit le chômage et vice versa. Ce n'est pas vrai. L'inflation constante nourrit le chômage car elle diminue la compétitivité de nos entreprises et ne permet pas d'investir ou de recruter ». Pour le ministre, valent les résultats sur l'année et non les chiffres au mois par mois. Il souhaite que l'on prenne conscience « de ce que furent les vertus d'une société rurale — la patience et le temps — pour juger des choses ».

M. Delors évoque ensuite la situation des entreprises dont les marges brutes sont à leur plus bas niveau depuis trente ans. A.M. Monory (Un. cent., Vienne), qui lui conseille de regarder « à gauche », M. Delors réplique : « Cela ne me gêne pas. Je suis au service de l'Etat, je ne suis pas là pour gérer ma carrière (...) et je n'ai pas à ménager ce que j'ai à dire aux uns et aux autres ».

Revenant à la question des marges brutes, il répond à M. Goux — l'interne plaintif — pour rappeler au président du C.N.P.F. que le taux d'intérêt du crédit a déjà diminué de 2 % (soit 14 milliards) et qu'il baissera encore. Et il assure que, même avec une croissance égale à zéro, ces marges vont se redresser dès le second trimestre de 1983.

Il évoque la politique monétaire,

« si critiquée dans la majorité gouvernementale » (pour laquelle M. Alphandéry, député U.D.F., l'avait comparé à Pierre Laval, ce qui, dit-il, est « péjoratif et déplacé ») et qu'il juge « ni trop dure, ni trop molle » ; puis l'encadrement du crédit : « Il est plus facile (aux banques) de se glisser dans le wagon d'un crédit consenti à une ou plusieurs grandes entreprises que d'étudier cinquante dossiers de petites entreprises ».

Prévoyant une augmentation de l'indice des prix (notamment en raison de la hausse des tarifs publics), M. Delors considère que, pendant trois ou quatre mois, « les critiques vont pleuvoir » sur le gouvernement et sur lui-même. « Il y aura de mauvais indices », ajoute-t-il, notamment celui de l'inflation en avril qui sera supérieur à 1 %.

Au sujet du projet de budget 1984, qui « sera vu dans une perspective à moyen terme », M. Delors explique qu'il demandera au gouvernement qu'il intervienne une stabilisation des effectifs dans la fonction publique et que l'on profite des 40 000 départs en retraite pour redistribuer les effectifs selon les secteurs.

Un effort supplémentaire

A propos de l'environnement international qu'il s'entend pas utiliser, le ministre de l'économie déclare : « Nous disons aux Américains qu'ils ne peuvent s'écarter de leur leadership du monde occidental et se conduire d'une manière aussi cynique et égoïste d'investissement vis-à-vis de nous qu'ils le font ». Il poursuit : « Si le cours du dollar reste élevé, la France devra faire un effort supplémentaire d'ajustement, car nous ne sommes pas en mesure d'envoyer une flotte aux Etats-Unis comme certains l'ont fait aux Malouines ».

M. Delors indique que la France défendra à Williamsburg, au prochain sommet des pays industrialisés, la thèse selon laquelle « on ne peut rien demander de plus à nos pays pétroliers qui n'ont pas d'excédents ni aux pays en voie de développement [trop endettés pour acheter] ». Sur ce chapitre, il souhaite que l'Europe « parle d'une seule voix et qu'elle ne soit pas en panne ».

Dans sa conclusion, M. Delors confie que les six prochains mois seront « difficiles », mais, ajoute-t-il, « je ne perds pas mon temps, après chaque indice, à répondre par des apaisements à la dramatisation et aux psychodrames ».

M. Blin (Un. cent., Ardennes), rapporteur général de la commission des finances, qui s'est prononcé contre l'adoption du projet, salue « la sincérité, le courage et la réalisme » de M. Delors, dont les propos, dit-il, « malheureusement, s'inscrivent dans un contexte qui résulte de ses propres initiatives ».

M. Fourcade (R.I., Hauts-de-Seine) approuve deux orientations du gouvernement (le refus de tout protectionnisme et le maintien du franc dans le S.M.E.), mais il en conteste trois : l'aggravation de la fiscalité directe et indirecte de préférence à de réelles économies budgétaires (comme le report du T.G.V.-Atlantique ou l'exposition universelle de 1989 ou encore les projets culturels de M. Lang) ; la fiscalisation d'une partie des charges sociales alors qu'on aurait pu, dit-il, « envisager un transfert d'une partie des cotisations d'allocation familiales sur la T.V.A. » ; et l'absence d'investissement.

Après M. Mercier (gauche dém., Rhône), qui dénonce également l'utilisation de la procédure des ordonnances, M. Taubert (R.I., Paris), reconnaît à M. Delors le mérite d'être « le seul membre du gouvernement à avoir tenu pendant la campagne électorale le langage de la vérité ». « Frappé » par l'isolement de la France et la solitude personnelle du ministre de l'économie, il estime que la méthode choisie par le gouvernement (les ordonnances) « correspond

malheureusement à la gravité de la situation ».

Pour M. Duffaut (P.S., Vaucluse), pérorer ne peut contester « la nécessité du plan ». « Je reconnais qu'il y a eu des erreurs », dit-il avant de préciser que les nationalisations auraient pu être réalisées à 51 %.

Président du groupe communiste, M. Luc (Val-de-Marne) relève les points positifs de la politique suivie par le gouvernement et rappelle que le parti communiste n'est pas d'accord sur toutes les mesures prévues par le plan : « en particulier loyal, il en a discuté avec le gouvernement et il a obtenu des allègements au profit des plus modestes », déclare-t-elle.

M. Monory regrette que le président de la République soit actuellement « absent du débat ». Après avoir rappelé la situation économique et financière à la veille du 10 mai 1981, il explique que le gouvernement a commis quatre types d'erreurs : en croyant que la hausse du pouvoir d'achat relancerait la croissance ; en augmentant considérablement le déficit budgétaire ; en créant de nouveaux impôts et charges sur les entreprises ; et en nationalisant notamment le secteur financier.

« Ce plan d'austérité, contraire à la politique menée depuis deux ans, est un aveu d'échec », déclare M. Maurice Béthoumieux (R.P.R., Hauts-de-Seine), qui considère notamment que ce n'est pas l'encadrement des importations qui est néfaste mais la faiblesse des exportations.

« On peut poursuivre avec courage une mauvaise politique. L'impopularité n'est pas une assurance de réussite », lance M. Edgar Faure (Gauche dém., Doubs), qui indique qu'il s'abstiendra sur le vote du projet.

M. Foccart (R.P.R., Vosges) propose qu'un référendum sur ce plan soit organisé. L'ancien secrétaire d'Etat estime que son gouvernement a une nouvelle dévaluation de 13 à 14 %, une sortie provisoire du S.M.E., une suspension de l'application de certaines dispositions des lois Auroux, une diminution d'un tiers de la taxe professionnelle et une restauration des équilibres de la Sécurité sociale et du budget.

Le « bazar »

(Suite de la première page.)

Ni la direction du P.C.F. ni celle du parti socialiste n'ont affirmé, à aucun moment, qu'il est nécessaire de laisser filer les prix pour mieux préserver l'emploi, et lorsqu'il affirme que la France dispose du contrôle des changes « le plus serré d'Europe », il est vain de réclamer un violent coup de frein aux exportations de capitaux. Il craint le piège qu'il se crée d'une part du P.S. — du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement et des amis de M. Pierre-Joseph — en présentant une version caricaturale des thèses qu'elle défend sur la protection du marché intérieur. Les partisans de la France adoptaient des mesures de rétorsion, remarque-t-il avec raison, s'il n'y avait pas tenté d'empêcher manu militari les importations. Ni M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, proche de M. Joux, ni les dirigeants du CERES n'ont imaginé d'exploiter le piège aux frontières afin de refouler les marges des importations.

La solitude de M. Delors est-elle désespérante ou stimulante ? Ni l'une ni l'autre, répond-il. Les deux, sans doute, si l'on se réfère à ses propos. La critique est stimulante, puisqu'il y puise un regain d'énergie pour diriger ses actions. La solitude est désespérante, puisque M. Delors, à cinquante-huit ans, ne voit déjà « au terme de [sa] carrière professionnelle ». Cet homme qui, en décembre dernier, se présentait comme un « ministre heureux », dans la mesure où la France était assurée de « récolter le fruit », en 1983, de la politique pour laquelle il s'était battu, ne devrait plus l'être aujourd'hui.

A peine le deuxième plan de rigueur — ou d'austérité, celui-là — est-il débattu que le ministre de l'économie, pressé par la hausse du dollar, prévoit qu'un effort supplémentaire d'ajustement « sera peut-être nécessaire ».

A peine s'est-il parlé que, déjà, une partie des socialistes contestent, de nouveau, une politique qu'ils pensent vouée à l'échec. « Jacques Delors ne devrait pas évoquer si souvent l'argument d'autorité pour soutenir une politique qui en manque », nous a déclaré M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du P.S., animateur du CERES. Il devrait laisser cet argument à ses prédécesseurs : ceux-ci se sont trompés pendant vingt ans, et lui, pendant deux. « Pour les socialistes », le nouveau « tour de vis », dont M. Delors évoque l'hypothèse, s'inscrit dans la logique d'une politique qu'ils contestent, celle de la déflation.

A la décharge de M. Jacques Delors, il faut remarquer qu'il a à chaque raison d'être invité par des critiques, souvent violentes, exprimées au sein de son parti, et qui ont été de sa responsabilité au plan d'austérité avant même qu'il soit mis en œuvre.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

L'AUSTÉRITÉ A LA BASE

LORRAINE : la grogne et l'amertume

Metz. — « C'est une nouvelle atteinte à notre pouvoir d'achat. » « Je ne comprends pas les réactions trop mitigées des centrales syndicales. » « Il fallait faire quelque chose pour réduire l'inflation et le déficit du commerce extérieur, mais pas au prix des débauches de pouvoir d'achat. » M. Delors observe que les spéculateurs ont souvent plus d'imagination que les gouvernements.

Prolonger le blocage des prix et des revenus ? Ce blocage a été « salutaire » et « courageux », mais, reconnaît le ministre, « je n'ai pas, dans mes services, trois ou cinq

lèvres du bassin de Lorraine, où la relance charbonnière semble désormais compromise. Au travers de leurs critiques, de nombreux syndicalistes reprochent non seulement au gouvernement, mais aussi aux élus lorrains de gauche, un manque de courage. « On n'a pas les explications que l'on souhaite », affirme M. Robert Blaise (C.F.D.T.), sidérurgiste en dispanse d'activité. « Le plan, c'est ce qui vit, ne nous met pas dans le rang », rétorque M. Jean-Claude Faite (C.F.D.T.), au chômage depuis trois ans. On ne sait pas où l'on va, les gens sont désespérés. Le bassin de Longwy est en train de mourir. »

Bref, de nombreux syndicalistes de gauche se sentent trahis. « Ce n'est pas possible de supporter ces mesures, espère M. Michel Olini (C.G.T.). Je ne vois pas la différence entre ce plan d'austérité et le précédent, c'est inacceptable. » Pour lui, c'est l'espoir placé dans un pouvoir de gauche qui est déçu. Un gouvernement de gauche n'aurait pas dû prendre ces mesures, c'est inacceptable, s'indigne encore M. Blaise. Ce n'est pas une politique de gauche », lance, de son côté, M. Faite.

Plusieurs mesures spécifiques contenues dans le plan de rigueur ont retenu l'attention des militants, notamment les taxes sur le tabac et les alcools : « Si elles étaient destinées à lutter contre l'alcoolisme ou le tabagisme, je dirais oui, mais en réalité elles ne sont destinées qu'à rapporter de l'argent. »

« Toujours les mêmes pratiques »

Au-delà des remarques, souvent sévères, le doute quant à l'efficacité de ce plan est présent dans les esprits. « Ce n'est pas la première fois qu'on met en place de tels plans », remarque M. Erwin Roth (C.F.D.T., P.S.). « J'aimerais bien pouvoir espérer mais je n'y crois guère », regrette à son tour un militant du P.C., mineur aux M.B.L., refusant catégoriquement une nouvelle baisse de son pouvoir d'achat.

L'annonce du plan gouvernemental correspond, aux yeux de

De notre correspondant

certaines syndicalistes, à un constat d'échec de la politique gouvernementale. Au lendemain du 10 mai, le gouvernement avait tout pour réussir, et surtout le soutien populaire. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, constate un militant C.F.D.T., pour lequel le chômage dans la région est devenu dramatique (plus de 81 000 demandeurs d'emploi inscrits à l'AN.P.E.).

M. Lamm constate, quant à lui, que ce plan traduit l'inefficacité du blocage des prix et des salaires en 1982 : « On devait y aller d'une traite. »

Bref, à leurs yeux, le gouvernement a laissé échapper l'état de grâce. Les militants syndicaux lorrains s'interrogent également sur l'attitude jugée trop timorée des centrales syndicales. « Sous l'effet de la loi, les mesures avaient été prises, le gouvernement n'aurait pas pu les appliquer devant l'ampleur des réactions syndicales », affirme M. Olini.

Face à cette absence de riposte, les leaders syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. admettent le découragement des salariés. « Que faire ? Pour lui, l'attitude officielle des centrales syndicales correspond à un cautionnement indirect des mesures prises. « On ne peut accepter l'austérité de gauche quand on a refusé celle de droite, poursuit-il. Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions que certains syndicalistes perdent des plumes. » C'est la preuve de l'importance de l'indépendance des syndicats face aux partis politiques : « Le pouvoir de gauche nous l'a montré », affirme M. Blaise.

De nombreux militants mécontents aussi en raison des conditions dans lesquelles ce plan a été annoncé. « Le gouvernement a attendu que les élections municipales soient passées, note un délégué C.G.T. C'est un véritable coup dans la dos, on s'est fait avoir. Avant les élections, on nous avait pourtant déclaré qu'il n'y aurait pas de second plan d'austérité. Ce sont toujours les mêmes pratiques qui sont utilisées. »

De plan de restructuration en plan de rigueur, le mécontentement demeure chez les syndicalistes lorrains de gauche.

JEAN-LOUIS THIS.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

هكذا من الأهل

VT
LE

Au Club tout est compris. Votre argent de poche, c'est vraiment de l'argent de poche.

- Logement
 - + Repas
 - + Soirées spectacles
 - + Night-club
 - + Concerts enregistrés
 - + Piscine
 - + Voile
 - + Planche à voile
 - + Plongée
 - + Ski nautique
 - + Tennis
 - + Yoga
 - + Mini-club
-
- = Tout compris.

Premier avantage : comme tout est compris, vous avez très peu de dépenses sur place.

Deuxième avantage : comme vous avez très peu de dépenses sur place, l'argent que vous pouvez emporter à l'étranger, c'est vraiment de l'argent de poche. Et en plus, au Club, il ne vous sera débité pour une semaine à l'étranger, selon les destinations, que 600, 800 ou 1 000 F sur votre carnet de change (50 % pour les enfants de moins de 10 ans).

Conclusion : tout compte fait, en partant avec le Club vous profitez plus de vos devises et de vos 1 000 F d'argent français que vous avez le droit d'emporter à l'étranger à chaque voyage. Au Club tout est compris.

Le Club à Paris : 296.10.00. 90, Champs-Élysées - 106, rue de Rennes -

Place de la Bourse, 75088 Cedex 02 - Orly Ouest hall 2. Téléphones en province : Nord : (20) 55.35.45 - Est : (80) 30.77.32 - Ouest : (41) 87.22.55 - Sud-Est : (90) 66.50.50 - Sud-Ouest : (56) 81.28.30. A Bruxelles : (2) 513.94.22. A Genève : (22) 28.11.44.

Les agences en Province : Havas Voyages - Agence Touristique de l'Ouest - American Express - Dernières Nouvelles d'Alsace - Est Voyages - l'Indépendant Voyages - Républicain Lorrain - Sud-Ouest Voyages - Voyage Conseil - Voyage Dépêche - Voyages N° 1.

Club Méditerranée.

ation de
voyages
au club
par le
B. Faut
agne à
versé
-Franç
ecette
s fran
l'entre
et son

ait dom
urds de
2,6 mil
an.

eloppés
ses sans
ugment
ation d
reprise
sauchés
re 1982
emploi
urée du
rentie-
pus à
démom
n. Les
s, une
ntaires
basées

ntation
21 à
1,5 %
ivité a
on l'an
ion de

roduc-
orque
a clai-
a pro-
t deux
yrique
es) et
mains.
rela-
est la
aussi
us de
ement
s a un
nage :

exem-
P. les
taque
les
us de
pour
ve de

qu'il
l'hui
ment
oc de
mble
gou-
une
tra-
tique
pou-
tou-
na.
iné-
nent
rites,
is au
les
nar-
est
les
s.

T
ses

de
une,
nu-
nces
uoc
les
es) ;
dus-
de
(la
tres
non-
de
ver-
sur-
iale
udi
mis
ré-
vo-
ni-

25

ne
L
si

~~~~~

# POLITIQUE

LA MODIFICATION DE LA LOI « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ » A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## La prise d'empreintes digitales ou de photographies est autorisée dans certains cas de vérification d'identité

L'Assemblée nationale a adopté, mardi 19 avril, en deuxième lecture, le projet de loi abrogeant ou révisant certaines dispositions de la loi du 2 février 1981, dite loi « sécurité et liberté ». La principale modification, par rapport au texte que les députés ont adopté en première lecture, concerne les vérifications d'identité accompagnées de la prise d'empreintes digitales ou de photographies. Dorénavant, les officiers de police judiciaire sont autorisés à effectuer ces opérations envers « toute personne à l'égard de laquelle existe un indice faisant présu- mer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction » ; ou qu'elle a fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire. La loi « sécurité et liberté », ainsi que le texte adopté en juillet 1982 par les députés, stipulaient que ces mêmes opérations n'étaient autorisées en « aucun cas ».

Dans la discussion des articles, l'Assemblée adopte des amendements tendant notamment à supprimer certaines dispositions introduites par le Sénat, pour revenir au texte adopté par les députés en première lecture (le Monde des 23, 24 et 25-26 juillet 1982).

- Suppression du doublement de la peine pour les infractions commises par des condamnés bénéficiaires de la libération conditionnelle, de la semi-liberté ou d'une permission de sortir.
- PEINE DE TRAVAIL D'INTÉRÊT GÉNÉRAL. Un amendement de la commission des lois précise que le président du tribunal doit demander aux prévenus d'accepter ou de refuser « lui-même » d'accomplir ce travail (le Sénat avait adopté une rédaction stipulant que le prévenu « ou son conseil » peut prendre la décision). Sur proposition de M. Bonnemaison (P.S., Seine-Saint-Denis) et contre l'avis du garde des sceaux, il est précisé que le président du tribunal devra indiquer au prévenu la « nature » du travail. D'autre part, contre l'avis du gouvernement, pour les mineurs de seize à dix-huit ans, la durée maximale du travail d'intérêt général est portée de quatre-vingts à cent vingt heures.

● JOURS-AMENDE. L'Assemblée adopte les dispositions introduites par le Sénat concernant l'institution d'une peine de substitution, les jours-amende, sous réserve notamment des modifications suivantes : le nombre maximal des jours-amende passe de deux cent quarante à trois cent soixante ; le montant maximal de chaque jour-amende passe de 2 000 francs à 3 000 francs.

- Rétablissement de l'abrogation de l'article 266 du code pénal qui étend aux délits l'association de malfaiteurs, et du paragraphe 4 de l'article 341 du même code, qui crée une incrimination de séquestration de moins de vingt-quatre heures, assortie d'une peine d'un mois à deux ans d'emprisonnement ; rétablissement de l'abrogation des dispositions de la loi du 15 juillet 1945 relative à la police des chemins de fer.

● GARDE A VUE. - Suppression des dispositions introduites par le Sénat portant la durée maximale de la garde à vue à quatre jours en cas de crime, de vol aggravé ou de destruction, lorsqu'ils sont présumés avoir été commis par deux ou plusieurs personnes ; et abrogation des dispositions de la loi « sécurité et liberté » permettant la prolongation de la garde à vue jusqu'à trois jours.

## Amélioration de la protection des salariés en cas de transfert d'entreprise

L'Assemblée nationale adopte, le mercredi 20 avril, en première lecture, un projet de loi modifiant le code du travail pour obéir à une directive du conseil des Communautés européennes. Cette loi, en date du 14 février 1977, prescrit qu'en cas de transfert de la propriété d'une entreprise par cession ou fusion, les obligations dues au titre des contrats de travail sont transférées aux nouvelles propriétaires.

La législation française et la jurisprudence de la Cour de cassation étaient jusqu'ici tout à fait plus larges, puisque s'appliquant à tous les cas où il y a transfert de l'entreprise, et plus restrictives puisque le nouvel employeur n'était pas responsable des dettes de son prédécesseur à l'égard du personnel. Le texte voté par l'Assemblée insère donc au chapitre II du titre du livre I du code du travail un article précisant qu'après un transfert d'entreprise, le nouvel employeur est tenu « à l'égard des salariés dont les contrats de travail subsistent des obligations qui incombent à l'ancien employeur à la date de cette modification ». Deux exceptions sont toutefois prévues : les cas de reprises après règlement judiciaire ou liquidation de biens pour éviter d'alourdir les frais de la nouvelle entreprise et parce que les salariés ont déjà, depuis la loi du 10 juillet 1973, l'assurance que les salaires dus avant le dépôt de bilan leur seront versés ; les cas de substitution de prestataires de services intervenus sans qu'il y ait eu de conventions entre ceux-ci puisque souvent le transfert n'a lieu que par la volonté de l'utilisateur des services.

Le projet de loi adopté précise toutefois que le premier employeur est tenu à rembourser au second les sommes que celui-ci aura versées aux salariés du fait de l'application de cette nouvelle règle juridique.

**PARIS PALERME 1380 F**

aller-retour

**nouvelles frontières**  
nous lutons pour le droit au voyage

74, rue de la Fédération 75015 Paris 273 25 25  
5, rue Billière 38000 Grenoble 87 16 53

Suppression des dispositions nouvelles relatives au contrôle du président de la chambre d'accusation sur le fonctionnement des cabinets d'instruction.

● CONTROLES D'IDENTITÉ. En première lecture, l'Assemblée avait adopté un texte stipulant qu'en aucun cas les opérations de vérification d'identité ne peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies. Le Sénat, pour sa part, a limité cette interdiction au seul cas de vérifications d'identité effectuées à titre préventif (contrôle administratif). Les autorisations en conséquence pour les contrôles effectués dans le cadre d'opérations de police judiciaire.

M. Forni (P.S., Territoire de Belfort), président et rapporteur de la commission des lois, présente un amendement tendant à rétablir le texte voté par l'Assemblée en première lecture. M. Jean-Pierre Michel (P.S., Haute-Saône), au nom du groupe socialiste, défend un amendement autorisant la prise d'empreintes digitales ou de photographies dans deux cas seulement : 1) lorsqu'une personne a commis ou tenté de commettre une infraction ; 2) lorsqu'une personne fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire. L'amendement de la commission est repoussé à main levée (l'opposition vote contre ainsi que le groupe socialiste, sauf M. Forni et le groupe communiste qui votent pour). L'amendement du groupe socialiste est ensuite adopté par 277 voix contre 204.

Ce texte précise en outre que la prise d'empreintes digitales et de photographies doit être mentionnée et spécialement motivée dans le

## Sécurité et socialisme...

(Suite de la première page.) La loi du 2 février 1981 comporte une interdiction formelle de se livrer à des prises d'empreintes ou de photographies. Cette interdiction était reprise dans deux cas seulement : 1) lorsqu'une personne a commis ou tenté de commettre une infraction ; 2) lorsqu'une personne fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire. L'amendement de la commission est repoussé à main levée (l'opposition vote contre ainsi que le groupe socialiste, sauf M. Forni et le groupe communiste qui votent pour). L'amendement du groupe socialiste est ensuite adopté par 277 voix contre 204.

La loi du 2 février 1981 comporte une interdiction formelle de se livrer à des prises d'empreintes ou de photographies. Cette interdiction était reprise dans deux cas seulement : 1) lorsqu'une personne a commis ou tenté de commettre une infraction ; 2) lorsqu'une personne fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire. L'amendement de la commission est repoussé à main levée (l'opposition vote contre ainsi que le groupe socialiste, sauf M. Forni et le groupe communiste qui votent pour). L'amendement du groupe socialiste est ensuite adopté par 277 voix contre 204.

La loi du 2 février 1981 comporte une interdiction formelle de se livrer à des prises d'empreintes ou de photographies. Cette interdiction était reprise dans deux cas seulement : 1) lorsqu'une personne a commis ou tenté de commettre une infraction ; 2) lorsqu'une personne fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire. L'amendement de la commission est repoussé à main levée (l'opposition vote contre ainsi que le groupe socialiste, sauf M. Forni et le groupe communiste qui votent pour). L'amendement du groupe socialiste est ensuite adopté par 277 voix contre 204.

La loi du 2 février 1981 comporte une interdiction formelle de se livrer à des prises d'empreintes ou de photographies. Cette interdiction était reprise dans deux cas seulement : 1) lorsqu'une personne a commis ou tenté de commettre une infraction ; 2) lorsqu'une personne fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire. L'amendement de la commission est repoussé à main levée (l'opposition vote contre ainsi que le groupe socialiste, sauf M. Forni et le groupe communiste qui votent pour). L'amendement du groupe socialiste est ensuite adopté par 277 voix contre 204.

**Formations MICRO INFORMATIQUE**  
séances intensives : 12 à 15 jours

**Aide à la décision**  
MULTIPLAN, VISICALC, SUPERCALC

**Traitement de texte**  
WORD STAR, EASY WRITER, SIRIUS WRITER II, TEXTOR

**Gestion de données**  
D BASE II (niveau 1 et 2)

**Langages de programmation**  
BASIC (Niv. 1 et 2), PASCAL

**Télécommunications et réseaux**

**GROUPE SIGMA**  
spécialiste en formation informatique et micro-informatique  
(1) 325.63.30

## M. LABBÉ (R.P.R.) : nous aurions dû dire non à Giscard

Dans une interview accordée au *Matin de Paris* du 20 avril, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, évoque les raisons pour lesquelles, sous le précédent septennat, les élus gaullistes n'ont pas provoqué la rupture de la majorité. Il déclare : « On ne rejette pas l'histoire. Mais on peut avoir le regret de ne pas être allés jusqu'au bout. Si on avait su voter la motion de censure en temps voulu, les choses auraient été plus claires. Ainsi, sur l'affaire de la taxation des plus-values, c'était le point de rupture, l'engagement de Giscard vers une socialisation de la société et le blanc-seing donné aux technocrates. L'impôt sur la fortune est dans sa filiation. A ce moment en tous cas, nous aurions dû dire non. Mais on s'était enfoncé dans une certaine lecture de la Constitution. Des membres du mouvement, parmi les plus importants, comme Couve de Murville, Debré ou Guéna, étaient opposés à la rupture, considérant qu'on ne renversait pas un gouvernement sur une affaire fiscale, mais sur une question d'indépendance nationale. Pourtant, les Français auraient compris. Deux mois plus tard, Chirac est parti de Maitignon. S'il était parti deux mois plus tôt, cela aurait été moins confus ».

## Le comité central du P.C.F.

### « NOUS NE SOMMES PAS EN CRISE », DECLARE M. JUQUIN

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du parti communiste, a indiqué à la presse, mardi 19 avril, que la discussion engagée au comité central, réuni pour deux jours, portait sur tous les aspects du rapport présenté, le matin, par M. Georges Marchais ; les élections municipales, le bilan du gouvernement de gauche, les tâches du parti communiste, l'action pour la paix et pour le désarmement. Les interventions ont fait entendre « différents accents », a dit M. Juquin, les membres du comité central rendant compte « très fidèlement du débat qui a eu lieu pendant un mois dans le parti ».

Selon M. Juquin, cette réunion du comité central doit avoir « des retombées positives sur le développement de l'action » du P.C.F. Le porte-parole du parti a souligné le caractère « prospectif, combatif et mobilisateur » du rapport de M. Marchais. « Nous ne sommes pas en crise », a déclaré M. Juquin.

M. Juquin a indiqué, d'autre part, que la question d'éventuels changements au sein de la direction du parti communiste est « hors de toute actualité ». Dans le même ordre d'idées, il a déclaré n'attacher « aucune importance » à l'absence de M. Roland Leroy, membre du bureau politique, directeur de l'humanité, dont le voyage en Chine ne devait s'achever que mercredi soir.

**Devenez une lumière en anglais!**

PROCHAINS COURS INTENSIFS  
21 mai 1983

**ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE**  
20 passage Dauphine  
75006 Paris - Tél. 325.41.71

## EN EXCLUSIVITÉ DANS parents LES FRANÇAIS SE PRONONCENT SUR LES DÉPENSES DE SANTÉ

« Voici trois opinions concernant la façon dont doit être conçue la politique de la santé en France. Quelle est celle qui se rapproche le plus de ce que vous-même vous pensez ? »

- Il faut que les dépenses de santé des Français ne progressent pas plus vite que la production et la richesse nationale ;
- Quelle que soit la façon dont évolue la richesse nationale, les dépenses de santé doivent répondre à leurs besoins en soins ;
- Les dépenses de santé des Français ont atteint un tel niveau et sont une telle charge pour la nation qu'il faut tout faire pour essayer de les réduire.

« Voici différents postes de dépenses du budget de l'État. Quel est celui qui, selon vous, doit être prioritaire dans les années à venir ? »

- L'environnement ;
- La délinquance nationale ;
- L'éducation nationale ;
- Les équipements collectifs (routes, stades, piscines...)
- La recherche scientifique ;
- La santé publique ;
- La formation professionnelle ;
- Le logement ;
- L'agriculture ;
- La culture ;
- Jeunesse, sports, loisirs.

« Si les dépenses de santé des Français devaient continuer d'augmenter, se poserait alors la question de savoir comment elles pourraient être financées. Voici six moyens possibles de financer de telles dépenses. Quel est celui que, personnellement, vous accepteriez le plus facilement ? »

- Financement par une augmentation des impôts ;
- Financement par une augmentation des cotisations à la Sécurité sociale payées par les assurés ;
- Financement par des systèmes d'assurances individuelles privées venant compléter la Sécurité sociale (de type mutuelle ou compagnie d'assurances) ;
- A côté d'une Sécurité sociale assurant des rembourse-

**un mois éton pour 9104 FRUITS TALBOT HO**

**Le meilleur NEU M. GÉ**

سكزات الامم





ص:ا من الامل

MILIEUX MEDICAN

... de la ...  
... de la ...  
... de la ...

ANTS

... de la ...  
... de la ...  
... de la ...

Une centaine de professeurs contre la ...

... de la ...  
... de la ...  
... de la ...

# LETTRES

## Jours de fête pour la poésie

L'idée d'organiser une fête nationale de la poésie vient des poètes eux-mêmes. Ils ont été suffisamment nombreux à réclamer une telle manifestation pour que le ministère de la culture se décide à leur donner satisfaction.

samedi 23 avril 1983 et pour les inciter à concourir à son succès. En fait, la journée du 23 avril ne sera que le point culminant de toute une série de manifestations qui s'étaleront dans tout le pays sur plus d'un mois. La plupart de ces manifestations sont financées par leurs organisateurs. Certaines d'entre elles ont bénéficié d'une subvention du Centre national des lettres ou des directions régionales de la culture. La direction du livre a consacré pour sa part à la fête un budget de 250 000 francs, qui aura servi principalement à ériger une affiche à cent vingt mille exemplaires et à publier une brochure.

## Retour aux neiges d'antan ?

Il a été question un moment, au ministère de la culture, de lancer un concours national de poésie. Ce serait de la folie ! aurait répondu un responsable du Centre national des lettres. Nous serions enlevés sous les manuscrits ! Beaucoup de Français, en effet, dans tous les milieux, s'adonnent à la poésie. La production poétique est infiniment plus abondante que la production romanesque.

Ainsi, les étudiants de l'Institut supérieur de gestion ont créé récemment un concours de poésie ouvert aux jeunes de quatorze à vingt-cinq ans. Ils ont reçu deux mille réponses. Les organisateurs du concours de TFI « Les jeunes du monde en poésie », réservé aux jeunes de dix à quatorze ans, ont reçu, eux, vingt mille réponses ! R.T.L. et la revue Poésie 1 (éd. Saint-Germain-des-Près) ont dû interrompre le concours qu'elles organisaient il y a quelques années, parce qu'elles recevaient trop de manuscrits. Elles ont refait un concours cette année, réservé, mais aux ouvrages publiés : elles en ont reçu cinq cent quarante, quatre ! Deux autres concours en moyenne arrivent chaque semaine aux éditions Saint-Germain-des-Près. La revue L'Esprit, elle, n'a pas de concours : elle était nettement moins nombreuses il y a dix ans.

### La poésie se vend mal

Pourtant, il est infiniment plus difficile de publier un recueil de poèmes qu'un roman. La poésie se vend mal, et un recueil vendu à mille exemplaires est considéré comme un best-seller. « Il m'est arrivé de voir des jeunes de quinze-vingt ans lire de la poésie dans le train, que je prends souvent, mais jamais des hommes de plus de quarante ans », dit le poète Hubert Juin.

Les grandes maisons d'édition parisiennes en publient peu. A l'occasion de la fête de la poésie, Flammarion sort ce mois-ci cinq recueils : c'est un événement tout à fait exceptionnel. Gallimard, lui, publie dans « Folio junior » un volume intitulé *La France en poésie*. « Une maison d'édition qui ne publierait que de la poésie serait difficilement viable », dit Bernard Delvaille, responsable du département poésie chez Seghers-Laffont. Après bien des péripéties, les édi-

tions Saint-Germain-des-Près survivent en publiant, sous le label des éditions du Cherche-Midi, des livres d'humour et en demandant aux jeunes poètes de participer au financement de leurs œuvres (l'abonnement de leurs œuvres de son ouvrage sur un tirage de cinq cents). Il n'est pas surprenant que le nombre de recueils publiés, qui paraissent bien souvent à compte d'auteur, soit en progression. Un éditeur comme la Pensée universelle fait de très bonnes affaires en publiant de la poésie que financent intégralement ses auteurs.

« L'activité poétique est beaucoup plus intense en province qu'à Paris », dit Hubert Juin. Il existe effectivement d'excellents éditeurs de poésie en province, qui publient, avec beaucoup de goût, des ouvrages importants. Lors de l'attribution du prix Nobel de littérature à Elytis, une seule de ses œuvres était disponible en français, chez Fata Morgana, à Montpellier. Les éditions Ubac, à Rennes, publient la correspondance Butor-Georges Perros, les Cahiers des Brisants, à Mont-de-Marsan, un inédit de Gide. Il faut encore citer Actes-Sud dans les Bouches-du-Rhône, Dominique Bedon dans le Lot, Jacques Brémond dans le Gard, Calligrammes à Quimper, Pandora à Aix, Passage à Bordeaux, Rougerie à Mortemar, Villains en Lorraine. Mais ces éditeurs aussi connaissent des difficultés. Publier peu - de dix à vingt titres par an - ils travaillent avec un personnel très restreint et sont souvent obligés, tout comme les éditeurs parisiens, de demander l'aide du Centre national des lettres.

Le C.N.L., qui a justement pour mission de « libérer la littérature vivante des pressions économiques qui pèsent sur elle », a sensiblement accru son effort en faveur de la poésie. Les subventions allouées aux éditeurs sont passées de 550 000 F en 1982 à 650 000 F cette année et ont été réparties entre cinquante-trois maisons pour soixante-trois ouvrages. Le C.N.L. encourage aussi les revues (en 1982, treize-huit d'entre elles se sont partagées 373 000 F), diverses animations et, bien sûr, les poètes : il a décerné quarante et une bourses en 1982, au lieu de vingt-quatre en 1981.

« Nous avons beaucoup de bons poètes, une création vive, intéressante, de qualité, qui pourtant ne

réussit pas à atteindre le public », dit Georges-Emmanuel Clancier. Juge-t-on la poésie trop inaccessible, lointaine ? « A partir de Mallarmé commence une ère de purification de la poésie, qui l'éloigne du public », dit Georges-Emmanuel Clancier. Il faudrait expliquer cependant que la poésie d'aujourd'hui n'est pas du tout désincarnée, qu'elle est, au contraire, très humaine, comme celle de Tardieu ou d'André Frénaud ou d'autres.

« Je crois que la poésie est en train de s'éloigner d'une certaine abstraction qui avait cours il y a dix ou quinze ans », dit Bernard Delvaille. Elle devient plus humaine, je le vois pas d'autre mot, plus accessible, plus intéressante. Hubert Juin : « De même que la prose a récupéré le narratif, après la période du Nouveau Roman, la poésie abandonne les recherches de laboratoire et récupère le lyrisme. On redécouvre Paul Gaudin, on redécouvre Jean Follain. Je suis sûr aussi que le Nouveau Roman, comme la poésie de laboratoire, correspondait à une certaine forme d'urbanisme qu'on rejette aujourd'hui au profit d'un habitat plus humain. On s'oriente vers une poésie plus communicable, on en a assez de l'anonymat. »

### Optimisme

Les poètes sont plutôt optimistes. Les lieux où l'on recite la poésie se sont multipliés ces dernières années, aussi bien à Paris (Chailot, Boulogne, sous-sol de la Madeleine, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, Théâtre des déchargeurs, et, depuis peu, Maison de la poésie au Forum des Halles) qu'en province. « On vient encore de m'appeler pour une manifestation à Cateau-Cambrésis, dans le Nord », dit Juliette Darie, qui a organisé des dizaines d'expositions de peintures-poèmes en banlieue parisienne et en province et créé un Festival annuel dans le Cher (« Poètes en Sologne »).

Il semble que l'attitude du public à l'égard de la poésie change. Peut-être a-t-il découvert, en écoutant des poèmes chantés, ou en lisant des « poches » comme ceux de la collection « Poésie » chez Gallimard, que le poème retient de toutes les interrogations que pose l'existence.

VASSILIS ALEXAKIS.

# DÉFENSE

## La loi de programmation militaire

(Suite de la première page.)

Selon les informations recueillies de très bonne source, le projet de loi de programmation militaire 1984-1988 reprend, pour les principales mesures retenues, les conclusions du conseil de défense du 24 novembre 1982 sur la réorganisation de l'ensemble des forces terrestres classiques de la France.

C'est ainsi que la marine nationale, après avoir mis en service - comme prévu initialement - en 1985 un sixième sous-marin nucléaire lance-missiles baptisé *Inflexible* et pourvu de seize missiles M4 à six têtes thermonucléaires chacun, sera autorisée à construire en 1988 un nouveau modèle de sous-marin stratégique qui devrait être opérationnel en 1994. Cette force océanique stratégique sera protégée par la mise sur pied progressive d'une flotte d'avions de patrouille maritime Atlantic Nouvelle Génération (A.N.G.), qui, pour une première tranche de seize appareils, sera chargée de la sécurité des approches maritimes et de la lutte anti-sous-marine à longue distance.

La marine nationale devrait, d'autre part, commander un porte-avions (catalyseur et hélicoptères) à propulsion nucléaire pour remplacer *Clemenceau* après 1992-1993. Trois sous-marins nucléaires d'attaque s'ajoutent aux cinq bâtiments de cette catégorie qui sont déjà commandés, et dont deux exemplaires, le *Rubis* et le *Saphir*, existent aujourd'hui pour l'escadre de la Méditerranée.

### Changement de doctrine

Chargée de mettre en œuvre les missiles sol-sol balistiques du plateau d'Albion, en Haute-Provence, et les bombardiers nucléaires Mirage-IV, l'armée de l'air continuera de recevoir l'avion de combat Mirage-2000 - dont certains exemplaires seront dotés de missiles air-sol moyenne portée (A.S.M.P.) à tête nucléaire - et elle sera autorisée à entreprendre l'acquisition d'avions-radar pour améliorer sa détection aérienne à basse altitude.

Mais c'est pour l'armée de terre qu'il est prévu d'importants changements de doctrine, d'organisation et des principaux systèmes d'armes.

Si l'on en croit les derniers arbitrages arrêtés par le gouvernement, l'armée de terre française - au prix d'une diminution de vingt-deux

mille hommes en cinq ans sur les trois cent cinquante-quatre mille qu'elle compte actuellement - devra constituer une nouvelle force, dite aéro-mobilité et blindée, pour la défense rapprochée des frontières, le combat en Europe aux côtés des alliés et pour des actions d'assistance hors d'Europe.

Cette force a été dénommée Force d'action et d'assistance rapide (F.A.A.R.) : elle est principalement organisée autour de blindés légers et d'hélicoptères anti-chars.

Pour succéder au missile nucléaire tactique P1000, qui équipe aujourd'hui l'artillerie du corps de bataille, l'armée de terre disposera, en 1992, de son premier régiment Hadès, le Hadès étant un missile pouvant tirer des charges nucléaires tactiques jusqu'à 350 kilomètres de distance et des charges neutroniques à 60 kilomètres de portée, si, durant l'exécution de la loi de programmation militaire, le chef de l'Etat choisissait de fabriquer en série l'arme à rayonnements renforcés.

Pour tenir tous ces engagements, le gouvernement a prévu de consacrer, entre 1984 et 1988, une somme globale de 830 milliards de francs à la défense (dépenses de fonctionnement et d'équipement). Ce qui représente un budget annuel de six milliards de francs, au lieu de 133 milliards en 1983 (non compris le montant des pensions).

JACQUES ISNARD.

VT  
LE

# "UN LIVRE ÉVÉNEMENT"

Dievri Enlan, L'Esprit.

Tout a fait important, peut-être même décisif.

Bernard Pivot, L'Esprit.

Un grand neurobiologiste fait le point des connaissances actuelles sur le système nerveux et avance des hypothèses sur le mécanisme de la pensée.

Alfred Ange d'Adler, le Monde.

Le bilan de vingt ans de découvertes aussi révolutionnaires que celle de l'atome en physique, au début du siècle, ou celle du code génétique dans les années cinquante. Il constitue un manifeste.

Gérard Bawart, le Nouvel Observateur.

On n'avait sans doute jamais tenté une synthèse aussi ambitieuse de nos connaissances sur le cerveau, ni formulé des hypothèses aussi audacieuses sur la réalité matérielle du psychisme.

Dominique Simeoni, L'Espresso.

Jean-Pierre Changeux jette les bases d'une «biologie moderne de l'esprit».

Science et Avenir.

Un document d'une richesse exceptionnelle. Le «Changeux» est désormais indispensable.


Jean-Pierre Changeux, Europe n° 1.

Jean-Pierre Changeux bouleverse les sciences de l'homme... son ouvrage s'inscrit dans la lignée des livres de Jacques Monod, «Le hasard et la nécessité», et de François Jacob, «La logique du vivant».

Joël de Rosnay, l'Expansion.

## Jean Pierre Changeux

# L'homme neuronal



le temps des sciences

FAYARD

420 p.  
120 F

ation de  
voyage  
au sein  
par M.  
il faut  
après la  
variété  
-France  
reçoit  
à l'entre  
et son

ait des  
irés de  
2,6 mil-  
an.  
développé  
nos uns  
l'agencement  
d'origine  
sautés  
re 1982  
emplois  
arés du  
rentes-  
puls à  
l'écou-  
n. Les  
s, une  
matrices  
basses

ntation  
R) à  
1,5 %, il  
lié à  
un lan  
de

roduc-  
orque  
t clai-  
a pro-  
deux  
ysique  
si) et  
maître,  
rela-  
est la  
aussi  
us de  
ement  
a un  
nage :

exam-  
P. les  
laque  
r les  
de  
pour  
de

qu'il  
l'hu-  
ment  
ne de  
mble  
gou-  
une  
tra-  
tique  
pou-  
ton-  
né-  
in-  
cent  
ries,  
la au  
nan-  
est  
les  
s.

T  
-  
pos

de  
une,  
ma-  
nos  
une  
les  
);  
dus-  
i de  
la  
nos-  
de  
ser-  
m-  
m-  
ule  
vdi-  
né-  
vo-  
uti-

de  
ne  
le  
si

de  
ne  
le  
si





## KING SUNNY ADE, LES KOTIBA, LES AMAZONES

## UNE COOPÉRATION FRANCO-ISRAËLIENNE FRUCTUEUSE

## L'ethno-musicologie remonte des filières de civilisations

AMÉRICAINS ET FRANÇAIS

*lithographies  
gravures* *serigraphies  
affiches*

**GALERIE 212**

212, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS - Tél. : 549-43-35  
du mardi au samedi 10 h à 19 h

هكذا من الأصل



## SÉLECTION











## ANNONCES CLASSES

|                    |                      |
|--------------------|----------------------|
| ANNONCES ENCADRÉES | Leintjeuf* Irving IT |
| OFFRES D'EMPLOI    | 43,40 51,47          |
| DEMANDES D'EMPLOI  | 13,00 15,42          |
| IMMOBILIER         | 33,60 39,85          |
| AUTOMOBILES        | 33,60 39,85          |
| AGENDA             | 33,60 39,85          |

## OFFRES D'EMPLOIS

Adresser candidature détaillée, photo ■ prétentions  
référence 7785 CONTESSE PUBLICITE  
20, boulevard de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

**emplois régionaux**

Une importante équipe d'H.M. (150 personnes) représentée son Chef Admiral William Beatty, Président la Commission Générale, il aura la responsabilité d'un service ne 12 personnes. Il sera chargé essentiellement de la gestion administrative et commerciale d'un parc total de 7500 logements; du maintien des états des lignes (sortie et entrée des navires); de la coordination et du contrôle de l'activité des gardiens qui assurent l'entretien et la surveillance des immeubles. Il représentera la Direction Générale auprès des comités de lignes et des instances Agées Administratives et de Formation supérieures (droit, lettres, sciences humaines) il aura si possible remplir les fonctions analogues dans des branches d'activités de l'Armée. Homme de contact et de dialogue, il devra faire preuve de qualités de jugement, d'ouverture d'esprit et de dynamisme; son expression écrite sera particulièrement soignée. Lieu et date de travail : ville maritime du Canada et la France.

Adresse : lettre manuscrite, C.V. déposé et prétentions sous référence no 5 à Contesse François - 20, av. de l'Opéra - 75001 Paris  
Cédez 01. Réponse et réaction rapides.

**INSTITUTION  
DE FORMATION  
CONTINUE  
RECRUTE  
CHEF DU  
DÉPARTEMENT  
LANGUES**

**CE POSTE EXIGE :**

- une forte expérience dans le domaine linguistique.
- une connaissance approfondie d'au moins deux langues véhiculaires, dont l'anglais.
- des références dans le domaine de l'animation d'une équipe et de la gestion de la formation.

Envoyer candidature manuscrite et C.V. détaillé à :

**JB/353 HAVAS, B.P. 907,  
76023 ROUEN CEDEX**

Envoyer lettre et C.V. à  
N. TRINH, O.R.P.A., 120, avenue  
de Wagram, 75017  
PARIS. Tél (16-1) 227-27-18.

Ecrire avec C.V. et prétentions à l'adresse ci-dessous  
en précisant référence RV/GW :  
**M. R. CHAMAK**  
152, avenue de Malakoff. - 5 Th. Floor,  
75116 Paris. - Téléphone (33-1) 47 20 11 11

Merci de nous faire parvenir votre CV avec photo, salaire actuel ■ prétentions sous réf. 4000, SEP Service du Personnel, BP 802, 27207 VERNON.

dates. The final date for returning completed application forms will be 23 may 1983.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions  
au C.N.E.S. Direction des lanceurs, Service du Personnel  
C.N.E.S. Direction des lanceurs, Service du Personnel  
C.N.E.S. Direction des lanceurs, Service du Personnel

Envoyer C.V. et prétentions  
SESA 20, chemin de la Caplaine  
3001 TOULOUSE Cedex  
ou tel. à M. BERTHOUMIER

Rech. DIRECTEUR S.A.F.D.  
colo, camps, adolesc., Francs.

Ecrire sous le n° T 039.718 à  
RÉGIE-PRESSE  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

**COTE-D'IVOIRE**  
Société commerciale cherche  
pour gestion responsabilité  
papier de dame maximum  
45 ans, connaissances compta-  
bilité, références exigées.  
Ecrire Havas Marseille  
n° 81.337.

Ecrire sous le n° T 039.718 à  
**RÉGIE-PRESSE**  
85 Bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Rech. DIRECTEUR B.A.F.D.  
col., camps, adolec., Francs,  
étranger. Été, exp. adgée.  
Téléphone : (16-38) 21-53-05

... ..

34: a 10 - 1000  
 35: a 10 - 1000  
 36: a 10 - 1000  
 37: a 10 - 1000  
 38: a 10 - 1000  
 39: a 10 - 1000  
 40: a 10 - 1000  
 41: a 10 - 1000  
 42: a 10 - 1000  
 43: a 10 - 1000  
 44: a 10 - 1000  
 45: a 10 - 1000  
 46: a 10 - 1000  
 47: a 10 - 1000  
 48: a 10 - 1000  
 49: a 10 - 1000  
 50: a 10 - 1000  
 51: a 10 - 1000  
 52: a 10 - 1000  
 53: a 10 - 1000  
 54: a 10 - 1000  
 55: a 10 - 1000  
 56: a 10 - 1000  
 57: a 10 - 1000  
 58: a 10 - 1000  
 59: a 10 - 1000  
 60: a 10 - 1000  
 61: a 10 - 1000  
 62: a 10 - 1000  
 63: a 10 - 1000  
 64: a 10 - 1000  
 65: a 10 - 1000  
 66: a 10 - 1000  
 67: a 10 - 1000  
 68: a 10 - 1000  
 69: a 10 - 1000  
 70: a 10 - 1000  
 71: a 10 - 1000  
 72: a 10 - 1000  
 73: a 10 - 1000  
 74: a 10 - 1000  
 75: a 10 - 1000  
 76: a 10 - 1000  
 77: a 10 - 1000  
 78: a 10 - 1000  
 79: a 10 - 1000  
 80: a 10 - 1000  
 81: a 10 - 1000  
 82: a 10 - 1000  
 83: a 10 - 1000  
 84: a 10 - 1000  
 85: a 10 - 1000  
 86: a 10 - 1000  
 87: a 10 - 1000  
 88: a 10 - 1000  
 89: a 10 - 1000  
 90: a 10 - 1000  
 91: a 10 - 1000  
 92: a 10 - 1000  
 93: a 10 - 1000  
 94: a 10 - 1000  
 95: a 10 - 1000  
 96: a 10 - 1000  
 97: a 10 - 1000  
 98: a 10 - 1000  
 99: a 10 - 1000  
 100: a 10 - 1000

... ..

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

| OFFRES D'EMPLOI     | La 1ère | La 2ème |
|---------------------|---------|---------|
| DEMANDES D'EMPLOI   | 77,00   | 91,32   |
| IMMOBILIER          | 11,00   | 27,04   |
| AUTOMOBILES         | 11,00   | 27,04   |
| AGENDA              | 52,00   | 61,67   |
| PROP. COMM. CAPITAL | 151,80  | 180,03  |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | La 1ère | La 2ème |
|--------------------|---------|---------|
| OFFRES D'EMPLOI    | 51,47   | 51,47   |
| DEMANDES D'EMPLOI  | 13,00   | 15,42   |
| IMMOBILIER         | 33,60   | 38,85   |
| AUTOMOBILES        | 33,60   | 38,85   |
| AGENDA             | 33,60   | 38,85   |

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## formation professionnelle

### LE MONITEUR

Journal de la construction et de l'aménagement du cadre de vie. Le Moniteur est, avec 100.000 lecteurs le premier hebdomadaire économique et professionnel français. Le monde de la construction est en pleine mutation : réduction des coûts, économies d'énergie, introduction rapide de l'informatique conduisant à innover dans tous les domaines (matériaux et composants, conception, méthodes et organisation...). Dans le cadre de l'évolution de notre secteur nous recherchons un

### Journaliste chef de la rubrique Technique

Il aura à définir la politique rédactionnelle technique et à animer une équipe de journalistes. Sa responsabilité couvrira la rubrique technique hebdomadaire, mais aussi des numéros spéciaux. Il devra entretenir également des relations régulières avec des organismes et entreprises importantes tant en France qu'à l'étranger.

Ce poste s'adresse à un journaliste confirmé, ingénieur de formation, ayant une bonne connaissance du bâtiment. Une expérience informatique est un atout supplémentaire. Surtout, le candidat devra apporter la preuve d'une incontestable aptitude à la communication écrite. Rigueur, efficacité et mobilité sont les qualités recherchées. Une bonne pratique de l'anglais est un atout.

Outre la prise en charge immédiate d'un domaine rédactionnel important, nous offrons une participation à l'évolution du journal, de larges possibilités d'évolution tant au sein des publications du Moniteur (groupe CEP - Compagnie Européenne de Publication) dont nous faisons partie, que politique de formation originale adaptée à nos besoins propres et vous permet de développer votre potentiel.

Adresser votre candidature à M. Dominique BOUDET  
Direction de la Rédaction  
Le Moniteur - 17, rue d'Uzès 75002 PARIS.  
Joignez à votre curriculum vitae une photo et votre niveau actuel de rémunération.

### SIEMENS

Le développement de notre activité  
Photogravure nous conduit à rechercher :

### Ingénieurs Commerciaux Photogravure

Une expérience confirmée (minimum 5 ans) de la vente des systèmes de gamme dans les arts graphiques ainsi qu'une maîtrise technique technique notamment des applications de l'informatique font de vous un véritable professionnel.

Si l'opportunité de venir rejoindre notre force de vente vous intéresse, merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé et prétentions, en indiquant la référence 1014.

Département du Personnel  
B.P. 122 93204 SAINT DENIS CEDEX 1  
ou pour un premier contact, adressez nous directement pendant le salon T.P.G. qui se tiendra à VILLEPENTE du 20 au 28 Avril, à notre stand 10 - Hall n°1 Allée A.

Siemens S.A.

Les Laboratoires pharmaceutiques  
SMITH KLINE & FRENCH  
et GRENY-LONGUET  
recherchent :

### JEUNE DIPLOME CONTROLE FINANCIER USINE

Il s'agit d'un poste de 1er niveau de production (Tableau de bord, statistiques) et de la gestion des stocks de fabrication. La coordination entre les Services Financiers du Siège et de la Direction Usine et des Services Financiers des Usines est assurée.

PROFIL : Formation supérieure (Université ou Ecole de Commerce) et première expérience de milieu industriel et de la production. Connaissances indispensables en INFORMATIQUE et en FINANCES.

Notre établissement regroupe les avantages d'une structure de taille moyenne (120 personnes) tout en offrant des possibilités de progression au sein d'une Société internationale en expansion.

Rejoindre la Direction du Personnel à St. Denis, 12, Place de la Liberté Cedex 26, 93200 PARIS LA DEFENSE.

Sté proche banque Ouest recherche

### RÉDACTEUR TECHNIQUE

de manuels de réception, catalogues, notices, notices d'utilisation. Utilisation de l'ordinateur pour mise à jour.

Anglais souhaité, connaissances techniques, 5 ans exp. Env. C.V. en 3 copies à : 20000 Paris 15ème, 111 PARIS

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORT/TRANSIT recherche pour son Siège Social - PARIS 16<sup>e</sup>

### ASSISTANT CHEF DU PERSONNEL

• DUT (niveau du Personnel ou équivalent) expérience similaire, de 1 à 3 ans environ, souhaitée.

Pour Administration et Gestion du Personnel de réseau d'agences implantées en France métropolitaine.

Adresser C.V. et prétentions à M. 67908 à COTTESSANT Publicité 20, rue Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

### SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

### ANALYSTE DE GESTION

Recherche d'applications depuis un matériel IBM, sur mini-ordinateurs ou mainframe. Expérience de 3 à 5 ans, poste à pourvoir immédiatement à Paris.

### ANALYSTE PROGRAMMEUR INGÉNIEUR

Connaissances : Vais. Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

### ADMINISTRATION Clichy

### AGENT TECHNIQUE

pour négociation-rédaction marchés. Expérience de 3 à 5 ans. Env. C.V. et prétentions à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

### TRADUCTEUR/INTERPRÈTE

Lic. anglais, Lic. allemand, Lic. espagnol, DEUG Droit, spécialité : 585-20-68.

Norme 32 ans, docteur en droit, diplômé I.E.P. Paris, bilingue en français, anglais, espagnol, sans du contact, appréciation, études, responsabilité, mobilité, expérience haut niveau administration et entreprise. Recherche emploi dans organisme sauvegarde de l'environnement France ou étranger.

Env. C.V. et prétentions à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

- Vous pratiquez la fiscalité depuis au moins 10 ans (Cabinet, Entreprise, Administration)
- Vous êtes diplômé de l'E.N.A. (Baccalauréat, Diplôme de l'École Nationale d'Administration)
- Vous avez une expérience de 10 ans ou plus
- Vous recherchez une situation vous offrant à la fois les avantages d'une entreprise dynamique et de stabilité d'une très grande Société

### CONSEIL FISCAL

dans l'un des plus grands Groupes Français de Conseil avec des perspectives de carrière très motivantes.

Ecrire sous référence 67456 à : CREDIT COMMERCIAL, 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

### BERTIN & Co

Nous recherchons un

### INGÉNIEUR MECANICIEN

Entre 10 ans d'expérience dans la conception de machines spéciales et installations industrielles.

Pour contribuer à l'expansion de cette activité, sur le plan technique et commercial, au sein de notre Division Mécanismes et Systèmes Industriels.

Envoyer C.V. et rémunération sous référence 859, à : M. DUFOURMANTELLE, BERTIN & Co, B.P. 3 - 78373 Paris Cedex.

### IMPORTANT ORGANISME SOCIAL recherche

### collaborateur (trice)

MAÎTRISE DE DROIT PRIVÉ

Connaissances en législation hospitalière (O.M., Ecole de la Santé, ...) Comptabilité et expérience demandées.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo (recommandée) et prêt à l'emploi, à : F.M.P. Division des Relations Sociales, 56 à 60, rue Nationale 75004 PARIS CEDEX 13.

### INFORMATIS INGÉNIEURS

Recherche d'ingénieurs expérimentés pour la conception et la mise au point de logiciels de gestion.

### TELEPHONE RADIO-TELEPHONE LOGICIEL DE BASE

MONTEUR ET COMPOSITEUR PROCESS TEMPS REEL

Envoyer C.V. et prétentions à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

### secrétaires

### secrétaires

### Secrétaire de direction bilingue

(Français - Anglais)

Une excellente présentation. techniques du secrétariat exigées qu'une excellente présentation.

Merci d'adresser vos candidatures (CV + lettre manuscrite + photo) Madame Geneviève CAJAT, boulevard Clichy 75018 Paris.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Rejoindre ou téléphoner à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

Une carrière dans l'INFORMATIQUE DE GESTION  
Le groupe BTE va former des  
**ANALYSTES PROGRAMMEURS**  
Durée : 30 semaines  
dont : Travaux pratiques à mi-temps sur IBM 4331 (COBOL, DOS/VSE, CICS, DL1)  
Publie : Demandeurs d'emploi. Niveau requis : BAC + 3 ou équivalent.  
Adresser votre CV à BTE - «Analystes-Programmeurs» - 5 Terrasse Bellini  
La Défense 11 - 92067 Puteaux Cedex. Téléphone 778.18.74

## DEMANDES D'EMPLOIS

**DIRIGEANT 45 ans**  
cadre III B  
secteur région auto + industrie  
avec atelier PL + TP  
Activité entrepreneuriale, 15 ans d'expérience.  
- Formation : Ingénieur Informatique, gestion CNAM + 10 ans  
- Début retour région (à négocier)  
Etudiant toutes propositions.  
Association/succession ou cadre salarié.  
Dane direction administrative/gestion/finances.  
à négocier.  
n° 1.148 le Monde Pub. service  
3, rue des Italiens, 75009 PARIS.

**INGÉNIEUR COMMERCIAL  
INFORMATIQUE**  
28 ans, formation supérieure commerciale 3 ans d'expérience  
dans les systèmes informatiques de gestion aux P.M.E. et  
grandes entreprises, pour promotion des contacts humains  
et esprit d'organisation. Disponible et mobile  
recherche  
région Sud-Est poste organisation ou tout autre  
Rejoindre sous n° 1.181 le Monde Publicité, service  
annonces classées, 3, rue des Italiens, 75009 PARIS.

**CADRE ADMINISTRATIF  
AUTODIDACTE (45 ANS)**  
20 ans d'expérience en :  
- Comptabilité (Analyse, générale, auxiliaire).  
- Direction et gestion de personnel.  
- Informatique et bureautique.  
- Techniques bancaires.  
- Organisation et concepts.  
Libre et indépendant  
recherche poste à responsabilité  
Michel BOUTELOUP, Arbonne-le-Forêt  
77630 BARBIZON. Tél. 066-47-30.

**CADRE SUPÉRIEUR SOCIAL**  
industriel, administratif, technique  
problèmes Marketing,  
Publicité, étude de  
marché, gestion, économie,  
qualité, vente haut niveau.  
Env. C.V. et prétentions à : 83714 BAKOULET CEDEX, 380-13-54/55/56.

**DOCTEUR-MÉDECINE**  
Diplômé de l'École de Médecine de Paris, 30 ans d'expérience  
dans la médecine générale, 1<sup>er</sup> année médecine générale,  
exp. MICRO-INFORMATIQUE  
dans le secteur privé, poste à pourvoir  
immédiatement à Paris.  
M. 27 ans, dipl. Sup. de l'Etat, 15 ans d'expérience  
dans la médecine générale, 1<sup>er</sup> année médecine générale,  
exp. MICRO-INFORMATIQUE  
dans le secteur privé, poste à pourvoir  
immédiatement à Paris.

**travail  
à domicile**  
Dactylo, impasse, rapide, de  
vous tenez sur IBM. Prix mod.  
Téléphone 170-82-21.

**cours  
et leçons**  
Travailleur indépendant toutes  
tranches sur IBM. Tarif à la  
page. Tél. : 867-80-21.

**STAGE 1 INFORMATIQUE**  
COURS DU JOUR  
PROGRAMMATION EN BASIC  
du 25 au 5 mai  
INSCRIPTIONS IMMÉDIATES  
à : rue Béranger, PARIS-8<sup>e</sup>,  
Montmartre/REP. Aubert.  
Tél. : 824-45-25 +

**PROFIL ANALYTE**  
PROGRAMMEUR  
Rome, R.V. : 257-40-20.

**propositions  
diverses**  
Les possibilités d'emplois à  
l'étranger sont nombreuses et  
variées (Canada, Australie, Afri-  
que, Amérique, Asie, Europe).  
demandez une documentation  
notre revue spécialisée  
MIGRATIONS (L.M.)  
3, rue Montoye,  
75428 PARIS CEDEX 08.

les annonces classées  
**Le Monde**  
sont reçues par téléphone  
du lundi au vendredi  
de 9 heures à 18 heures  
au 296-15-01

**automobiles**  
ventes  
de 5 à 7 C.V.  
A VENDRE  
3 CV club blue, Nov. 82,  
Modèle 81 25.800 km,  
3 pneus neufs, Prix Argus  
Tél. : 890-88-48 après 17 h.

**de 8 à 11 C.V.**  
305 SR 1979  
81.800 km. Peint. vert métall.  
Très bon état général.  
Prix : 18.000 F.  
Tél. : 861-82-23 après 18 h.

**de 12 à 15 C.V.**  
505 PEUGEOT 82/83  
Auto Paris XV, 632-69-85,  
63, r. Daumesnil, Paris-15<sup>e</sup>.

**locations**  
PROMOTION  
7 jours - 1.500 km inclus  
R.T. 104 ..... 800 F  
305 BERLINE ..... 1.400 F  
305 BREAK ..... 1.500 F  
R20 1500 ..... 1.500 F  
EXPRESS-ASSISTANCE  
LOCATION VÉHICULES  
721-21-21











## Voyages à l'étranger La Carte Bleue fait le point

**C**ARTE Bleue personnelle, Carte Bleue professionnelle... Quels sont les changements apportés par le contrôle des changes ? Qu'il s'agisse de vos activités quotidiennes ou de vos déplacements à l'étranger, voici le point sur les possibilités actuelles :

### Votre Carte Bleue Visa professionnelle

Elle possède l'avantage d'appartenir à un très vaste réseau mondial : 3,5 millions d'établissements, dans 160 pays, acceptent ce moyen de paiement sûr et prestigieux.

Quelle que soit votre destination, votre Carte Bleue Visa sera honorée. Elle vous permettra de régler toutes les dépenses occasionnées par votre déplacement : hôtel, restaurant, location de voiture, essence, billets de train ou d'avion, etc.

Autre avantage de la puissance du réseau : le prix. La Carte Bleue Visa professionnelle ne coûte que 110 F, sans droit d'entrée ; et votre entreprise bénéficie d'un tarif 50 % dès la 6<sup>e</sup> carte.

### Les professions libérales et les travailleurs indépendants

Si vous exercez une profession libérale, ou si vous êtes travailleur indépendant, vos déplacements à l'étranger peuvent être effectués avec la Carte Bleue Visa, après autorisation de la Banque de France.

Votre établissement Carte Bleue se

chargera des démarches nécessaires.

Dès lors, votre carte personnelle pourra être utilisée comme carte professionnelle pour tout ce qui concerne les nécessités de vos déplacements d'affaires à l'étranger.

### Votre Carte Bleue Visa personnelle

Elle reste valable sans restriction dans tous les pays de la zone franc\*, pour les usages : tourisme ou affaires. Mais vous n'êtes plus autorisé à l'utiliser pour des voyages touristiques hors de la zone franc.

Pour compenser cette réduction des services auxquels vous êtes habitués, les établissements Carte Bleue ont décidé, à titre exceptionnel : toute Carte Bleue Visa émise ou renouvelée sera provisoirement délivrée au prix de 70 F.

En outre, vous bénéficierez, lors du renouvellement de votre Carte Bleue Visa, d'une réduction de :

- 10 F, si votre ancienne carte est renouvelée en juin, juillet ou septembre 1983,
- 20 F, si elle l'est en octobre, novembre ou décembre 1983,
- 30 F, si elle l'est en janvier, février ou mars 1984.

### Et, bien sûr, en France...

En France, rien n'est changé : 200 000 commerçants sont toujours prêts à honorer votre Carte Bleue, avec la commodité, la sûreté et la simplicité que vous connaissez déjà.

Sans cesse amélioré, de plus en plus dense, le réseau des distributeurs automatiques de billets Carte Bleue vous permet de vous dépanner lorsque vous êtes à court d'argent liquide, le soir, en week-end, en vacances...

Pour votre famille, vous pouvez bénéficier d'une deuxième Carte Bleue sur votre compte ou sur un autre compte. A moitié prix...

Enfin, la Carte Bleue est en train de franchir une étape importante vers l'avenir, en mettant en service progressivement un système de paiement électronique très élaboré, encore plus simple, rapide et sûr...

### Pour obtenir votre Carte Bleue professionnelle

Vous obtiendrez dans les meilleurs délais la (ou les) Carte (s) Bleue (s) professionnelle (s) nécessaire (s) à vos activités à l'étranger en adressant vos demandes à votre établissement bancaire Carte Bleue soit par télex, soit par courrier. Il sera à même de vous fournir tous renseignements complémentaires.

\* Liste des pays de la zone franc : France, Monaco, Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion, Saint-Pierre et Miquelon, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis & Futuna, Bénin, Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire, République Centrafricaine, Gabon, Haute-Volta, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Comores.

## La négociation

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

Les négociations sont des échanges de propositions. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts. Elles sont le résultat de la confrontation de deux intérêts.

## La négociation sur les prix agricoles

Les négociations sur les prix agricoles sont complètement bloquées. La présidence allemande, après avoir écouté séparément chacune des délégations tout au long de la journée du mardi 19 avril, a présenté dans la soirée un document qui analysait - très imparfaitement - les positions en présence, mais ne proposait pas de formule de compromis sur les principaux points en suspens.

Cette manière de faire a été vivement critiquée par la majorité des délégations. Les débats, qui se sont prolongés tard dans la nuit, ont surtout permis de mieux constater combien les positions en présence étaient non seulement éloignées, mais aussi difficilement conciliables.

Les ministres, conscients de l'impasse des négociations, ont demandé à la Commission de revoir ses propositions afin d'essayer de rendre possible un compromis et ont décidé de reprendre leurs débats sur cette nouvelle base mercredi à 15 heures. « Nous sommes devant une situation qui pourrait tourner à la crise grave », a commenté M. Rocard à l'issue de la réunion.

Une centaine d'agriculteurs ont manifesté mardi 19 avril au Mans (Sarthe), et deux cents environ dans le Lot-et-Garonne. Après avoir déversé un camion de fumier devant la préfecture, ils ont déclaré vouloir « prendre leurs distances avec François Guillaume et son ami Michel Rocard ». Le C.N.J.A., pour sa part, a mis en garde le gouvernement contre « un compromis au rabais ».

## Un coup pour rien

Luxembourg (Communautés européennes). - Un coup pour rien. C'est l'impression qu'a laissée la journée de mardi. M. Kiechle, le ministre allemand, qui présidait les travaux des Dix, avait pris les choses en main. Son sous-directeur projet de compromis fut salué un peu partout par des rires amers, tant il savait aux yeux qu'il était vide de toute substance et ne pouvait contribuer à faire progresser les débats. La séance de nuit prit la forme d'un réquisitoire contre la présidence allemande.

« La situation est pour l'instant bloquée. Le texte que nous a été soumis n'a pas la qualité d'un compromis puisque, en effet, il ne fournit pas de propositions. Il ne constitue même pas un résumé correct des positions en présence. Ainsi les références faites au gentleman agreement de 1979 sur les conditions de suppression des montants sautoires monétaires (M.C.M.) après l'entrée en vigueur du système monétaire européen (S.M.E.) sont incomplètes. Il est indéniable que la seule allusion qui soit faite à cet arrangement est de façon unilatérale, en ne tenant aucun compte de ce que j'ai répété depuis lundi à ce sujet », a commenté M. Rocard à la fin de la séance.

La présidence allemande, quant à elle, a appelé que le gentleman agreement de 1979 faisait référence à la nécessité de tenir compte du revenu des agriculteurs. Il précise que les réductions des M.C.M. ne doivent pas conduire à une diminution des prix en monnaie nationale. Il se gardait de noter que ce même gentleman agreement pose comme principe de base que tout nouveau M.C.M. doit totalement disparaître dans un délai maximal de deux ans.

M. Kiechle est nouveau. Son faux pas de mardi, délibéré ou non, lui sera probablement vite pardonné. Du moins si les choses s'arrangent. Mais rien n'est moins sûr, et la tâche de sauvetage confiée à la Commission n'est pas évidente. Les positions sont fermement contradictoires et lentes à se rapprocher. Il y a trop de contraintes dans le système. Pour aboutir il faut que le conseil accepte de renoncer à une des conditions qui se trouvent actuellement posées. M. Rocard, il a alors cité les trois principales contraintes suivantes : la volonté de plusieurs Etats membres, et en particulier de la France et de

## De notre envoyé spécial

L'Italie, de parvenir à un démantèlement substantiel des M.C.M. positifs appliqués par la R.F.A. : celle des Allemands d'obtenir une légère augmentation des prix en deutschemarks (ils voulaient 2 %) et, en tout cas, de refuser toute baisse de ces prix ; l'impossibilité, parce que cela favoriserait la production d'excédents et entraînerait un accroissement de la charge budgétaire, de relever de façon plus sensible que ne le propose la Commission, les prix établis en ECU (+ 4,2 % en moyenne, mais seulement 2,3 % pour le lait, + 3 % pour les céréales et + 2,5 % pour le bled fourrager).

## Bricolage

Conclure n'est possible, pensent donc les Français, que si l'un de ces verrous saute. Lequel ? M. Rocard affirme qu'il ne renonce pas à une réduction significative des M.C.M. allemands et répète qu'il trouve insuffisantes les propositions de la Commission sur ce point. Selon ses calculs, l'application du gentleman agreement de 1979 conduirait, compte tenu du réajustement des parités du 21 mars, à un démantèlement des M.C.M. allemands de 5,9 %. Il est prêt, dit-il, à accepter 4,9 %. Cela semble hors de portée. Et la Commission propose, elle, 2,8 %. Mais à vrai dire, même une réduction de 3,5 % (en admettant que la France se situe la limite basse dont la France et l'Italie pourraient se contenter, semble en l'état actuel des choses inacceptable pour les Allemands).

Apparemment, la seule solution consisterait à donner un coup de main au démantèlement des prix en ECU. La Commission s'y résoudrait-elle ? Rien n'est moins sûr. Lundi, M. Delsager, le commissaire compétent, a insisté sur la nécessité de la situation sur les marchés et la rapide augmentation des prix. Ses prévisions et son rapport au budget, les dépenses de la Commission, les dangers d'un dérapage en la matière. Au reste, une proposition de hausse supplémentaire se heurterait à une vive opposition britannique et des Néerlandais. La situation s'apparente, on le voit, à la quadrature du cercle. La Commission, de truc en truc, peut-elle ne de même bricoler un projet de compromis ? Les ingrédients d'une telle tentative ont été évoqués mardi.

Certains, dont M. Rocard, ont suggéré d'accroître de 1 % la hausse proposée pour le lait - qui passerait ainsi à 2,3 % à 3,3 % - et en contrepartie, afin d'apaiser ceux qui craignent l'accroissement du coût de réorption des excédents, de légèrement relever le niveau de la taxe de responsabilité à laquelle sont assujettis les producteurs. Cette taxe est, actuellement, égale à 2 % du prix indicatif, ce qui la maintient au niveau.

M. Rocard, reprenant ainsi une requête traditionnelle de la France, a proposé que l'assistance, à partir de laquelle est calculé le M.C.M. applicable, soit modifiée. Cette révision, si elle était enfin acceptée (les producteurs qui bénéficient de la situation, tels les Pays-Bas et la R.F.A., sont contre), inciterait peut-être les producteurs français à se montrer légèrement moins exigeants quant au montant général de réduction des M.C.M. à atteindre. C'est qu'en effet le marché en crise de la viande de porc est l'un des plus sensibles.

Il reste à voir si une telle série d'astuces mises bout à bout suffirait, en supposant qu'on les réunisse, à constituer un compromis d'ensemble qui soit présentable.

PHILIPPE LEMAITRE.

## LE MONDE diplomatique

numéro d'avril  
RIGUEUR ÉCONOMIQUE  
ET PASSION POLITIQUE  
De l'analyse à la filibuste  
(Claude JULIEN)  
L'effort de réajustement  
aux États-Unis  
(Guyot BOU  
et Michel T. KARE)  
La semaine : 10 F  
8, rue des Italiens, 75227 Paris Cedex 08  
Publication mensuelle du Monde  
(En vente partout)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LOURDE

### ENTREPRISE NATIONALE DE RECHERCHE MINIÈRE E R E M

## AVIS DE PRÉSÉLECTION INTERNATIONALE

L'Entreprise Nationale de Recherche Minière lance un avis de présélection de sociétés ou de groupement de sociétés spécialisées dans le domaine de la géologie, de l'exploration et de l'évaluation des réserves de gisements d'URANIUM.

Les sociétés intéressées devront constituer un dossier de présélection comportant les pièces suivantes :

- Statuts de la société et la liste de ses principaux actionnaires ;
- Bilans des deux dernières années ;
- Références bancaires ;
- Tous les documents intéressant la qualification de la société dans le domaine de la recherche de l'URANIUM ;
- Tous les documents justifiant les capacités matérielles et humaines dans le domaine de l'interprétation des données de la télédétection (aéro-spectrométrie, photogéologie, données satellites, etc.).

Les dossiers doivent parvenir, sous double pli cacheté et strictement anonyme, à l'adresse suivante :

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'EREM  
BOUMERDES - ALGER - ALGÉRIE

L'enveloppe extérieure devra porter la mention suivante :

« PRÉSÉLECTION INTERNATIONALE URANIUM - A NE PAS OUVRIR »

La date limite de dépôt des dossiers est de trente (30) jours à compter de la publication du présent avis dans le journal « EL MOUDJAHID ».

## LES ORGANISATIONS PATRONALES SE MOBILISENT EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE

Interrogé par l'ETHIC au début du mois d'avril sur « l'environnement des moyennes entreprises », les adhérents de cette organisation patronale des entreprises (la taille humaine - fondée par M. Gattaz en 1976 - ont, à une très grande majorité, défini leurs principales préoccupations : « l'aggravation des charges fiscales et sociales », « l'incompétence des dirigeants politiques », « la dégradation de la liberté d'entreprise ».

M. Robert Lagane, président de l'organisation, a précisé, après l'assemblée générale de l'ETHIC, la stratégie de ces moyennes entreprises de cinquante à deux mille salariés. Elles ont une formidable hâte entre la dégradation des discours tenus par les pouvoirs publics et les actes des dirigeants politiques, face aux « la morale du pouvoir bureaucratique », les adhérents de l'ETHIC entendent « ne collaborer ni résister, mais batailler et pragmatisme de l'économie ».

Même volonté de mobilisation au C.N.P.F., où M. Gattaz présentait, le 19 avril, les nouvelles envisagées pour l'Année de l'Entreprise : non « logo » blanc pour le C.N.P.F., journées portes ouvertes du 10 au 15 mai pour les cinq mille entreprises, formation économique de la gestion, développement de l'expression directe des salariés en participation des cadres au capital. « Nous devons convaincre les Français que ce sont les entreprises - elles et elles seules - qui créent les richesses et les emplois, qui préparent le futur et qui sont les artisans d'un monde meilleur pour l'homme. » M. Gattaz de conclure : « Les entreprises ont besoin de l'adhésion de ceux qui y travaillent et de ceux qui les financent, car une équipe gagnante est celle qui porte vers la victoire par leur ardeur ».

Voilà qui semble convaincre l'Humanité du 21 avril. « Personne ne se dupe, écrit la quotidien communiste. Ce dont il s'agit pour le C.N.P.F., c'est de porter l'affrontement politique justement au sein même de l'entreprise, et de faire ainsi qu'il y ait l'avantage des principaux adversaires de la moindre bouleversement dans l'organisation sociale de la production de la richesse ».

L'industrie manufacturière a tourné en mars à 69,4 % de ses capacités, soit 0,7 point de plus qu'en février, contre 68,7 % en janvier. La progression industrielle qui, pendant le mois sous revue a été de 1,1 %. (A.F.P.)

## Les prêts aux collectivités de la Caisse des dépôts resteront inchangés en 1983

Les prêts accordés aux collectivités locales par l'ensemble des caisses d'épargne et de crédit d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) devraient s'établir, en 1983, à un niveau voisin, en francs, du niveau atteint en 1982 (prêt de 11 milliards de francs), a indiqué M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts.

Ce maintien, qui se traduit par une baisse en francs réels, intervient, toutefois, après deux années de forte croissance : + 21 % en 1982 et + 16 % en 1981. Il tient compte à la fois de l'abattement de 2 milliards de francs effectué par le gouvernement au titre du plan de rigueur de la contribution sociale de la Caisse des dépôts et d'autres investissements, notamment le logement, et des prévisions sur la collecte de l'épargne, grande ressource de la Caisse.

Les prévisions font état d'un abaissement en francs réels (donc d'une baisse en francs réels), la collecte de l'épargne des caisses d'épargne s'établissant à 7,75 milliards de francs au premier trimestre 1983 contre 7,7 milliards de francs au premier trimestre 1982. A l'intérieur de cette collecte, on a vu un bond du prêt d'épargne populaire, le « livret » de revenu indexé

sur l'inflation, avec un montant de prêts porté pendant le premier trimestre 1983 à 8 milliards de francs contre 3,9 milliards de francs au 1<sup>er</sup> janvier 1983, et 1 million de francs contre 100 000.

Ce bond s'est effectué aux dépens des livrets d'épargne, dont les dépôts ont diminué de 3,5 milliards de francs pour les livrets A, exonérés d'impôts.

Par ailleurs, M. Robert Lion fait le point sur le « nouveau projet pour les Caisse des dépôts », allée et conseil des pouvoirs locaux. Il a précisé que ce rôle, exercé à l'occasion de l'attribution des prêts, sera pas l'occasion d'une nouvelle tutelle.

Le critère d'octroi de ces prêts ne sera jamais la gestion financière, mais la qualité de la gestion financière des collectivités locales, le niveau de l'endettement et la part de l'autofinancement (prélèvements fiscaux). Il n'en sera pas moins qu'à bien des égards, la Caisse des dépôts a gardé « vis-à-vis » de certaines initiatives aventureuses des collectivités locales : le M. Pierre Richard, nouveau directeur du développement local, « la décentralisation » réussira que la gestion de ces collectivités exemplaire ».

## Les entreprises américaines frappées par la crise

Au moment où les entreprises françaises se plaignent de leurs difficultés financières, il n'est pas inutile - au-delà du simple classement (le Monde du 19 avril) - de reprendre les résultats des cinq cents premières sociétés américaines tels que les publie Fortune.

Globalement, le bénéfice net des 500 a chuté de 27,1 % de 1981 à 1982 en dollars courants et de 33,2 % en termes réels, compte tenu d'une inflation de 8,1 % l'an passé aux États-Unis. C'est la plus forte baisse des profits des sociétés industrielles américaines depuis que Fortune établit son classement (1954).

Parmi les 500, cinquante-huit entreprises annoncent des pertes - ce qui est aussi un record - et deux sociétés, Bethlehem Steel et International Harvester, dépassent le milliard de dollars de pertes. Cette dernière, avec 1,63 milliard de dollars, approche le record de Chrysler qui, en 1980, avait enregistré 1,7 milliard. Il note que le constructeur

américain a un prompt réajustement puisqu'il présente, en 1982, un résultat négatif.

Une autre des premières entreprises américaines, la General Electric, annonce une perte. Pour comparaison, les premières entreprises françaises ont un résultat négatif pour 1982 (la C.F.P., Renault, Peugeot, Thomson, PUK, Rhône-Poulenc) peut-être Schneider).

Globalement, le chiffre d'affaires des 500 a baissé de 5,7 % par rapport à 1981. En outre, si elle a vu la première place, repasse un dessous la barre symbolique des 100 milliards de dollars. En termes réels, la chute des chiffres d'affaires est de 11,8 %. C'est la première fois depuis 1971, provoqué notamment par le mouvement du prix du pétrole.

Enfin, en matière d'emplois, les 500 ont perdu 8 % de leur effectif, soit 1,3 million de leurs salariés.

Goodyear se fera plus directement affecté à ses clients américains. Le numéro mondial du pneu a vu son chiffre d'affaires en France baisser de 10 % par rapport à 1981.

En se retirant du crédit à la consommation, le fabricant américain entend développer ses activités de développement de produits. Il a lancé, dans le cadre d'un accord joint avec la Banque Investissement du Brésil, l'exploitation d'une plantation d'huile d'olive en Amazonie.

Un autre grand de la distribution adhérent à la SIVIR. Auchan a décidé de participer à l'augmentation du capital de la Société interprofessionnelle des vins de Roussillon. Celle-ci, créée en novembre 1980, réunit trois producteurs (Groupe interprofessionnel des vins de Roussillon et Union des colliers du Roussillon) et des distributeurs, Coop et Casino à l'origine, auxquels s'ajoute Auchan désormais. La SIVIR a pour objet la vente de vins en vrac ou en bouteille produits par les groupements adhérents et destinés à la grande distribution. Il s'agit en fait d'une formule originale de contractualisation de production et de distribution dans un domaine, celui du vin, où la négociation traditionnelle est en pleine crise.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

|           | COURS DU JOUR |         | UN MOIS |           | DEUX MOIS |           | SIX MOIS |           |
|-----------|---------------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|----------|-----------|
|           | + base        | + prime | Resp.   | + ou Dép. | Resp.     | + ou Dép. | Resp.    | + ou Dép. |
| 9 E-11    | 7.3615        | 7.3660  | + 185   | + 228     | + 335     | + 385     | + 865    | + 1010    |
| 5 em.     | 5.9450        | 5.9495  | + 130   | + 165     | + 235     | + 280     | + 615    | + 745     |
| Yen (100) | 3.0920        | 3.0955  | + 135   | + 180     | + 290     | + 325     | + 825    | + 905     |
| DM        | 2.9975        | 3.0010  | + 190   | + 215     | + 355     | + 385     | + 1080   | + 1075    |
| FF (100)  | 2.6390        | 2.6425  | + 145   | + 175     | + 290     | + 320     | + 825    | + 895     |
| FR (100)  | 15.6315       | 15.6350 | + 135   | + 285     | + 360     | + 440     | + 555    | + 990     |
| £ S.      | 3.5620        | 3.5660  | + 240   | + 270     | + 460     | + 495     | + 1330   | + 1430    |
| LI (100)  | 5.6204        | 5.6234  | + 185   | + 195     | + 341     | + 370     | + 1280   | + 1185    |
| £         | 11.4975       | 11.5005 | + 257   | + 251     | + 385     | + 420     | + 922    | + 1195    |

## TAUX DES EURO-MONNAIES

|          | 3/4    | 1/4    | 8/15/16 | 9/16   | 15/16  | 9/16   | 9/16   |
|----------|--------|--------|---------|--------|--------|--------|--------|
| SE-11    | 5/16   | 4 1/2  | 4 1/2   | 4 7/8  | 4 1/2  | 5 1/16 | 5 3/8  |
| DM       | 5 1/8  | 6 3/8  | 5 3/8   | 5 3/4  | 5 1/8  | 5 3/4  | 5 3/4  |
| FF       | 12 1/2 | 13     | 10 3/8  | 11 1/8 | 10 1/4 | 11 1/4 | 10 1/4 |
| FR (100) | 2 1/2  | 3 1/8  | 4       | 4 3/8  | 3 1/2  | 4 1/8  | 4 1/8  |
| ES       | 10 1/4 | 10 5/8 | 10 1/4  | 10 5/8 | 10 1/8 | 10 1/2 | 10 3/8 |
| LI (100) | 12 1/4 | 12 1/2 | 12      | 12     | 12 1/2 | 12 1/2 | 12 1/4 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matrice par une grande banque de la place.

## AGENCES PUB COPIES COULEURS

Qualité  
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12<sup>e</sup> 347.21.32



# PARIS BRETAGNE

DES PRIX QUI DONNENT DES AILES A VOS VOYAGES

## PARIS-BREST ou PARIS-LORIENT PARIS-QUIMPER\* ou PARIS-RENNES\*

### 275'

\* En semaine - Brit Air

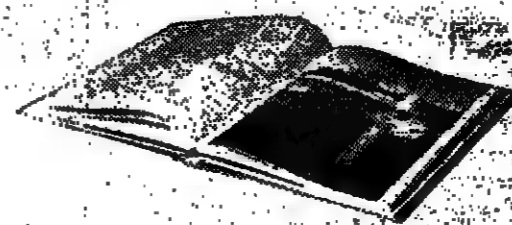
Tarifs aller simple par personne au 1.1.1983: jeunes, étudiants, conjoint, familles, 3<sup>e</sup> âge, groupes (sous certaines conditions).

Pour tous renseignements appelez AIR INTER PARIS  
Tél. (1) 539.25.25 ou votre Agence de voyages

**AIR INTER**



# Ouverture.



Aujourd'hui, ouverture  
des 4 magasins de la vie simple.

La vie simple comme A plus B

A + B Paris - Ternes.  
73 Av. des Ternes 75017 Paris.  
Heures d'ouverture lundi 12h-19h,  
mardi au samedi 10h-19h.

A + B Levallois - Eiffel.  
Centre Commercial Gustave-  
Eiffel 92300 Levallois-Perret.  
Heures d'ouverture lundi au jeudi  
10h-19h, vendredi 10h30-20h30,  
samedi 10h-19h.

A + B Vitry.  
116 Boulevard de Stalingrad  
94400 Vitry-sur-Seine.  
Heures d'ouverture lundi 10h30-19h,  
mercredi au dimanche 10h30-19h.

A + B Ste-Geneviève-des-Bois.  
ZAC de la Croix Blanche,  
5 rue du Hurepoix  
91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.  
Heures d'ouverture lundi 10h-12h30/  
14h-19h30, mercredi au samedi 10h-  
12h30/14h-19h30, dimanche 14h-19h.

مكتبات الأمل

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CHAMPAGNE MUMM

Le conseil d'administration de G.H. Mumm & Cie s'est réuni le 12 avril 1983, sous la présidence de M. Alain de Guinzburg, pour approuver les bilans et les comptes du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 1982.

Les comptes consolidés du groupe font apparaître les résultats suivants (en millions de francs) :

|                                           | 1982       | 1981       |
|-------------------------------------------|------------|------------|
| Chiffre d'affaires (hors droits et taxes) | F. 684.635 | F. 632.912 |
| Bénéfice d'exploitation                   | F. 45.174  | F. 68.311  |
| Bénéfice net ajusté                       | F. 24.465  | F. 31.645  |
| Marge brute d'autofinancement             | F. 50.125  | F. 78.271  |

Ces divers chiffres prennent en considération la modification du périmètre de consolidation intervenue en 1982.

On rappelle que le bénéfice net ajusté consolidé est calculé après élimination des provisions pour hausses des prix et en tenant compte des incidences fiscales en découlant.

Le conseil d'administration de G.H. Mumm & Cie proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 3 juin prochain, le versement d'un dividende brut de F. 16,30 par action, identique à celui de l'exercice 1981 et bénéficiant aux 828.545 actions composant le capital social.

## WAGONS-LITS

Messieurs les Actionnaires sont convoqués aux assemblées générales qui se tiendront à BRUXELLES, à l'HOTEL ASTORIA, 103, rue Royale, le MARDI 3 MAI 1983 :

1) à 14 heures 30 : Assemblée Générale Extraordinaire qui devra se prononcer sur la proposition d'augmentation du capital de la société pour le porter de Fr. belges 1.038.986.500 à Fr. belges 1.212.150.000, par création de 346.328 actions nouvelles émises à Fr. belges 1.500 par titre et offertes en souscription publique contre espèces à raison d'une action nouvelle pour six actions anciennes. Ces actions, qui bénéficieront des dispositions de l'arrêté royal belge n° 15 du 9 mars 1982, porteront jouissance à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1983.

Cette augmentation de capital serait soumise à la condition suspensive que les gérants n'aient pas fait usage de la faculté qu'ils ont de révoquer leur engagement.

2) à 15 heures : Assemblée Générale Ordinaire pour approbation des comptes de l'exercice 1982 et nominations statutaires.

Les actions doivent être déposées au plus tard le 27 avril : à la Banque de Paris et des Pays-Bas - à la Société Générale - à la Banque Nationale de Paris - au Crédit Lyonnais - au Crédit Commercial de France - à la Banque Sudamérienne France - à la Banque Louis Dreyfus - au Crédit du Nord - dans leurs agences à Paris et en province - à la Direction Générale de la Compagnie, 40, rue de l'Arcade, à Paris.

## EURO-CROISSANCE

SICAV

L'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 23 mars a approuvé les comptes de l'exercice 1982, au terme duquel l'actif net de la société s'élevait à 237,72 millions de francs contre 213,16 millions de francs auparavant, la valeur liquidative de l'action s'établissant à 292,46 F.

Elle a par ailleurs décidé la distribution d'un coupon net de 14,53 F, assorti d'un crédit d'impôt de 1,01 F, contre 11,34 F, net (assorti d'un crédit d'impôt de 0,88 F.) au titre de l'exercice précédent.

Conformément à la décision du Conseil d'Administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale, le dividende a été mis en paiement le 11 avril 1983. Il peut être réversé en actions de la Société, en franchise de droit d'entrée, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1983 inclus.

L'Assemblée Générale a nommé en qualité d'Administrateur du Régime de Prévoyance et de Retraite des Agents Généralistes d'Assurances P.R.A.G.A., l'Institution professionnelle de prévoyance et de retraite, qui sera représentée au Conseil par M. Pierre Chabbert. Le mandat du P.R.A.G.A. prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982.

## COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

Dans la séance du 19 avril 1983, le conseil d'administration - réuni sous la présidence de M. Jean Peyrelevade - a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Par suite de la conversion des obligations convertibles Suez que l'Etat avait acquises à la suite de la nationalisation, le capital de la Compagnie a été porté à 1,72 milliard de francs et les fonds propres à 5,28 milliards.

Le bénéfice d'exploitation s'élève à 356,2 millions de francs contre 295,5 millions en 1981 et le résultat net courant, qui tient compte de provisions importantes, se monte à 185,3 millions de francs contre 250,5 millions de francs en 1981.

Le bénéfice net de l'exercice (résultat courant + résultat en capital) ressort à 249,8 millions de francs contre 338,5 millions de francs en 1981.

Le compte de pertes et profits en capital se solde par un résultat positif de 64,5 millions de francs qui correspond en quasi-totalité aux plus-values nettes à long terme de l'exercice qui doivent, de par leur nature, être affectées à la réserve spéciale.

Le bénéfice disponible de l'exercice, hors des plus-values à long terme, s'élève à 185,8 millions de francs.

Le total du dividende proprement dit versé à l'Etat et de la redevance versée à la Caisse nationale des banques représentera 176,1 millions de francs.

## HAUSMANN-OBLIGATIONS

SICAV

Hausmann-Obligations, SICAV fondée par la banque Worms et dotée d'un capital initial de 50 000 000 de francs, est convertie au public depuis le 13 décembre 1982.

Au 31 mars 1983, elle disposait d'un actif net de 187 857 748,95 F, réparti de la manière suivante :

|                            |          |
|----------------------------|----------|
| ● Obligations françaises : |          |
| - indexées                 | 11,20 %  |
| - à taux fixe              | 64,58 %  |
| - à taux variable          | 6,78 %   |
| - convertibles             | 2,08 %   |
|                            | 84,64 %  |
| ● Obligations étrangères   | 8,75 %   |
| ● Liquidités               | 6,61 %   |
|                            | 100,00 % |

A la même date, la valeur liquidative s'établissait à 1 061,57 F., en progression de + 6,17 % par rapport à la valeur d'origine de l'action.

Hausmann-Obligations, dont le nombre d'actions s'élevait, le 31 mars 1983, à 1 76 925 actions, a été autorisée par le ministre de l'Economie et des Finances à porter son capital social à 400 000 actions.

## Moët-Hennessy

Dans sa réunion du 18 avril 1983, le conseil d'administration de Moët-Hennessy, société holding, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982, qui se soldent par un bénéfice net de 126 223 000 F.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 23 juin 1983 la fixation d'un dividende de 18 F par action, ce qui, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 9 F, constituera un revenu global de 27 F, en hausse de 12,5 % par rapport à l'an dernier. Un acompte de 8 F ayant déjà été versé le 10 janvier 1983, un dividende complémentaire de 10 F, auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 5 F, sera mis en distribution au début du mois de juillet.

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE MOËT-HENNESSY

|                               | (En millions de francs) |         |
|-------------------------------|-------------------------|---------|
|                               | 1982                    | 1981    |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 4 587,8                 | 4 178,6 |
| Bénéfice d'exploitation       | 727,5                   | 661,2   |
| Bénéfice net                  | 339,0                   | 342,7   |
| Marge brute d'autofinancement | 453,8                   | 438,8   |

Le chiffre d'affaires consolidé marque une hausse de 9,8 %, et le bénéfice d'exploitation de 10,03 %, sur l'exercice précédent.

Sur la période couverte par les exercices 1981 et 1982, la hausse cumulée du chiffre d'affaires a été de 57 % et celle du bénéfice d'exploitation de près de 90 %. L'exercice 1982 n'ayant pas bénéficié de la situation fiscale très particulière de l'exercice 1981 du fait de la réduction de la provision pour hausses des prix et de la complète utilisation des reports de déficit fiscal aux Etats-Unis, le bénéfice net est équivalent à celui de l'exercice précédent, malgré la progression du bénéfice d'exploitation.

## Activité champagne et autres vins

Pour l'exercice 1982, le chiffre d'affaires du champagne a atteint 2,176 milliards de francs, en hausse de 10,5 % par rapport à 1981. Le compte d'exploitation fait ressortir un bénéfice de 400 millions contre 340,5 millions de francs en 1981. Le bénéfice net, pour les raisons évoquées plus haut, est resté au même niveau : 185 millions de francs contre 182 millions de francs en 1981.

## Activité cognac et spiritueux

Le chiffre d'affaires du secteur cognac a progressé de 3,6 % au cours de l'exercice précédent, passant de 1,180 milliard à 1,222 milliard de francs, et le bénéfice d'exploitation est en légère diminution, à 198,2 millions contre 203,8 millions de francs l'année précédente.

L'année 1982 a vu une baisse des expéditions de 9 % en volume, due à un fort déstockage de la distribution sur le plan international, en dépit d'une stabilisation des ventes au détail.

## Activité parfums et produits de beauté

Le chiffre d'affaires de l'ensemble a continué à progresser de façon importante puisqu'il s'est élevé à 1,190 milliard de francs, en hausse de 15,53 %. La progression a été du même ordre de grandeur pour les deux sociétés Dior et Roce. Le bénéfice d'exploitation du secteur a progressé de 10,13 % à 161 millions, et le bénéfice net est en hausse de 26 %, à 77 millions de francs.

Il est à noter en outre que pour l'ensemble des sociétés du groupe, les frais financiers n'ont augmenté que de 4,51 % au cours de l'exercice et ne représentent plus que 5,25 % du chiffre d'affaires, contre 5,5 % en 1981.

## Perspectives

Au 31 mars 1983, le chiffre d'affaires provisoire consolidé pour le premier trimestre, incluant la société Armstrong Nurseries, est en hausse de 25 % avec une progression d'environ 18 % pour le secteur champagne, de 25 % pour le secteur cognac, et de 16,8 % pour le secteur parfums et cosmétiques.

Les ventes au détail sur le marché américain ont marqué une nette accélération au cours des trois premiers mois.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DU VAL-DE-MARNE

## DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

Bureau des Affaires Foncières et Domainiales

Commune de FRESNES

## Avis d'ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique

Par arrêté en date du 8 avril 1983 a été prescrite l'ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique sur le territoire de la commune de FRESNES concernant le projet de construction de l'autoroute A.86 section comprise entre le lit des départements des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne et l'autoroute A.8.

Le dossier d'enquête sera déposé du 2 mai au 30 juin 1983 inclus au mairie de FRESNES et sera mis à la disposition du public de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h tous les jours (sauf le dimanche, le dimanche et jours fériés exceptés) et le samedi de 9 h à 12 h.

M. Maurice UNDERNER est nommé Commissaire-Enquêteur. Il siège en la mairie de FRESNES les 4, 18 et 25 juin 1983 de 10 h à 12 h et les 28, 29 et 30 juin 1983 de 14 h à 18 h.

Pendant la durée de cette enquête les observations émanant du public pourront être consignées directement sur le registre ouvert à cet effet en la mairie de FRESNES ou adressées par écrit au Maire ou au Commissaire-Enquêteur, lesquels les adresseront au registre.

Une copie du rapport dans lequel le Commissaire-Enquêteur aura énoncé ses conclusions motivées sera déposée à la mairie de FRESNES, à la Préfecture du Val-de-Marne, à la Sous-Préfecture de l'HAY-LES-ROSES et à la Direction Départementale de l'Équipement - Bureau 34-1.

LE PREFET, COMMISSAIRE  
DE LA REPUBLIQUE DU DÉPARTEMENT  
DU VAL-DE-MARNE  
Maurice THEYS

Depuis 39 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le n° 1  
pour la vente des fonds de-commerce

En vente partout 3 F net 38, rue de Malte, 75011 PARIS - Tél. (1) 806-30-30

Face à l'immobilier,  
certains ont des problèmes.

Nous, nous avons  
des solutions.

Quand face à l'immobilier, certains se fixent sur les problèmes, à la Banque de La Hénin nous préférons apporter des solutions. Pas d'attentisme : des idées.

Pour la Banque de La Hénin, l'immobilier n'est pas seulement une spécialité : c'est une vocation. La Banque de La Hénin a toujours été à la pointe de ce secteur économique : pionnière dans la distribution de prêts conventionnés, inventrice du Compte Epargne Résidence Secondaire, innovatrice, avec les crédits travaux sans hypothèque.

A la Banque de La Hénin, les conseillers que vous rencontrez sont tous des experts, des partenaires qui connaissent en ces temps difficiles, la valeur du conseil, l'importance de la souplesse et des décisions rapides.

Pour la Banque de La Hénin, l'ennemi n° 1 de l'immobilier, c'est l'immobilisme.

C'est comme cela que l'on devient et que l'on reste la première banque française de l'immobilier : il y a près de 100 banques spécialistes de l'immobilier en France, elles s'appellent toutes La Hénin.

**Banque de La Hénin**  
La Banque-orchestre de l'immobilier



Siège social : 16 rue de la Ville-Évêque 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15

# TRANSPORTS

## « Le plan d'austérité du gouvernement va toucher de plein fouet une profession déjà traumatisée » nous déclare M. Maurice Voiron, président de la Fédération des transports routiers

Le transport routier subit, lui aussi, le contre-coup de la crise économique. Les entreprises ont vu leur activité chuter tout au long de l'année 1982, et, selon le Centre de productivité des transports, la situation n'a fait qu'empirer ces derniers mois, tandis

que les perspectives ne laissent augurer aucune amélioration. A cette morosité ambiante s'ajoute une grande méfiance quant aux projets du gouvernement, soupçonné de vouloir favoriser le rail au détriment de la route. Un récent décret visant à augmenter et à ré-

dire le temps de travail des conducteurs est considéré par certains comme un premier « mauvais coup » porté au transport routier. Législation et fiscalité sont les cibles favorites des chefs d'entreprise.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Maurice Voiron, le nouveau président de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) et lui-même propriétaire d'une entreprise à Jarnac (Charente), nous explique les risques d'inquiétude de la profession.

« Depuis deux ans, les transporteurs routiers se comportent en écorchés vifs. Et pourtant, non seulement vous ne paraissez pas victimes d'aucune répression, mais vous bénéficiez même, à l'occasion, de certaines largesses. Le prix du gazole a baissé, tandis que les tarifs du chemin de fer continuent d'augmenter. Le gouvernement actuel vous a même accordé une détaxe partielle du carburant que vous réclamiez en vain depuis des lustres. Alors, pourquoi cette mauvaise humeur ? »

« D'abord, écorché vif, on peut l'être, dans la mesure où les entreprises françaises ont subi quelques agressions depuis deux ans. Une espèce de « racisme officiel » s'est installée envers le « patron », même si le discours s'est, par la suite, un peu adouci. D'autre part, la pression faite à tous les niveaux sur l'entreprise, au nom de considérations sociales ou politiques, nous paraît d'une opportunité contestable, compte tenu de la situation économique.

« Vous dites que nous avons eu des « cadeaux » de l'Etat : la détaxation du gazole, la baisse du prix des carburants. Mais ces avantages sont de courte durée : la hausse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers va nous frapper de plein fouet dans un mois. Le plan d'austérité du troisième gouvernement Mauroy, qui ne devait pas toucher les entreprises, va frapper particulièrement les transporteurs routiers sur un élément important de leur prix de revient.

« Et puis la profession est traumatisée par la crise économique. Dans les transports routiers, les marges sont tellement réduites qu'à la moindre baisse d'activité les entreprises passent « dans le rouge ».

« Le 1<sup>er</sup> mars a été promulguée une nouvelle réglementation sociale, qui réduit notamment les temps de travail des conducteurs. Cette fois encore, vous avez protesté. Pourtant une semaine de cinquante-cinq heures, dont quarante-huit de travail effectif, ce n'est pas, à notre époque, une générosité folle... Nous ne protestons pas contre le progrès social, et, soit dit en passant, il est complètement faux de continuer à affirmer que dans le transport routier on fait cinquante-cinq ou soixante heures par semaine. Ce n'est évidemment pas le cas des personnels sédentaires, et, lorsqu'on y regarde de près, les temps de travail réel de nos personnels roulants ne dépassent pas les chiffres prévus dans le décret social.

« En revanche, nous nous élevons contre la complexité de la législation. Le mode de calcul et la gestion quotidienne des heures de travail deviennent quelque chose d'abusif. Nous avons fait des propositions de simplification au ministère des transports. En dépit de quelques avancées, nous sommes encore loin du compte. Ces textes ont été faits par des hommes de bonne volonté,

des fonctionnaires de très haut niveau, des juristes compétents, mais certainement pas de hommes de métier.

### Le coût du social

« En contrepartie de cette réglementation, vous avez obtenu des hausses de tarifs... »  
« Ces augmentations, parlons-en. Nous avons obtenu 2,5 % de hausse de la tarification routière obligatoire (1) à titre conservatoire, et 2,5 à 3 % pour les transports soumis à la régulation des prix, dans le cadre des accords de modulation. Mais 75 % des transports de marchandises ne font l'objet d'aucune tarification officielle. Et si on a présenté ces mesures comme « conservatoires », c'est parce que tout le monde était conscient que le coût réel du décret social était impossible à établir. Vous pouvez théoriquement calculer qu'un chauffeur qui va travailler une heure de moins va vous coûter X % de plus, mais certaines conséquences sont, dans la pratique, impossibles à quantifier.

Par exemple, l'effet cumulatif de la réduction du temps de travail dans les entreprises expéditrices ou destinataires, selon des horaires peu ou pas cohérents, fait que certains véhicules ne peuvent plus travailler que quatre jours et demi par semaine. La perte pour les entreprises est bien supérieure aux 3 % qu'on nous accorde. Dans certains cas, elle est dix fois plus élevée.

« Après le « surcoût social », vous dénoncez le « surcoût sécurité ». La limitation de vitesse des poids lourds ne paraît pas inutile. Et le camion de demain, avec sa « boîte noire » inviolable et ses freins plus sûrs, est certainement nécessaire. N'estimez-vous pas que cet « effort de soli-

darité » vis-à-vis de la collectivité est justifié ? »

« Je veux bien jouer le boy-scout à condition que les autres catégories d'usagers de la route fassent les mêmes efforts. Les statistiques de la gendarmerie montrent que le poids lourd est loin d'être aussi dangereux qu'on le dit. D'autres usagers sont bien plus dangereux au regard du nombre de kilomètres parcourus, mais comme ils ont des lobbies pour les soutenir, on n'en parle pas.

« La limitation de vitesse ? Je souris : je ne comprends pas que, depuis des années, on continue d'autoriser la vente de véhicules dont le rapport de couple permet des vitesses de 120 ou 130 kilomètres/heure, alors qu'on aurait pu imposer des rapports d'autocouple que des vitesses de 90 ou 92 kilomètres/heure. Et un rapport de couple ne se manipule pas, alors qu'un limiteur se manipule.

« Quant au camion de demain, nous le voyons, nous aussi, différent de celui d'aujourd'hui, autrement dimensionné, avec des poids en charge plus élevés - 40 ou 44 tonnes, comme aux Etats-Unis - 2,60 mètres de large, offrant une meilleure sécurité latérale et conçu autour de l'économie énergétique. Mais pas question pour nous de ne laisser imposer des matériels sophistiqués autrement que dans un cadre européen : nous ne pouvons nous permettre de nous payer ces joujoux magnifiques si nos voisins n'en font pas autant, car nous serions une fois de plus désavantagés.

### Le train ?

Tout et n'importe quoi...

« Vous accusez les exportateurs français de ne pas suffisamment « rouler français ».

Ceux-ci répondent que vous êtes trop cher. Pourtant, vous réclamez encore des hausses de tarifs. N'y a-t-il pas là une certaine incohérence ? »

« Que si. Mais elle s'explique. Je prends un exemple personnel. J'avais un trafic sur Berlin-Ouest que j'ai dû arrêter pour deux raisons : les nouveaux horaires de travail ne permettaient plus de faire le voyage, et la rentabilité était trop faible à cause de la concurrence. J'ai donc sous-traité ce trafic à un transporteur allemand : il est parfaitement heureux et il gagne bien sa vie. Son coût de revient de base est différent du mien. Et ce prix de revient ne se mesure pas seulement à travers les prix du gazole ou du « social » mais aussi à travers la fiscalité générale de l'entreprise et son statut. Nos problèmes de prix ne seront pas résolus tant qu'on n'aura pas compris cela.

« Mais la vérité des prix est aussi faussée par notre grand concurrent : la S.N.C.F. On parle aujourd'hui de sa situation catastrophique, que nous déplorons pour notre part depuis longtemps. Mais elle n'empêche pas les commerçants de la S.N.C.F. de faire tout et n'importe quoi en matière tarifaire. Dans ce contexte, le transporteur routier est battu, car le contribuable ne participe pas au renforcement de son déficit. Pour revenir à une situation saine, il faudrait cesser cette politique stupide, ne pas s'entêter à tenir à bout de bras un moyen de transport dont le coût réel et marchand est au-dessus de nos possibilités.

### Un autre type de société

« Les transporteurs routiers ont abondamment critiqué la loi d'orientation des transports intérieurs de M. Charles Fiterman, qu'ils présentaient comme une déclaration de guerre à leur égard.

(Publicité)

Build Your Business Credentials with an

M.B.A. (Master of Business Administration)

or M.A. (Master of Arts in International Relations)

degree at SCHILLER INTERNATIONAL UNIVERSITY, Paris

- Cours du soir pour cadres.
- Suivez un programme de perfectionnement en anglais tout en préparant votre M.B.A. ou M.A.
- Nos professeurs sont diplômés de Harvard, Wharton, Stanford, etc., et membres d'entreprises et organisations internationales.
- Inscriptions ouvertes pour les semestres d'été et d'automne.

DEMANDEZ NOTRE DOCUMENTATION A :

Schiller International University  
103, rue de Lille  
75007 Paris - Tél : 551-25-83

ÉTABLISSEMENT RECONNU POUR LA FORMATION CONTINUE

« Certains vous accusent de mener un combat politique... »

« Je ne mène absolument pas de combat politique. Mais si défend l'entreprise privée ou un autre type de société et de rapports humains - qui n'exclut absolument pas le « progrès social », mais avec une autre idéologie et une autre idéologie, si c'est cela faire de la politique, alors la F.N.T.R. fait de la politique. Mais nous ne faisons pas de politique politicienne.

« Ce qui m'intéresse, c'est la politique qui se préoccupe de l'entreprise. Nous sommes pour l'entreprise privée avec tous les risques que cela comporte. Je suis chef d'entreprise, patron, et fier de l'être. Et je crois très sincèrement que nous ne nous sortirons des difficultés actuelles que dans la mesure où il y aura des gens aussi fiers que moi pour continuer à se battre et pour sortir l'économie d'où elle est.

Propos recueillis par JAMES SARAZIN.

(1) La tarification routière obligatoire (TRO) fixe les prix à pratiquer pour le transport sur longues distances de certaines catégories de marchandises.

## BESOIN DE PERSONNE POUR FAIRE SON CHEMIN.



Renault 11: 10 versions, 3 ou 5 portes, 5 à 7 CV.  
Prix à partir de 43 600 F. Modèle présenté : Renault 11 GTL : 49 200 F. Prix clés en main au 01/04/83. Milleime 83. RENAULT elf

# RENAULT 11

### Le Monde

Service des Abonnements

5 rue des Mathématiques

75427 PARIS CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

324 F 519 F 715 F 910 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER

(par mandat postal)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

364 F 600 F 835 F 1 070 F

II - SUISSE, TUNISIE

436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

0111111111

# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

19 avril

### Très irrégulier

A l'approche de la liquidation générale de fin de mois, de nouvelles ventes bénéficiaires se sont multipliées mardi à la Bourse de Paris. Le marché a, toutefois, moins bien encaissé le choc qu'un cours de la précédente séance et l'indicateur instantané, dressé en léger progrès la veille, a pratiquement pas varié (+ 0,04 %).

Après 8 % de progression des cours en l'espace d'un mois, il était normal, à quarante huit heures de l'échéance mensuelle, qu'une correction technique intervienne. L'on peut même s'étonner qu'elle ne se soit produite plus tôt.

L'entraînement à la hausse avec l'étranger, argumentant les profits réalisés, l'explication est plausible, ce d'autant que le décrochage n'a pas été vraiment prononcé. Si certaines valeurs ont éprouvé des pertes, notamment celles des mines placées précédemment d'autres, en revanche, prenant le relais, ont sensiblement progressé.

A l'évidence, les investisseurs, quelle que soit leur origine, ne semblent pas être du même avis que certains analystes pour qui les valeurs françaises sont surévaluées par rapport aux résultats attendus. A moins qu'ils ne jouent une capacité exportatrice accrue des entreprises françaises, en liaison avec l'enrichissement du dollar, ou les écarts de changes. Force est de reconnaître quand même que l'indicateur instantané n'a pas vraiment reflété la tendance de fond, quand même plus lourde.

La fermeté de la devise-titre ne s'est pas démentie : 9,12 F-4,15 F contre 8,95 F-4,18 F. Mais la vraie prime par rapport au dollar commercial a été bien loin d'atteindre un record (24,3 % contre 32 % au plus haut).

L'or a légèrement fléchi, à Londres au-dessus de l'once de métal précieux à 441,50 dollars (- 1,50 dollar), à Paris avec le lingot à 104 000 F (- 500 F). Le napoleon a reproduit son cours précédent de 682 F.

## NEW-YORK

Ventes bénéficiaires

Après huit séances consécutives de hausse et quatre records tombés coup sur coup, des ventes bénéficiaires se sont produites, mardi, à Wall Street. Mais elles n'ont pas revêtu une très grande ampleur, comme en témoignent l'activité, somme toute modérée, avec 91,2 millions de titres échangés (contre 88,6 millions). Sur 1983 valeurs traitées, 948 ont baissé, 661 ont monté et 374 n'ont pas varié. Simple correction technique ? Pour l'essentiel, certes. Mais bien des professionnels faisaient aussi valoir l'incertitude régnant autour du « Big Board » sur le sort réservé à M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale. Sera-t-il ou non réélu en juin prochain ? En dépit, ou à cause, de la stabilité de la politique monétaire qu'il a menée, l'homme a une excellente image de marque dans les milieux financiers, et son départ signifierait pour beaucoup le plongeon dans l'inconnu. Pour l'instant, les analystes assurent qu'il est encore trop tôt pour dire si le recul des cours enregistrés est le point de départ d'une baisse beaucoup plus marquée.

| VALEURS            | Cours de 18 avril | Cours de 19 avril |
|--------------------|-------------------|-------------------|
| Alcoa              | 31 1/4            | 31 3/8            |
| Amstar             | 40 7/8            | 40 3/4            |
| Boeing             | 40 7/8            | 40 3/4            |
| Chrysler           | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Du Pont de Nemours | 43 1/2            | 43 1/2            |
| General Motors     | 43 1/2            | 43 1/2            |
| IBM                | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Johnson & Johnson  | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Merck              | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Pharmacia          | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Schlumberger       | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Union Carbide      | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Westinghouse       | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Xerox              | 43 1/2            | 43 1/2            |

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**MOÛT-RENNES.** - En présentant les résultats financiers pour l'exercice 1982 et les perspectives qu'il offre au groupe (le Monde du 20 avril), la société a annoncé la distribution d'un dividende net de 18 F par action (plus 9 F d'avance fiscale), soit un total global de 27 F par action. Mout-Rennes, en hausse de 12,5 % sur le dividende versé au titre du précédent exercice. Un acompte sur dividende de 8 F avait déjà été versé, le 10 janvier dernier, et un dividende supplémentaire de 10 F (auquel s'ajoutait un acompte fiscal de 5 F) sera mis en distribution au début du mois de juillet.

**CHAMPAGNE MUMM.** - Après la stagnation observée en 1981, l'année 1982 aura été encore difficile pour Mumm. second groupe français producteur de champagne (après Moët-Hennessy), dont les bénéfices ont chuté de 20 % environ l'année dernière, pour s'établir à 24,4 millions de francs (contre 31,6 millions en 1981) sur un chiffre d'affaires passé, dans le même temps, de 632 à 684 millions de francs. Le dividende a été fixé à 16,50 F, net par action, incluant sur le précédent.

**UNIBAIL.** - Cette Société du groupe Worms, qui possède le statut de banque de crédit à moyen et long terme, a enregistré, au cours de l'exercice 1982-1983, au 31 mars dernier, un bénéfice net de 17 millions de francs, en progression de 25 % sur le précédent (13,6 millions), les opérations à caractère exceptionnel ayant porté sur 1,4 million de francs contre 300 000 F en 31 mars 1982. Les redevances de crédit-bail ont largement contribué à la progression des produits d'exploitation (plus 17 %), lesquels sont passés de 44,8 millions de francs au premier trimestre 1982 à 52,5 millions de francs à la fin mars 1983, précise la société.

| INDICES QUOTIDIENS | 18 avril 1983 | 19 avril 1983 |
|--------------------|---------------|---------------|
| Indice CAC 40      | 122,6         | 122,6         |
| Indice CAC 100     | 122,6         | 122,6         |
| Indice CAC 200     | 122,6         | 122,6         |
| Indice CAC 300     | 122,6         | 122,6         |
| Indice CAC 400     | 122,6         | 122,6         |
| Indice CAC 500     | 122,6         | 122,6         |
| Indice CAC 600     | 122,6         | 122,6         |
| Indice CAC 700     | 122,6         | 122,6         |
| Indice CAC 800     | 122,6         | 122,6         |
| Indice CAC 900     | 122,6         | 122,6         |
| Indice CAC 1000    | 122,6         | 122,6         |

Le Monde du 20 avril 1983

## BOURSE DE PARIS Comptant

19 AVRIL

| VALEURS            | Cours de 18 avril | Cours de 19 avril |
|--------------------|-------------------|-------------------|
| Alcoa              | 31 1/4            | 31 3/8            |
| Amstar             | 40 7/8            | 40 3/4            |
| Boeing             | 40 7/8            | 40 3/4            |
| Chrysler           | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Du Pont de Nemours | 43 1/2            | 43 1/2            |
| General Motors     | 43 1/2            | 43 1/2            |
| IBM                | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Johnson & Johnson  | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Merck              | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Pharmacia          | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Schlumberger       | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Union Carbide      | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Westinghouse       | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Xerox              | 43 1/2            | 43 1/2            |

## Marché à terme

Le Commerce syndical a décidé de prolonger, après le 14 h, le 15 et le 16, la cotation des valeurs ayant des échéances de paiement à ces dates. Pour raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des cotes des valeurs de l'après-midi.

| VALEURS            | Cours de 18 avril | Cours de 19 avril |
|--------------------|-------------------|-------------------|
| Alcoa              | 31 1/4            | 31 3/8            |
| Amstar             | 40 7/8            | 40 3/4            |
| Boeing             | 40 7/8            | 40 3/4            |
| Chrysler           | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Du Pont de Nemours | 43 1/2            | 43 1/2            |
| General Motors     | 43 1/2            | 43 1/2            |
| IBM                | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Johnson & Johnson  | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Merck              | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Pharmacia          | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Schlumberger       | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Union Carbide      | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Westinghouse       | 43 1/2            | 43 1/2            |
| Xerox              | 43 1/2            | 43 1/2            |

## COTE DES CHANGES

| MONNAIES ET DEVISES  | COURS  |
|----------------------|--------|
| Marque (100 M)       | 163,40 |
| Franc (100 F)        | 163,40 |
| Yen (100 ¥)          | 163,40 |
| ... (autres devises) | ...    |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| OR                      | COURS  |
|-------------------------|--------|
| Or fin (100 g)          | 163,40 |
| Or 22 carats (100 g)    | 163,40 |
| ... (autres types d'or) | ...    |

Jeudi 21 avril 1983

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. SPORT ET RACE : « Regarder l'épave en face ? », par Pierre Ben ; « L'insolence... principal soutien aux Noirs », par Antoine Bouillon ; « L'imbroglio », par Alain Graudo.

### ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES  
- ÉTATS-UNIS : M. Reagan a déposé devant le Congrès son projet de déplacement du missile MX.  
4. EUROPE  
- Les autorités mettent en garde Solidarnosc contre les conséquences des manifestations du 14 mai.  
- UNION SOVIÉTIQUE : « Les difficultés de M. Andropov » (III), par Michel Tatu.  
6. AFRIQUE  
4. PROCHE-ORIENT  
7. ASIE  
- Selon le prince Sihanouk, la résistance anticoloniale au Cambodge a récemment perdu du terrain.

### POLITIQUE

8. La Sénat rejette les ordonnances.  
10. La nouvelle loi « adoucit et libère » à l'Assemblée.  
SOCIÉTÉ  
11. « Faisceaux d'hommes » (II), par le docteur Escoffier-Lambiotte.  
12. MÉDECINE : les grèves et les négociations dans les milieux médicaux.  
13. LETTRES : jours de fête pour la poésie.  
14. JUSTICE : polémiques à l'heure de la magistrature et des policiers.  
- SPORTS : le dossier des footballeurs professionnels sera plaidé devant le gouvernement.  
27. LÉGISLATION  
28. COMMUNICATION  
- VII : E et M2.  
- LU : les yeux plus grands que le ventre.

### LE MONDE DES ARTS ET SPECTACLES

15. TROIS FILMS : Dans le vide blanc d'Alain Tanner et Le vie est un roman d'Alain Resnais. Entretien avec Souleymane Clément, réalisateur du Vain.  
16. MUSIQUES : une nouvelle vague africaine : Ethnomusicologie francophone.  
17. THÉÂTRE : la Comédie-Française intendant Jean-Pierre Vincent.  
- DANSE : le concours d'Arachon.  
18. FORMES : Sélection  
19. EXPOSITIONS.

### ÉCONOMIE

29. CONJONCTURE.  
31. C.E.E. : la négociation sur les prix agricoles 1983-1984.

**RADIO-TÉLÉVISION (28)**  
**INFORMATIONS**  
- SERVICES : (27)  
Mode ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.  
- Annonces classées (24 à 26) ; Carnet (23) ; Programme des spectacles (20 à 22) ; Marchés financiers (35).

Le numéro du « Monde »  
daté 20 avril 1983  
a été tiré à 509 575 exemplaires

— Publiée —

## L'Affaire des doubles rideaux

à ne pas manquer chez Séverin-Tissot la paire de doubles rideaux, 2 fois 140 x 270, le bas surfilé, en velours : 450 F, en moiré : 250 F, en satin : 100 % lavable :

**380 F**

nombreux coloris. Dans les 2 boutiques de Séverin-Tissot, 55, rue de Sévres-6<sup>e</sup> (face Bon Marché), 543.41.13 ou 183, Fg-St-Antoine-11<sup>e</sup>, 343.01.08. Possibilité d'échantillonnage et d'expédition en province.

A B C D E F G

## En République Sud-Africaine

### Un ancien pasteur méthodiste accusé de haute trahison se réfugie en Grande-Bretagne

De notre correspondant

Johannesburg. — Arrêté en novembre 1981, détenu sans procès et au secret jusqu'à son inculpation de haute trahison au début de 1983, libéré sous caution le 18 février dernier après trois semaines de procès, M. Cedric Mayson a choisi l'exil en Grande-Bretagne. Son procès devait reprendre lundi 18 avril devant la Cour suprême de Pretoria. Dans une lettre au juge, dont le contenu n'a pas été rendu public, l'inculpé s'excuse de son absence et explique les raisons de son départ. Un mandat d'arrêt a été lancé contre lui.

Père de sept enfants, ancien pasteur méthodiste (1) et dirigeant — jusqu'à son interdiction en 1977 — de l'Institut chrétien sud-africain, organisation regroupant des religieux de toutes confessions opposés à l'apartheid, M. Cedric Mayson (cinquante-cinq ans) avait déjà été arrêté en 1976 et détenu sans procès pendant plusieurs semaines.

Considéré, avec trois ou quatre personnalités importantes du clergé, comme un symbole de la lutte des chrétiens sud-africains contre l'apartheid, frappé au sein de l'hérésie, M. Mayson était accusé d'appartenir au Congrès national africain (A.N.C.), mouvement antipartheid interdit en Afrique du Sud. L'ancien pasteur avait fait circuler des souscriptions clandestines de secours prononcées par le président de l'A.N.C., M. Oliver Tambo, distribué de la littérature au congrès et participé à l'élaboration de campagnes de boycott de grèves pour le compte du mouvement.

Au cours des trois premières semaines de son procès, dont certaines audiences furent tenues à huis clos, l'accusation avait fourni au juge une longue confession de vingt-neuf pages, dans laquelle l'inculpé reconnaissait la plupart des charges portées contre lui. La défense allait ce-

pendant s'employer à prouver la non-recevabilité de ce document signé « sous la menace et les tortures ».

Privations de sommeil, coups, insultes, humiliations en tous genres, menaces de s'en prendre à son épouse malade d'une grave dépression nerveuse, Cedric Mayson a avoué au tribunal avoir signé par « peur de mourir en détention ».

Les policiers venus à la barre ont démenti avoir interrogé l'ancien pasteur entièrement nu, mais aucun ne s'est souvenu aux audiences des vêtements qu'il portait. Finalement un policier a reconnu qu'un vert des textes en vigueur « la loi nous autorise à interroger un détenu jusqu'à ce qu'il parle ». Après quinze mois de détention, sans l'aide d'un avocat, M. Cedric Mayson a donc fini par se confesser. Mais, faisant droit aux requêtes de la défense et constatant de nombreuses contradictions dans les dépositions policières, le 18 février, le juge Van Der Walt déclara les vingt-neuf pages d'accusation « invocabiles et décadées, malgré les protestations policières, de libérer l'inculpé sous caution de 1 000 rand (environ 6 500 F).

En choisissant l'exil, M. Cedric Mayson a peut-être porté un coup fatal à cette pratique dont il était, au sein qu'inculpé de haute trahison, le second bénéficiaire en vingt ans. Mais il a prévenu les déchéances qui lui auraient causés les dépositions de certains de ses plus proches amis, contraints sous peine d'arrestation de faire témoignage contre lui. Peut-être aussi a-t-il sauvé sa propre vie...

PATRICE CLAUDE.

## En Libye

### HUIT ALLEMANDS DE L'OUEST INCULPÉS D'ESPIONNAGE

Huit citoyens allemands de l'Ouest détenus en Libye depuis la semaine dernière ont été inculpés d'espionnage « au profit des services secrets américains et d'autres parties hostiles au peuple libyen », a annoncé mardi 19 avril l'agence Jana. Ces huit personnes sont des « employés et techniciens de firmes ouest-allemandes opérant en Jamahiriya libyenne », a précisé l'agence.

Ces inculpations d'espionnage pourraient être en relation avec la comparution lundi 18 avril devant un tribunal de Bonn de deux Libyens accusés d'avoir retenu en otages et torturé deux étudiants libyens dans l'ancienne résidence de l'ambassadeur de ce pays à Bonn (le Monde du 20 avril).

En effet, selon les témoignages d'un plaignant au procès de Bonn, M. Hasch El Gariani, lors de l'audience de mardi, des diplomates libyens auraient menacé de représailles les ressortissants allemands retenus en Libye. Or quelques heures après l'arrestation de ce témoignage, on annonçait à Tripoli l'inculpation des huit Allemands de l'Ouest.

Cependant, M. El Mahdi Imbroschi, secrétaire du bureau du peuple libyen à Bonn, c'est-à-dire de l'ambassade de Libye, a démenti mardi soir dans une interview à la télévision allemande que les inculpations de Tripoli soient liées au procès en R.F.A. — (A.F.P., Reuters).

(Publié)

## Mini-copieur personnel tout papier

Chez Duriez 7650 F (incl)

NOUVEAU CANON PC 10 : le plus fiable, le plus petit, le moins cher des copieurs tous papiers. • Aucun entretien • Toutes pièces essentielles changées avec la cartouche d'encre • Poids 19,8 kg • Dim. 41x47x18 cm • Vous l'emportez à la Bibliothèque (Nationale ?) • Autre modèle PC 20 : Alimentation automatique • Prix Duriez 8750 F • 112 bd St-Germain, Odéon



### GRANDE VENTE SPECIALE

- Whisky
- J and B 62,80 F
- Lord Amoury 49,50 F
- Cognac
- Courvoisier 58,80 F
- Armagnac V.S.O.P. 79,80 F
- Jauneau

Magasin principal : 183, rue de Turenne, Tél. 277.59.27  
Magasins distribution : Forum des Halles 3 - 13 - 15  
4 temps - Versailles  
Nouveau : entrepôt vins - bisquit - vins - restauration froide 65, rue Lafayette 9

## REGAIN DE FERMETÉ DU DOLLAR, 7,37 F

Après une journée d'accalmie, la hausse du dollar a repris sur les marchés des changes, mercredi 20 avril 1983. Le cours de la monnaie américaine, qui était passé, lundi 18 avril, de 7,31 F à 7,365 F à la cotation officielle, avant de revenir, mardi, à 7,35 F, s'élevait à 7,37 F à la fin de la matinée du 20 avril. La Banque fédérale d'Allemagne, qui, mardi, était intervenue assez massivement pour empêcher le cours du dollar de dépasser 2,46 DM, a eu beau faire remonter le taux d'intérêt à Francfort en prélevant des liquidités, ce cours est repassé de 2,45 DM à près de 2,46 DM. Le regain de fermeté du dollar est à rapprocher des déclarations de M. Jacques Delors, ministre des finances, devant la commission des finances du Sénat, mardi 19 avril (voir d'autre part), selon lesquelles le renchérissement de la monnaie américaine rendrait inévitable une durcissement du plan de rigueur.

## Le rapport accompagnant la première loi du IX<sup>e</sup> Plan a été présenté au conseil des ministres

Le rapport accompagnant la première loi du IX<sup>e</sup> Plan doit être déposé jeudi 21 avril sur le bureau du Conseil économique et social. Ce rapport a été présenté ce mercredi au conseil des ministres par M. Jean Le Garrec, qui a pris en charge la préparation du IX<sup>e</sup> Plan.

Jusqu'au dernier moment, le gouvernement a travaillé à la rédaction de ce texte, manipulant les relations interministérielles à la veille même du conseil des ministres. Cette fébrilité s'explique par la nécessité de faire coïncider les orientations d'un plan à moyen terme couvrant les années 1984-1988 avec à la fois le plan de rigueur, annoncé le 25 mars dernier, et le budget de 1984, dont la préparation est largement avancée.

Certes, les vœux pleins d'ambitions exprimés par M. Michel Rocard, alors ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, dans le document d'orientation du IX<sup>e</sup> Plan, se trouvent aujourd'hui confirmés, malgré les critiques qui en avaient été faites. M. Le Garrec et M. Prévot, commissaire général au Plan, ont pu, dès lors, s'inspirer du premier schéma établi sous la responsabilité de M. Rocard pour la première loi du Plan. A ce stade, le gouvernement s'engage pour cinq ans sur « l'évolution de certaines dépenses ou recettes publiques ».

Le schéma cependant a dû être remanié, autant pour tenir compte des nouveaux impératifs économiques que pour lui donner un tour

## L'OPEP tente de multiplier les contacts avec des pays producteurs de pétrole non membres

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) va tenter d'établir des contacts réguliers avec l'I.R.S.S., la Chine, le Nicaragua, l'Égypte et un certain nombre de producteurs non membres de l'Organisation (Oman, la Malaisie, Brunei), afin de stabiliser le marché mondial.

M. Calderon Bertl, ministre vénézuélien du pétrole, qui participait à L'opéra, le 18 avril, à la réunion du comité de surveillance de l'OPEP (le Monde du 20 avril) et a rencontré le ministre britannique de l'Énergie, a exposé, mardi 19 avril les plans de l'OPEP pour renforcer ses relations avec les autres pays producteurs, comme elle l'a déjà fait avec la Grande-Bretagne et le Mexique au cours des dernières semaines.

« Nous avons besoin de renforcer nos relations avec ces pays, non seulement avec la Grande-Bretagne et le Mexique, mais aussi avec la Norvège, l'Union soviétique et la Chine », a-t-il déclaré.

L'OPEP, selon une source ministérielle citée par l'agence AP Dow Jones, ne cherche pas à convaincre l'ensemble de ces pays de participer à des réunions officielles (« C'est manifestement impossible »), mais à charger un certain nombre de pays membres de l'Organisation de

« maintenir le contact avec ces pays non membres », en les tenant au courant des décisions et des prévisions de l'Organisation, et en rapportant les leurs.

Ainsi, selon la même source, l'Algérie et la Libye seraient chargées d'établir le contact avec l'Union soviétique, les pays du Golfe maintenant les liens avec la Grande-Bretagne, le Venezuela avec le Mexique, et l'Indonésie assurant la liaison avec la Malaisie et Brunei.

La C.F.D.T. propose également une « action nationale avec arrêt de travail », à la même date, pour l'ensemble des cheminots. La C.G.T. ar-

**SC.P.O.**  
classe préparatoire  
CEPES

Pour vous INITIER, pour vous FORMER à la MICRO-INFORMATIQUE  
Pour vous APPRENDRE à : UTILISER, CHOISIR UN MICRO-ORDINATEUR  
PROGRAMMER, UTILISER DES PROGRAMMES de Gestion, de Traitement de Textes, de Mailing, de Comptabilité, etc...  
CHOISISSEZ votre Formule : STAGES - COURS - SÉMINAIRES à PARIS ou votre Région  
Renseignements et réservation pour les différents centres :  
I.D.S. International Data Systems  
B.P. 46 - 94370 Sucy-en-Brie — Tél. (1) 590.62.95

## LA GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

### Le Conseil supérieur de sûreté nucléaire s'oppose au Commissariat à l'énergie atomique

Les pouvoirs publics devront désormais compter avec le Conseil supérieur de sûreté nucléaire (C.S.S.N.) pour arrêter leur politique dans le domaine de la gestion des combustibles irradiés. La commission du C.S.S.N. chargée d'examiner, mardi 19 avril, le rapport rédigé par les services du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) sur ce sujet a, en effet, marqué une certaine distance par rapport aux conclusions qui lui étaient proposées.

Déjà, en décembre de l'année dernière, le contenu du rapport rédigé par la commission de Castaing (I) sur ce thème (le Monde du 26 décembre) laissait entrevoir un changement des mentalités au sein de ce « conseil des sages » dont la création remonte à près de dix ans et qui, au cours de cette période, n'avait guère fait la preuve de son dynamisme. Sans doute faut-il voir dans ce regain d'esprit critique du C.S.S.N. non seulement la conséquence directe de sa

réorganisation récente par les pouvoirs publics, mais aussi celle du renforcement de son rôle et de l'élargissement de sa composition, en particulier, à des représentants d'organisations syndicales.

Désormais, le C.S.S.N. a décidé de faire entendre sa voix et, mardi 19 avril, il a fait sur un ton qui n'a certainement pas été apprécié au C.E.A. Sans opposer un non catégorique aux conclusions du rapport du C.E.A. qui lui était soumis pour avis, la commission du C.S.S.N. a, dans l'analyse critique qu'elle a faite, marqué nettement ses distances. « Le programme de gestion proposé, dit-elle, manque de la rigueur nécessaire pour une véritable évaluation scientifique » et « apparaît, sur le plan de la cohérence de l'ensemble des opérations qu'il prévoit et de leur déroulement, comme loin d'être irréprochable ».

La sévérité du propos a bien évidemment suscité les passions et duré peu à trois heures et demi de débats qualifiés par les témoins d'orageux.

Si le C.S.S.N. s'est plu à reconnaître, ce que le C.E.A. soulignait dans son rapport (le Monde du 12 janvier), que « compte tenu des perspectives de production de déchets radioactifs et des possibilités existant en matière de stockage de surface, il était nécessaire que soient engagées dans les plus brefs délais les opérations visant à l'ouverture de centres de stockage en surface des déchets radioactifs de faible et moyenne activité », il a, en revanche, insisté sur certains points auxquels, selon lui, un soin particulier doit être apporté.

Au rang de ses préoccupations, on retrouve le désir d'une meilleure gestion des déchets alpha — par limitation des activités — dont l'activité peut s'étendre sur des dizaines, voire des centaines de milliers d'années, le souci constant de ne pas faire d'entassement irréversible de déchets, le besoin de réaliser des laboratoires de recherches sur certains points particuliers de la gestion des déchets et la nécessité, pour la France, de rattraper son retard sur les recherches concernant les formations géologiques pouvant accueillir les déchets pour une très longue période.

J.-F.A.

(1) La commission qui a jugé du travail du C.E.A. est la même pratiquement que celle qui composait la commission Castaing. Elle est un peu élargie dans sa composition et comprend une quinzaine de membres.

retrava sa position lors de son congrès qui se tient actuellement à Nantes. Les autres organisations de la S.N.C.F. (F.O., C.F.T.C., C.G.C., F.M.C.-Fédération de la maltrise et des cadres) n'ont pas arrêté de position après une première réunion, le 14 avril, et doivent se retrouver le 21 avril.



### Une croisière musicale

avec Pierre-Yves Artaud et ses amis  
Interprètes : Mozart, Vivaldi, Debussy, Lope de Vega, Manuel de Falla  
A bord de MASSALIA CLÉ PAQUET  
De 2 930 F à 7 940 F  
\* Sans prépaiement sur le carnet de voyages  
**SIP VOYAGES**  
Tél. 329-56-70  
81 chez votre agent de voyages

Op. 1. 20. 1.520